

150.000.000



# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION page 3

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 12317 4 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

SAMEDI 1<sup>er</sup> SEPTEMBRE 1984

## Concertation franco-marocaine aux Philippines

### Les inquiétudes de M. Mitterrand

Le « traité d'union arabo-africain » signé à Oujda le 13 août entre le roi du Maroc Hassan II et le « guide de la révolution libyenne », le colonel Kadhafi, provoque de sérieux remous régionaux et internationaux avant même qu'il n'entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre.

Il suscite réserves et irritation dans d'autres pays du Maghreb - Algérie, Tunisie, Mauritanie - qui avaient exclu la Libye du traité « de fraternité et de concorde » conclu entre eux en mars 1983. L'Algérie, en particulier, s'inquiète du nouvel axe Rabat-Tripoli qui conforte la position marocaine dans le conflit du Sahara occidental. D'une manière plus générale, les pays africains « modérés » s'interrogent pour savoir si la « respectabilité » que Hassan II confère ainsi au colonel Kadhafi ne va pas encourager ce dernier à poursuivre plus aisément son action « subversive » sur le continent noir.

Le président Reagan, qui considère le « guide de la révolution libyenne » comme l'un des chefs d'orchestre du « terrorisme international », ne voit pas non plus d'un bon œil le rapprochement maroco-libyen. Malgré les « éclaircissements » obtenus de Hassan II par le truchement d'un émissaire secret délégué à Rabat, le général Vernon Walters, le chef de la Maison Blanche a décidé de mettre le Maroc « en observation ».

Les préoccupations de la France sont encore plus voyantes. Après avoir envoyé à Rabat en éclaireurs MM. Roland Dumas, François de Grossouvre et Jacques Attali, le président Mitterrand s'est rendu jeudi en « visite privée » au Maroc, où il a sans doute tenté de déterminer la portée et les conséquences possibles d'un « mariage » conclu entre un Etat proche de la France à plus d'un égard et un autre avec lequel Paris est en conflit larvé.

Certes le président Mitterrand s'est fixé comme ligne de conduite de ne pas s'ingérer dans les affaires inter-arabes et, a fortiori, de ne pas prendre parti pour un pays contre l'autre. Mais il a au moins trois raisons légitimes de s'intéresser de près à des évolutions qui pourraient impliquer la France.

Celle-ci ne saurait être indifférente à la détérioration des relations entre des Etats maghrébins avec lesquels elle entretient des liens étroits, d'où les visites de travail qu'a entreprises M. Claude Cheysson en Algérie et en Tunisie. Ensuite elle ne peut que s'inquiéter d'une éventuelle relance du conflit du Sahara occidental : il est à craindre en effet que le traité d'Oujda n'incite l'Algérie à fournir au Polisario des armements sophistiqués qui permettraient aux Sahraouis de se livrer à des actes de guerre plus spectaculaires. Enfin, et surtout, Paris est en droit de se demander si le colonel Kadhafi bénéficierait du soutien actif de Hassan II dans le cas où des hostilités éclateraient au Tchad entre forces françaises et libyennes.

A tous ses interlocuteurs, rapporte-t-on, Hassan II a prodigué des assurances sur les intentions du colonel Kadhafi, qui, selon lui, souhaite un rapprochement avec l'Occident, y compris les Etats-Unis. Il a également fait valoir qu'il se chargeait, le cas échéant, de modérer la politique de son nouvel allié.

### Hassan II médiateur entre Paris et Tripoli ?

Après son bref séjour au Maroc, M. Mitterrand est arrivé jeudi à Lisbonne où il a dîné avec M. Soares, premier ministre.

La diplomatie secrète peut avoir des inconvénients, surtout lorsqu'elle est directement pratiquée par le chef de l'Etat. M. François Mitterrand vient d'en faire l'expérience. Il espérait, manifestement, que ce que l'on appelle à l'Elysée son voyage « strictement privé » au Maroc resterait discret. Mais si le secret a été bien gardé à Paris, il n'en est pas allé de même à Rabat, puisque ce serait grâce à une fuite marocaine qu'a été connue la présence de M. Mitterrand au Maroc.

Parti le mercredi 29 août en fin de journée de Paris, le président de la République est arrivé tard dans la nuit à Ifrane, où le souverain chérifien a une résidence d'été. Les deux hommes ont eu de longs entretiens jeudi matin ainsi qu'au cours du déjeuner offert par Hassan II.

JACQUES AMALRIC.  
(Lire la suite page 3.)

### Le meurtre de Benigno Aquino aurait été commandité par des militaires à l'insu du président Marcos

De notre correspondant

Tokyo. - L'assassinat du sénateur Benigno Aquino lors de son retour d'exil à Manille, le 21 août 1983, serait l'aboutissement d'une conspiration ourdie par des personnalités de premier plan, proches du président Marcos, et mise à exécution sur ordre du général Fabian Ver, chef d'état-major des forces armées, indiquent plusieurs révélations concordantes faites ces derniers jours dans la capitale philippine par des personnes proches de la commission d'enquête.

D'après les conclusions du rapport, ni le président Marcos ni son épouse Imelda ne seraient directement impliqués dans le meurtre. Selon ces informations, véritablement explosives, la commission nommée par le président Marcos l'an dernier, et qui devrait remettre ses conclusions dans le courant de septembre, rejette catégoriquement la version officielle selon laquelle

Aquino aurait été abattu à sa descente d'avion par un tueur solitaire, Rolando Galman, opérant pour le compte du Parti communiste philippin (clandestin).

Bien que Galman ait été connu et fiché par la police comme tueur à gages notoire - et initialement présenté comme tel par les autorités - le président Marcos et le général Ver n'ont pas cessé de répandre l'hypothèse d'un complot communiste.

C'est au contraire au complot de proches du président, craignant, pour des raisons de succession, le retour d'Aquino à un moment où M. Marcos était considéré comme mourant, que conclurait le rapport final.

R.-P. PARINGAUX.

(Lire la suite page 4.)

## Combattre l'« euro-sclérose »

« L'armée de réserve des travailleurs » s'accroît en France. Marx voyait dans les cohortes de chômeurs un moyen pour les capitalistes de peser sur les salaires. Jacques Rueff n'était pas loin de penser la même chose, mais il prolongeait le raisonnement, après la crise de 1929, dans la plus pure tradition libérale : quand les demandeurs d'emploi (non aidés par des indemnités) proposeront de travailler à de plus bas tarifs, alors les employeurs embaucheront à nouveau, et le sous-emploi diminuera. Marx, Rueff, les connotations sont tellement passionnelles et les situations du dix-neuvième siècle et de l'avant-guerre si peu comparables à celles

par PIERRE DROUIN

d'aujourd'hui que la discussion sur leur terrain est devenue très difficile. Mais quand M. Pierre Mauroy disait, juste avant les vacances : « Le chômage peut être le prix à payer pour avoir un avenir industriel (1) », ne lui accordait-il pas lui aussi une fonction économique ? M. Laurent Fabius, bien qu'il ait laissé pointer le nez de la croissance dans sa déclaration de politique générale du 24 juillet, n'a pas masqué les réalités : « La modernisation - peut coûter l'emploi de le dire d'en créer. » Dur à reconnaître pour un gouvernement socialiste.

A l'heure où d'autres indices se mettent à éclaircir un peu plus favorablement le tableau de bord économique de la France, prouvant que la conduite à gauche n'est pas forcément plus dangereuse que la conduite à droite, les chiffres du chômage continuent leur ascension, même si la pente est un peu moins raide.

Une situation qui n'a rien à voir - l'opposition en est sûrement persuadée si elle ne le crie pas sur les toits - avec l'idéologie au pouvoir. Toute l'Europe est affectée, et la France, dans le paysage des Dix, ne fait pas - et de loin - la plus mauvaise figure. Si l'on calcule aujourd'hui le nombre des sans-travail en pourcentage de la population active, les Pays-Bas (14,6 %), la Belgique (13,7 %), l'Italie (13,3 %), la Grande-Bretagne (11,8 %), nous précèdent. Seule l'Allemagne passe derrière nous (avec 9,4 % au lieu de 9,8 %).

(Lire la suite page 2.)

(1) Emission « Politiques », TF 1, du 3 juillet 1984.

### AU JOUR LE JOUR

#### Alternance

La solution envisagée pour sortir de la crise politique en Israël et qui consisterait à faire alterner, à la tête du gouvernement, les chefs des deux principales coalitions (à raison de vingt-cinq mois chacune) est très séduisante.

On voit tout le parti que la France aurait pu tirer d'une telle pratique ces dernières années. Nous aurions eu, depuis 1981, un gouvernement de gauche qui aurait construit le socialisme pendant quelques mois, puis un gouvernement de droite qui aurait défilé tout cela en peu de temps.

On aurait vu, par exemple, à la première mi-temps, la gauche nationaliser l'enseignement privé et, dans une seconde mi-temps, la droite prendre des mesures « simples et pratiques » pour lui faciliter l'existence.

BRUNO FRAPPAT.

## Truman CAPOTE

Les Domaines hantés  
La Harpe d'herbes  
Un Arbre de nuit  
Les Muses parlent  
Petit déjeuner chez Tiffany  
Morceaux choisis  
De sang-froid  
L'Invitée d'un jour  
Les Chiens aboient  
Musique pour caméléons

GALLIMARD *rf*

## Les mystères du « Mont-Louis »

Dans l'affaire du Mont-Louis, c'est la loi du silence qui jusqu'ici s'est imposée. Trois heures après la collision, c'est-à-dire le samedi 25 août vers 17 heures, les autorités françaises connaissent la nature radioactive d'une partie de la cargaison. Le capitaine, qui savait ce qu'il avait dans ses côtes, était entré en contact avec sa compagnie, et le Centre de surveillance maritime du cap Gris-Nez avait interrogé les ports de Dunkerque et du Havre où avait relâché le navire. Celui-ci y avait déposé, comme il se doit, la liste des marchandises qu'il transportait.

Le porte-conteneurs était en règle, a-t-on affirmé, il respectait donc le Code international de transport par mer des marchandises dangereuses émanant de l'Organisation maritime internationale (OMI) et appliqué par la France.

Ce code classe les produits « à problème » en neuf catégories. La septième est celle des matières radioactives. Or les conteneurs du Mont-Louis portaient bien la marque conventionnelle IMCO 7. Devraient y figurer aussi la mention « Radioactives FAS » (faible activité spécifique), l'étoile noire à trois branches et la marque « Poison », puisqu'il s'agit d'hexafluorure d'uranium. Trouverait-on toutes ces indications sur les cylindres lorsqu'on les extrairait de l'épave ?

En tout cas, dès samedi soir, le gouvernement en avait assez pour dépêcher sur les lieux deux unités de la marine nationale, avec ordre de faire des prélèvements. Pourquoi n'a-t-il pas révélé la nature de la cargaison ? Pourquoi tant de mystères ?

Ce n'est, semble-t-il, que dimanche que le secrétariat d'Etat à la mer a appris de la COGEMA, propriétaire de la cargaison, qu'il s'agissait d'hexafluorure d'uranium (U<sup>235</sup>), produit peu radioactif. On a pourtant attendu dimanche soir, alors que Greenpeace le criait sur tous les toits depuis le matin, pour le révéler enfin. Et on a assorti cette nouvelle de propos léniants, affirmant qu'il n'y avait aucun risque, ni radioactif ni chimique.

Or on sait parfaitement que si l'U<sup>235</sup> est mis au contact de l'eau de mer (par exemple, par fissuration des conteneurs bousculés dans la cale lors de l'abordage du navire), il se produit une violente réaction, un fort dégagement de chaleur, des émissions toxiques et la formation d'acide fluorhydrique, extrêmement corrosif. Silence, pourtant, sur ces risques.

L'opinion a dû patienter encore quatre jours - alors que les plongeurs chargés du repêchage sont déjà à l'œuvre - pour connaître le contenu des trente fûts suspects. Dix-huit, a-t-on annoncé enfin, sont pleins d'U<sup>235</sup> appauvri avec une teneur en uranium 235 de 0,67 % ; neuf autres sont chargés d'U<sup>238</sup> naturel, à 0,71 %.

MARC AMBROISE-RENDU.  
(Lire la suite page 6.)

## CITROËN : retour au calme à Aulnay après des incidents

LIRE PAGE 13

## CREUSOT-LOIRE : le plan de sauvetage implique 2 500 suppressions d'emplois

LIRE PAGE 14  
L'ARTICLE DE BRUNO DETHOMAS

## LA MOSTRA DE VENISE

### Sur les traces de Iosseliani

Avec le film de Thomas Harlan, *Wundtland*, et l'arrivée imminente de la bande des quatre « R » (Reinisch, Rivette, Rohmer, Rouch), l'événement de cette 41<sup>e</sup> Mostra de Venise est aussi la présence dans un même festival, mais sous des drapeaux autres que celui de leur pays d'origine, des deux cinéastes soviétiques Kontchalovski et Iosseliani.

L'aventure pour Kontchalovski dans *Maria's Lover*, c'était de se confronter au mythe américain à l'état brut, non pas comme Wim Wenders se projetant indéfiniment dans le miroir taxan ou californien, mais en jouant cartes sur table, en se sachant émigré d'occasion, en ne reniant ni ses origines ni sa culture, mais en s'en servant comme d'une clé magique pour découvrir une autre Amérique.

Avec Iosseliani et les Favoris de la lune, les choses se compliquent : nous perdons le tracé, nous ne percevons que l'artiste, l'homme épris d'absolu qui eut dans ses tout premiers films, notamment *La Chute des feuilles*, en 1966, l'immobilisme le cours du temps, le monde comme un jeu de miroirs, pour mieux traverser les apparences, capter pour ainsi dire les sons du monde.

Comment survivre à la France, s'adapter à un autre pays, à une autre culture, quand votre terre d'origine s'appelle la Géorgie ? Il y eut, déjà en 1982, pour l'INA, une tentative assez provocante de documentaire : *Euskadi*, ou comment le Pays basque a les meilleures raisons de ne pas se laisser absorber dans un mel-

ting pot français. Ni les Français ni les Basques ne l'ont vraiment aimé.

Comme pour se racheter, ou pour donner le change à ceux qui ne veulent rien voir, Iosseliani rend hommage à la France du calendrier des Postes, ou, plus exactement, au Paris de René Clair et de Jacques Prévert, à tout un folklore qui connaît son heure de gloire dans les années 30, mais dont les visiteurs un peu curieux ne se lassent jamais. Paris avant les McDonalds et les « What's a burger... » un Paris bien de chez nous et pourtant moderne, où les plus truands ne sont pas ceux que l'on pense.

Gérard Brach, le conteur, a cousu pour Iosseliani une broderie sans couture, sans fin ni commencement. Hors du temps et de la réalité. Paris n'est qu'une métaphore pour une ville quelle qu'elle soit, Londres, Rome, Moscou, Tiblisi, où se déroulent des rites étranges, où une nomenclature sûre de son bon droit joue la comédie du bonheur.

Des personnages se rencontrent, se frottent, s'abordent ou non, le mènent tous, ou presque, une double existence, tantôt braves (ou pas si braves) gens, tantôt fous. Seuls s'en tirent ceux qui ont choisi sans remords le mauvais chemin.

Un ménage de flics, Monsieur le commissaire, Madame, deux moutards, et si peu flic, totalement Français moyen. Un pauvre serrurier, amoureux transi, n'arrête pas de pleurer sur le mal que causent ses diaboliques inventions.

LOUIS MARCORELLES.  
(Lire la suite page 9.)



Le Monde

idées

## Combattre l'« euro-sclérose »

(Suite de la première page.)

Cette tare de l'Europe, l'« euro-sclérose », comme on l'a dit, est spécialement voyante si l'on compare les États-Unis. Le chômage est là-bas à son plus bas niveau depuis quatre ans (7 % de la population active). Pourquoi cette situation contrastée ? Les États-Unis ont-ils une « potion magique » ?

Il ne faut d'abord jamais perdre de vue les données macro-économiques qui font de la politique américaine un cas d'école. L'aggravation du déficit budgétaire, due notamment à la réduction des impôts, a exercé un effet très stimulant sur la demande. En outre, comme le remarquent les auteurs du dernier rapport de la Banque des règlements internationaux, le taux d'épargne a baissé, « en raison sans doute du recul prononcé de l'inflation ». Ce soutien des dépenses de consommation, qui a conduit à une véritable relance (si l'on songe que le taux de progression annuel a été de 6,75 % au cours des quinze premiers mois qui se sont écoulés depuis le creux de la récession), n'est pas gâté par la contrainte des finances extérieures, puisque le statut du dollar, monnaie internationale, permet aux États-Unis de regarder avec une certaine insouciance l'énorme déficit de leur commerce extérieur. Les importations américaines ont augmenté de 30 % entre le quatrième trimestre de 1982 et le premier trimestre de 1984.

Quel pays européen aurait pu supporter une telle accélération ? Cela dit, il ne serait pas juste de ramener à la situation spécifique des États-Unis la baisse graduelle du chômage. La modération de l'augmentation des salaires n'a pas été pour rien dans la réussite de la lutte contre l'inflation, qui a permis la reprise. Et les Américains ont laissé fléchir leur productivité pour privilégier l'emploi dans le court terme.

Comme le soulignait Aristote Kalesky (2), dans une économie connaissant une croissance vigoureuse, c'est souvent dans les secteurs mêmes où l'on enregistre les plus forts gains de productivité que l'on crée des emplois nouveaux. Depuis 1973, cette relation favorable semble s'être inversée. La lutte contre l'inflation est devenue la priorité absolue. La production globale se ralentissant ou cessant de s'accroître, alors que la production par personne employée continue d'augmenter, cela signifie que les postes de travail existants diminuent.

## Les réserves de productivité

On aura beau tourner et retourner les méthodes de lutte sociale ou économique contre le chômage, le seul remède qui ne se discute pas — cela tombe presque sous le sens — est la création d'emplois, donc le retour à la croissance. Jacques Méraud a savamment mais très clairement exposé les conditions d'une nouvelle expansion dans son dernier rapport au Conseil économique et social (3), et il n'est pas indifférent que M. Bérégovoy, notre nouveau grand argentier, l'ait lu de près (4).

Le maître mot de ce travail n'est pas à la mode. On l'avait sorti, après la Libération, de nombreuses « missions » envoyées aux États-Unis et l'on avait même créé un commissariat pour le glorieux « productivité ». En France, comme en Europe, il y a plus de réserves qu'on ne le croit sur ce registre. Jacques Méraud, contrairement à certains auteurs, estime que la productivité ne nuit pas à l'emploi « à condition qu'il y ait un minimum de croissance ». Des débouchés nouveaux sont créés dans la branche devenue plus productive, et des effets induits ont lieu sur le reste de l'économie. De même investissement (source de productivité) et emploi sont, en

moyenne et longue périodes, complémentaires et non concurrents.

Mais en attendant ces fruits prometteurs ? La tentation perdure de se rabattre sur la réduction de la durée du travail. C'est sans doute là le champ le plus fertile en illusions et en contradictions. Que le progrès se traduise à la fois par une augmentation du niveau de vie et par une diminution du temps de travail, nul ne pourrait y trouver à redire. Mais qu'on cherche dans ce dernier procédé un moyen de combattre le chômage, aussitôt se livrent bataille les idées et les faits. Les statistiques ne nous apprennent d'abord pas grand-chose de bon sur cette technique. En France et en Belgique, où les baisses de la durée du travail ont été les plus importantes, le chômage est élevé, alors qu'aux États-Unis les emplois se multiplient, le temps d'occupation des salariés ayant, lui, très peu diminué dans l'industrie.

La pire des solutions serait sans doute une mesure globale d'amplitude faible, non compensée par une réduction des salaires. Qu'on se rappelle le « coup des trente-neuf heures », qui a créé des charges nouvelles pour l'entreprise, mais non de nouveaux emplois. Si l'on passait aux trente-cinq heures, l'effort de productivité ne permettrait pas cette fois de remédier à l'insuffisance de la production, et il faudrait de nouvelles embauches. Mais combien de salariés accepteraient de voir leur pouvoir d'achat rogné d'autant ?

Deux voies seulement peuvent être envisagées sur ce chapitre : une réduction d'horaires très diversifiée suivant les possibilités de chaque entreprise ; une généralisation du « temps choisi » (travail à temps partiel). Mais y aura-t-il assez de volontaires pour réduire significativement le chômage, même si l'on distribue des « primes » d'encouragement, comme le souhaitait Michel Albert (5), prélevées notamment sur ceux qui sont le mieux protégés contre le risque de chômage (et provenant d'une partie des économies faites sur le versement des indemnités attribuées aux sans-travail) ?

## Une destruction peut être créatrice

Le nouveau gouvernement est décidé à faire feu de tout bois pour réduire le chômage des jeunes et pour aider à leur réinsertion sociale (6), même s'il ne trouve pas tout de suite un emploi « classique » : prolongation de la formation, proposition d'activités correspondant à des besoins réels collectifs (services sociaux municipaux, environnement, etc.) ou individuels (aide aux personnes âgées, aux femmes seules, réhabilitation des locaux des familles pauvres, etc.). Des expériences de ce ordre existent déjà en France et à l'étranger. On n'en a pas, semble-t-il, tiré tout le parti possible.

Au bout du compte, l'« euro-sclérose » est à la fois une panne de l'imagination et une maladie d'engorgement de l'appareil productif du Vieux Monde par des unités ou des pratiques désuètes. La conversion industrielle supprime aujourd'hui plus d'emplois qu'elle n'en crée. Mais chacun sait, avec Schumpeter, qu'une destruction peut être créatrice. La France a plus tardé que certains voisins à avaler la purge. Le comble est que ce soit un gouvernement de gauche qui doive lui administrer la plus forte dose.

PIERRE DROUIN.

(2) Financial Times du 13 février 1984.  
(3) « Productivité - Croissance - Emploi » (Le Monde du 3 juillet).  
(4) D'après ses déclarations au Matin de Paris du 8 août 1984.  
(5) Dans Le Paris français, Seuil, 1982.  
(6) Lire l'article d'Alain Lebaube dans le Monde du 29 août.

## LETTRES AU Monde

## La langue française défendue par des parlementaires de quarante pays

La section française de l'Association internationale des parlementaires de langue française (AIPLF) recevra du 1<sup>er</sup> au 7 septembre, à Saint-Denis-de-la-Réunion, les délégués des pays qui composent aujourd'hui l'Association parlementaire francophone (1). Six pays observateurs assisteront également aux travaux.

L'AIPLF est la seule organisation politique francophone composée d'élus. Comme telle, l'AIPLF entretient des relations suivies avec de nombreuses organisations internationales et intergouvernementales, et elle a présidé à la fondation de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACT), laquelle constitue aujourd'hui l'organisation technique intergouvernementale de la francophonie, et l'AIPLF possède aussi tous les éléments pour devenir son organisation parlementaire politique au sens le plus large du terme. Ce n'est pas qu'il faille souhaiter préserver, développer le français par je ne sais quel impérialisme d'un autre âge. C'est au contraire au nom de notre engagement pour le pluralisme culturel face au risque d'uniformisation culturelle de la planète qu'il est nécessaire de le faire. Ce risque-là est non seulement lié à la puissance économique extraordinaire des États-Unis, pays allié de la France, mais aussi à l'ampleur de ses avancées technologiques, à sa maîtrise des nouveaux systèmes de communication, et surtout à sa capacité financière de les mettre en œuvre. Cette réalité risque, si nous n'y prenons garde, d'imposer au plus grand nombre le mode de communication essentiel. L'outil culturel déterminant, qu'est la langue dans laquelle on s'exprime le plus aisément.

La XIV<sup>e</sup> Assemblée générale de l'AIPLF traitera de la coexistence du français avec d'autres langues, de

(1) Cent cinquante parlementaires représentant quarante pays de langues francophones.

sa place sur un même espace territorial, mais aussi du fonctionnement de l'institution parlementaire elle-même, du développement, en abordant le thème de l'eau dans les pays industrialisés et les pays du tiers-monde et enfin de la jeunesse.

GUY VADEPIED, député de l'Oise, président de la section française de l'AIPLF, par délégation du président de l'Assemblée nationale.

## Légitimité ou infamie ?

Le Monde du 23 août 1984, cite un extrait d'une déclaration de M. Olivier Metzger : « Les détenus ne peuvent s'exprimer que par la grève de la faim ou l'autodétermination ». Une telle assertion dans la bouche d'un avocat me fait horreur. L'enfermement et les procédures qui le régissent peuvent sembler sévères, mais elles ne sont que la conséquence d'un délit. Un délit en soi n'est pas une infamie, et un délit en soi n'est pas une infamie, et un délit en soi n'est pas une infamie.

L'homme en liberté dispose de moyens d'expression et d'action, de lieux de réflexion et d'échanges ; l'avocat a fait profession d'un métier dont le devoir consiste à servir d'intermédiaire entre le détenu et les autorités ou l'opinion ; celui qui reprend à son compte une telle démarche et se tient quiette ainsi de n'avoir pas su faire entendre la voix de son client, fait preuve au minimum d'une légèreté redoutable et au pis d'une infamie ; celui qui, libre, a besoin pour se battre de la chair de capifs ne peut s'attirer que le mépris.

ALAIN GEISMAR (Paris).

## Et oui, les 35 heures !

Ainsi donc, les chantages des 35 heures (Le Monde du 24 août) ne seraient que des corruptions de jeunesse, selon M. Georges Bantien. Il méprisait l'effort du formateur, qui, ayant la responsabilité de « réussir la prochaine génération », a « seul le pouvoir de dire ce qu'il

constate avec un recul certain » : pour réussir sa vie (ou du moins dans la vie), le jeune qui prépare une grande école doit travailler chaque semaine 70 heures et plus.

Avant vécu de tels horaires, effectivement pour ce beau résultat, moi qui dans mon dernier livre (L'Audace ou l'Enlèvement, La Découverte) ose prôner les 35, voire les 30 heures, alors que la rédaction même du livre m'a valu de pulvériser encore ces douteux records, serais-je donc hypocrite, ou simplement incohérent ?

Eh bien, non. D'abord parce qu'il n'y a aucun rapport entre le temps où l'on s'investit (c'est le cas de le dire) pour sa propre promotion intellectuelle, culturelle et sociale, aux frais de l'État ou de la famille, et le temps que l'on vend à d'autres, pour gagner sa vie en la perdant, dans une activité étrangère, voire mutilante. Pensez-vous d'une « taupé » de Louis-le-Grand, nous aimons la physique et les mathématiques, et sur nos 80 heures hebdomadaires, nombre d'entre nous en détournent pour « piocher » des questions hors programme, mais passionnantes. Mais dans l'imbécile « concurrence à l'entrée » qui faisait de nos meilleurs amis des adversaires potentiels, combien aurions-nous préféré à l'ingénierie individuelle d'un programme, la recherche collective sur des thèmes optionnels ! Et comme nous aurions aimé élargir ces quelques heures, volées à la lutte pour la vie, et consacrées à l'amour ou au militantisme étudiant !

Mais les « chiens de garde » qui représentent aujourd'hui du poil de la bête (voir De l'école, de J.-C. Milner) savent bien, eux, qu'ils doivent d'abord nous préparer à une vie où le succès est au prix du développement unilatéral des valeurs, et du « non-développement », du chômage des autres.

Aucun de ceux (écologistes, cégétistes, etc.) qui prônent les 35 heures n'ignore la contrainte sociale (et même intergénérationnelle) de cette éducation productive. Ils se battent pour briser ce cercle vicieux. Aucun ne plaide pour l'alignement du « métro-dodo » au détriment du « boulot ». Le but des 35 heures, c'est de travailler tous, travailler chacun mieux, et faire mieux à côté. Et d'ailleurs cela va ensemble : il n'y aura pas de « modernisation » sans un immense effort de promotion culturelle : donc une réduction du temps de travail routinier. « Départ d'une réflexion globale », à condition de ne pas caricaturer l'adversaire en démagogue.

ALAIN LIPIETZ, économiste, ancien élève de l'École polytechnique.

## Et les stages d'été ?

A propos de l'article de G. Bastien « Vous avez dit trente-cinq heures ? » (Le Monde du 24 août), la phrase « Pas d'amalgames malhonnêtes entre les vacances des étudiants et celles des enseignants » est fautive. Il existe des stages très fructueux par les professeurs tout l'été : stages de terrain en écologie, géologie, océanographie, ainsi que des universités d'été, le congrès de l'Association des professeurs de biologie et de géologie, etc.

ARLETTE MALOISEL (Châteauneuf-sur-Loire).

## Pauvre étudiant

La nouvelle interprétation restrictive de Maurice Duverger concernant l'article 11 de la Constitution,

et plus particulièrement « l'organisation des pouvoirs publics », (Le Monde, 23 août), m'a étonné. Je me suis donc reporté aux œuvres de mon ancien maître et ai trouvé, dans son manuel, le contraire de ce qu'il affirme aujourd'hui.

A propos de la notion d'organisation, M. Duverger écrivait alors : « Sur (ce) point, l'accord est fait assez facilement : on a admis sans trop de difficultés qu'il faut prendre « organisation » au sens large, c'est-à-dire englobant non seulement la structure des pouvoirs publics, mais aussi leur compétence. » (Institutions politiques. Collection Thémis, P.U.F. - deuxième édition 1970, p. 703.)

La mode des virages à 180 degrés aurait-elle gagné les professeurs de droit ? Mais alors, n'est-il pas abusif d'user de l'argument d'autorité et de coller le pauvre étudiant de première année trop fidèle à l'enseignement reçu ?

JEAN-PIERRE PRÉVOST (Paris).

[M. Prévost a trébuché la phrase qu'il cite et lui étant son élément essentiel. Elle se termine en effet par la précision suivante : « cette interprétation a été déclinée lors des deux premiers référendums. » Sachant qu'elle portait sur l'Algérie, tous les étudiants comprennent ainsi qu'il s'agit de la compétence territoriale des pouvoirs publics français : différents systèmes que ces référendums traduisent à restreindre en mettant l'Algérie hors de la République.

Cela était dit expressément dans la huitième édition du manuel (1965), page 526, en ces termes : « Le premier point du projet de loi soumis à référendum du 8 janvier 1961 et les deux points du projet soumis au référendum du 8 avril 1962 concernent le compétence territoriale des pouvoirs publics français : cela restreint dans l'organisation des pouvoirs publics » au sens large, conformément à l'interprétation de la Constitution de 1958, la plus généralement adoptée. » La formule doit être complétée dans les éditions suivantes.

M. D.]

## L'esprit de Valence

Je n'aurais pas réagi à l'article de M. Bertrand Le Gendre (Le Monde du 9 août) dans la mesure même où, en ce qui me concernait, les assertions du sénateur Dreyfus-Schmidt et de votre collaborateur étaient exactes. J'avais attribué le qualificatif de « partisan » accolé à mon nom au feu du débat.

Or cet adjectif est repris dans le Monde du 18 août, à froid cette fois-ci, par le sénateur Delfau. Je n'ai jamais songé à cacher mon appartenance au gaullisme ou ma participation à l'équipe de rédaction de Magazine Hebdo : ni l'une ni l'autre ne me semblent interdire d'avoir une opinion scientifique sur tel ou tel problème de la compétence universitaire. Il ne me serait pas venu à l'idée de qualifier de « partisans » les opinions de mon éminent collègue Luchaire parce que depuis de longues années il est une des figures de proue du radicalisme de gauche, pas plus que celles de Maurice Duverger.

Ce qui me paraît grave dans les assertions des sénateurs socialistes, c'est que, à leurs yeux, si un universitaire ou un technicien, dirigeant de parti ou éditeur de presse, défend des idées proches de la majorité il est évidemment un expert impartial et qualifié, mais s'il défend des idées contraires à celles du président de la République, il est naturellement « partisan ». Je constate que l'esprit de Valence n'a pas disparu.

FRANÇOIS G. DREYFUS, professeur à l'université de Strasbourg-3.

DEMAIN DANS LE SUPPLÉMENT DU « MONDE »

L'INFORMATIQUE  
AIDE LES DÉTENUÉS  
A PRÉPARER LEUR AVENIR

« LE MONDE AUJOURD'HUI », UN TEMPS FORT POUR LE WEEK-END.



Le Monde

## Le chef de l'Etat des conséquences

Quel que soit le résultat du référendum du 20 août, on ne peut pas s'empêcher de constater que le chef de l'Etat aura joué un rôle déterminant dans la signature d'un accord qui ne sera pas sans conséquences sur la vie de la République.

Le chef de l'Etat a joué un rôle déterminant dans la signature d'un accord qui ne sera pas sans conséquences sur la vie de la République. Le chef de l'Etat a joué un rôle déterminant dans la signature d'un accord qui ne sera pas sans conséquences sur la vie de la République.

## A ALGER ET

## La situation au centre des entreprises

M. Claude... La situation au centre des entreprises... M. Claude... La situation au centre des entreprises... M. Claude... La situation au centre des entreprises...

## Cameroun

Le Mouvement d'opposition affirme être à l'origine de l'incendie du Palais National à Yaoundé. Le Mouvement d'opposition affirme être à l'origine de l'incendie du Palais National à Yaoundé.



سوال اول

Le Monde

# étranger

## LE VOYAGE DE M. MITTERRAND

### Le chef de l'Etat s'est entretenu avec Hassan II des conséquences de l'accord entre Rabat et Tripoli

### Concertation franco-marocaine

et plus particulièrement « l'organisation des pouvoirs publics ». Le Monde, 23 août, m'a étonné. Je me souviens d'avoir dit, au moment de son départ, que le chef de l'Etat avait eu une conversation avec Hassan II. Le contraire de ce qu'il affirme aujourd'hui.

A propos de la notion d'organisation des pouvoirs publics, M. Duverger disait alors : « Sur ce point, l'accord est fait. Les difficultés qu'il faut prendre en compte, au sens large, c'est-à-dire englobant non seulement la structure des pouvoirs publics, mais aussi leur compétence. (Institution politiques, Collection Thémis, P.U.F., deuxième édition 1970, p. 703.)

La mode des virages à 180 degrés n'est-elle pas passée ? Mais alors, n'est-ce pas abusif d'insister sur l'argument d'autorité et de coller le pauvre étudiant de première année trop fidèle à l'enseignement reçu ?

JEAN-PIERRE PREVOST (Paris)

[M. Prevost a tronqué la phrase qu'il cite en lui ôtant son élément essentiel. Elle se termine en effet par la précision suivante : « ... cette interprétation a été émise lors des deux premiers référendums. » Sachant qu'il s'agit de la compétence territoriale des pouvoirs publics français, élément structurel, que ces référendums tendaient à restreindre en limitant l'Algérie hors de la République.

Cela était dit expressément dans la dernière édition du manuel (1968), page 526, en ces termes : « Le premier projet de loi soumis à référendum du 8 janvier 1962 et les deux autres du projet soumis au référendum du 8 avril 1962 concernent la compétence territoriale des pouvoirs publics français ; cela reste dans l'organisation des pouvoirs publics, au sens large, conformément à l'interprétation de la Constitution de 1958, la plus généralement adoptée. » La formule a été conservée dans les éditions suivantes.

M.D.]

### L'esprit de Valence

Je n'avais pas lu l'article de M. Bertrand Le Gendre du Monde du 9 août) dans la mesure même où, en ce qui me concerne, les assertions du sénateur Dreyfus-Schmidt et de votre correspondant étaient exactes. J'avais attribué la qualification de « partisan » à mon nom au feu du débat.

Or cet aspect est repris dans le Monde du 18 août, à froid cette fois-ci, par le journaliste Delieu. Je n'ai jamais songé à cacher mon appartenance au gauchisme ou ma participation à l'écriture de la rédaction de l'hebdomadaire. Je n'ai jamais eu l'intention de me faire passer pour un expert en matière de « partisanes ». Fidèle de qualité de « partisanes », l'idée de qualifier de « partisanes » les opinions de mon éminent collègue Luchaire parce que depuis de longues années il est une des figures de proue du radicalisme de gauche, pas plus que celles de Maurice Duverger.

Ce qui me paraît grave dans les assertions de M. Dreyfus-Schmidt, c'est que, à leurs yeux, un universitaire ou un technicien, dirigeant de parti ou éditeur, n'est pas un expert. Il est évidemment un expert impartial et qualifié, mais il défend des idées contraires à celles du président de la République. Il est naturellement « partisan ». Je constate que l'esprit de Valence n'a pas disparu.

FRANÇOIS G. DREYFUS, professeur à l'université de Strasbourg



Rabat. — Quoique qualifié de « visite privée », le voyage-éclair de M. Mitterrand, jeudi 30 août, au Maroc, est venu apporter un supplément à l'activité politique déjà chargée de la capitale chérifienne. Le secret absolu qui a entouré les entretiens et le déjeuner que le chef de l'Etat français et le souverain alaouite ont eus jeudi dans la station de montagne d'Ifrane a stimulé encore les spéculations suscitées par ce sommet franco-marocain inattendu. Aussi bien les porte-parole que les médias officiels de Rabat n'avaient pas encore rompu, vendredi matin, le silence à propos de la rencontre d'Ifrane.

La venue du président français a eu pour raison essentielle — les cercles gouvernementaux marocains ne le nient pas — de s'enquérir de la situation entièrement nouvelle créée au Maghreb par la conclusion, le 13 août à Oujda, du Traité d'union arabo-africain. Aussi, des observateurs marocains vont jusqu'à penser que le voyage de M. Mitterrand pourrait avoir quelque peu « gêné » les dirigeants marocains, le président français pouvant « donner l'impression d'être venu imposer son point de vue sur le Maroc ». La « susceptibilité arabe » de la Libye pourrait en souffrir, avancent les mêmes observateurs, qui font valoir également — non sans raisons — qu'il existe une sorte de symétrie diplomatique entre le voyage que M. Hafez el Assad, chef de l'Etat syrien, vient d'effectuer à Tripoli et

### De notre envoyé spécial

à Alger, et la visite du président Mitterrand à Ifrane.

Tout en admettant que ces deux déplacements « symétriques » constituent, en effet, les premières retombées extérieures importantes du traité d'Oujda, M. Abderrahim Bouabid, ministre d'Etat dans le gouvernement sortant (des élections législatives auront lieu le 14 septembre) et chef de l'Union socialiste des forces populaires (opposition), nous déclarons : « Il est normal que la France soit soucieuse de s'informer plus amplement des perspectives de l'accord Maroc-Libye, et notamment des incidences qu'il pourra avoir sur les rapports Maroc-Algérie. La France est, en outre, préoccupée par la situation au Tchad et en Mauritanie et il est légitime qu'elle se tienne au courant de l'évolution des positions marocaines à propos de ces deux pays. »

S'agissant des clauses relatives à la défense contenues dans le traité d'Oujda (le Monde du 31 août), clauses qui pourraient, le cas échéant, conduire un jour le Maroc à apporter un soutien militaire à la Libye dans son entreprise tchadienne, M. Bouabid estime que « le roi peut, au contraire, inciter le colonel Kadhafi à être moins interventionniste au Tchad ».

Les milieux diplomatiques de Rabat considéraient, d'autre part, que si le président syrien a éprouvé le be-

soin, lors de son récent passage à Alger, le 26 août, de s'entretenir avec un dirigeant du Polisario, c'est pour « manifester son mécontentement à l'égard du Maroc, rendu responsable par Damas d'une atténuation de l'hostilité de Tripoli à l'égard de M. Yasser Arafat ».

Il reste que le Maroc — et le roi Hassan II a dû le dire à M. Mitterrand — se fait fort, à travers son union avec la Libye, de conduire progressivement celle-ci à des « positions plus sages » sur différents dossiers difficiles comme la question palestinienne. L'exemple de la politique du Quai d'Orsay, consistant depuis 1981 à maintenir le dialogue coïte coïte avec Tripoli, au lieu de couper tous les ponts avec cette capitale, est souvent cité à Rabat ces jours-ci pour expliquer le « mariage » maroco-libyen.

Si le président Mitterrand n'a pas directement évoqué à Ifrane la grève de la faim observée depuis le 4 juillet par une trentaine de jeunes prisonniers condamnés pour « participation » aux émeutes de janvier, les autorités marocaines savent assez le prix que la France attache, surtout chez ses partenaires privilégiés, au respect des droits de l'homme — les grévistes de la faim réclament seulement une amélioration des conditions carcérales — pour accomplir les gestes susceptibles d'être appréciés à Paris.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

### (Suite de la première page.)

Pour autant qu'on le sache, le président de la République a effectué ce déplacement seul. M. Roland Dumas, en tout cas, n'était pas là. Il n'a rejoint M. Mitterrand que jeudi soir à Lisbonne, pour la brève visite — simplement « privée » celle-là — que M. Mitterrand a effectuée au Portugal pour dîner avec le premier ministre, M. Mario Soares, qui s'est envolé ce vendredi matin pour le Mozambique et la Tanzanie.

Le principe de cette dernière rencontre avait été fixé le 27 juin dernier, lorsque M. Mitterrand s'était rendu pour la journée à Lisbonne dans le cadre de ses activités de président en exercice de la Communauté européenne.

Quand a été prise la décision d'aller au Maroc ? Les choses sont moins simples dans ce cas car le mutisme des rares « initiés » est difficile à rompre. Il semble cependant que les détails du voyage présidentiel — strictement privé — aient été fixés la semaine dernière, lorsque MM. Attali et de Grossouvre se sont rendus discrètement à Rabat pour se faire expliquer par le roi les tenants et les aboutissants de sa toute fraîche union avec la Libye.

Comme il l'avait déjà fait dans le passé, Hassan II aurait lancé une nouvelle fois l'idée d'une visite privée de M. Mitterrand au Maroc et le chef de l'Etat aurait d'autant plus volontiers saisi cette idée au bond que le souverain chérifien venait de décréter une importante amnistie en faveur de 354 prisonniers. Personne

ne pensait alors à l'Elysée que la grève de la faim poursuivie par une trentaine de jeunes Marocains arrêtés au moment des émeutes de janvier dernier se terminerait d'une façon dramatique pour deux d'entre eux (1).

C'est la mort de ces deux grévistes qui a amené, semble-t-il, M. Mitterrand non pas à remettre en cause son déplacement au Maroc mais à modifier ses plans. A l'origine, expliquait-on de très bonne source, M. Mitterrand avait prévu de se rendre dans le royaume chérifien samedi et dimanche, après son dîner avec M. Soares. Ce serait pour être tout aspect « vacances », à son déplacement, que le président de la République l'aurait effectué plus tôt, passant moins de vingt-quatre heures sur le sol marocain. Cette explication, toutefois, ne serait valable que si M. Mitterrand ne retourne pas au Maroc à l'issue de son escale de Lisbonne, comme il en aurait eu un moment l'intention.

Même si le chef de l'Etat a plaidé auprès de Hassan II en faveur d'un geste de clémence à l'égard des grévistes de la faim — on le laisse entendre avec insistance à Paris, et on le dit bien sûr à Rabat — ce n'est pas pour des raisons humanitaires que M. Mitterrand a voulu rencontrer le souverain marocain, mais pour se rendre compte par lui-même de l'état d'esprit du roi après son rapprochement avec le colonel Kadhafi, et voir si le souverain serait prêt à jouer les intermédiaires dans une éventuelle négociation sur le Tchad.

Par son geste, M. Mitterrand aurait aussi cherché à prévenir toute irritation du Maroc alors que M. Chéysson — qui avait été mis dans la confidence du déplacement présidentiel — se rendait chez l'ennemi algérien et en Tunisie. Le président de la République a en effet toujours cherché à maintenir la balance égale avec les trois pays du Maghreb et s'est attaché en particulier à ne pas s'avancer trop loin dans l'affaire saharienne pour éviter toute rupture avec Rabat.

Sera-t-il maintenant payé en retour dans l'affaire du Tchad ? Rien

ne le prouve encore, même si le colonel Kadhafi n'a pas renforcé sa main dans cette affaire depuis un an : son armée paraît vivre assez mal la campagne tchadienne, et la coalition des opposants à M. Hissène Habré — soutenus par la Libye — se déchire.

Une chose est sûre en tout cas : à supposer qu'il veuille bien jouer les intermédiaires — mais n'a-t-il pas approuvé récemment les thèses du colonel Kadhafi sur le Tchad ? — le roi Hassan II n'aura pas la tâche facile, car le chef de la révolution libyenne ne paraît pas avoir adouci sa position à l'égard de la France. Mercredi encore n'a-t-il pas exalté dans un discours la lutte « pour la libération des colonies françaises de la Réunion, de la Nouvelle-Calédonie, de la Martinique et de la Guyane » ? Autre certitude : le voyage secret de M. Mitterrand ne manquera pas de réveiller la rancœur d'Alger.

Le dernier sujet qu'on sans doute abordé M. Mitterrand et le roi du Maroc concerne les questions européennes. A Rabat, en effet, on est très préoccupé par les conséquences de la faim — on le laisse entendre avec insistance à Paris, et on le dit bien sûr à Rabat — ce n'est pas pour des raisons humanitaires que M. Mitterrand a voulu rencontrer le souverain marocain, mais pour se rendre compte par lui-même de l'état d'esprit du roi après son rapprochement avec le colonel Kadhafi, et voir si le souverain serait prêt à jouer les intermédiaires dans une éventuelle négociation sur le Tchad.

Comme il est probable qu'il ira d'abord à Madrid pour la négociation avec l'Espagne, M. Mitterrand aurait proposé au premier ministre portugais de reporter à plus tard la signature de l'adhésion de Lisbonne, quitte à marquer l'aboutissement de la négociation par une déclaration solennelle. Ainsi serait épargnée la susceptibilité de Madrid, qui tient à ce que les deux pays de la péninsule entrent ensemble dans la CEE.

JACQUES AMALRIC.

(1) Un troisième gréviste de la faim était mort quelques semaines auparavant.

### A ALGER ET A TUNIS

#### La situation au Maghreb au centre des entretiens de M. Chéysson

Venant d'Alger, M. Claude Chéysson est arrivé jeudi 30 août à Tunis pour une visite de trente-six heures. Il sera reçu samedi, nous indique notre correspondant à Tunis, par le président Habib Bourguiba, et devrait s'entretenir vendredi avec le premier ministre, M. Mohamed Masmoudi, et le ministre des Affaires étrangères, M. Beji Caïd Essebsi.

En l'absence du président de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, qui se trouve au Nord-Yémen, M. Chéysson a déclaré qu'il se proposait de rencontrer « l'autorité la plus importante » de l'O.L.P. présente à Tunis. On croit savoir, nous indique notre correspondant, qu'il a rencontré à cet effet le chef de l'Organisation palestinienne.

Le ministre des Relations extérieures a précisé qu'il comptait s'entretenir avec ses interlocuteurs tunisiens de l'évolution des relations bilatérales et de certains sujets d'actualité mondiale et régionale. Il a laissé entendre que parmi ces derniers figuraient en bonne place la situation au Maghreb après la signature de l'accord d'union maroco-libyenne.

C'est précisément le traité d'Oujda qui a dominé la « visite de travail » de deux jours qu'il a effectuée mercredi et jeudi à Alger. « Les récents développements au Maghreb méritent réflexion », a dit M. Chéysson avant de quitter Alger pour Tunis. « Je suis venu écouter, à la demande du président Mitterrand, ce que l'un des pays responsables, comme l'Algérie, a à dire,

### La genèse du traité d'Oujda

#### De notre envoyé spécial

Rabat. — C'est le 13 juillet 1984, si l'on en croit le roi Hassan II lui-même, que « tout a commencé » entre le Royaume du Maroc et la Jamahiriya libyenne. Recevant ce jour-là une délégation de responsables libyens, le monarque lui fit part, devant le blocage de la situation politique et diplomatique dans le monde arabe, de son vif désir de la déboucher au moins au niveau du Maroc et de la Libye ; en attendant que d'autres États maghrébins ou africains veuillent bien se joindre au nouvel initiative ; d'où le nom officiel d'« Union arabo-africaine » qui a été finalement donné au traité d'Oujda.

Le colonel Kadhafi, qui n'avait guère apprécié le refus d'Alger d'admettre Tripoli au sein du traité tuniso-algéro-mauritanien de 1983, fut immédiatement séduit par la proposition du roi — avec lequel il s'était à tout le moins officiellement réconcilié depuis l'année précédente — de déposer « la solidarité verbale et vide de sens qu'affectionnent les diplomates pour réaliser au contraire une solidarité fondée

### A TRAVERS LE MONDE

#### Colombie

● UN CONSULAT DE FRANCE OCCUPÉ PACIFIQUEMENT. — Le consulat de France de Bogotá a été occupé pacifiquement pendant sept heures et demi, le jeudi 30 août, par onze jeunes gens appartenant à des mouvements de défense des droits de l'homme. Le groupe, qui était commandé par une femme, entendait protester contre l'assassinat, depuis juillet 1983, d'une douzaine de dirigeants de mouvements civiques par des éléments paramilitaires du MAS (Mort aux ravisseurs). — (AFP.)

#### Israël

● LE GRAND RABBIN SIRAT CONDAMNE LE PHÉNOMÈNE KAHANE. — Le grand rabbin de France, M. René Samuel Sirat, a condamné les déclarations et les prises de position du chef du parti israélien Kach, le rabbin Meïr Kahane. Dans une déclaration à Radio Communauté, jeudi 30 août, le grand rabbin Sirat a notamment déclaré : « L'attitude du rabbin Kahane est une attitude qui est totalement contraire à tous les idéaux du judaïsme. (...) Il y a là un très grave danger, non seulement pour la démocratie en Israël, mais pour le judaïsme même, et les dirigeants spirituels et religieux, que ce soient ceux d'Israël ou de la Diaspora, ne peuvent pas rester silencieux face à de telles déclarations irresponsables. »

#### Pakistan

● INCIDENT MEURTRE AVEC LA FRONTIÈRE AVEC L'INDE. — Six soldats pakistanais ont été tués dans un nouvel accrochage à la frontière indo-pakistanaise au Cachemire, a annoncé jeudi 30 août l'agence de presse indienne P.T.I. L'incident s'est produit le 27 août alors que des Pakistanais tentaient de franchir la frontière, ont affirmé des responsables de l'Etat indien de Jammu et Cachemire. La semaine dernière déjà, un porte-parole du gouvernement indien avait annoncé la mort de six Pakistanais lors d'échanges de tirs dans la province de Kargil. — (Reuters.)

### La fête musulmane d'Id al Adha, prévue le 5 septembre prochain. — (AFP-Reuters.)

#### Israël

● LE GRAND RABBIN SIRAT CONDAMNE LE PHÉNOMÈNE KAHANE. — Le grand rabbin de France, M. René Samuel Sirat, a condamné les déclarations et les prises de position du chef du parti israélien Kach, le rabbin Meïr Kahane. Dans une déclaration à Radio Communauté, jeudi 30 août, le grand rabbin Sirat a notamment déclaré : « L'attitude du rabbin Kahane est une attitude qui est totalement contraire à tous les idéaux du judaïsme. (...) Il y a là un très grave danger, non seulement pour la démocratie en Israël, mais pour le judaïsme même, et les dirigeants spirituels et religieux, que ce soient ceux d'Israël ou de la Diaspora, ne peuvent pas rester silencieux face à de telles déclarations irresponsables. »

#### Pakistan

● INCIDENT MEURTRE AVEC LA FRONTIÈRE AVEC L'INDE. — Six soldats pakistanais ont été tués dans un nouvel accrochage à la frontière indo-pakistanaise au Cachemire, a annoncé jeudi 30 août l'agence de presse indienne P.T.I. L'incident s'est produit le 27 août alors que des Pakistanais tentaient de franchir la frontière, ont affirmé des responsables de l'Etat indien de Jammu et Cachemire. La semaine dernière déjà, un porte-parole du gouvernement indien avait annoncé la mort de six Pakistanais lors d'échanges de tirs dans la province de Kargil. — (Reuters.)

### Cameroun

#### UN MOUVEMENT D'OPPOSITION AFFIRME ÊTRE A L'ORIGINE DE L'INCENDIE DU BOEING A DOUALA QUI A FAIT VINGT-QUATRE MORTS

Un mouvement d'opposition au régime du président camerounais, M. Paul Biya, le Front de libération du Cameroun (FLC), a affirmé, jeudi 30 août à Libreville, avoir posé des explosifs à bord du Boeing-737 des Cameroun Airlines qui a pris feu dans la matinée sur l'aéroport de Douala (le Monde du 31 août).

Un porte-parole du FLC, mouvement inconnu, a revendiqué « l'attentat » dans une conversation téléphonique avec la station de radio panafricaine Africa numéro 1, dont le siège est à Libreville. Le porte-parole a précisé que l'explosion aurait dû se produire avant l'entrée des passagers dans l'appareil.

« Il y a eu une erreur, a-t-il dit, l'avion aurait dû exploser plus tôt, car nous voulions provoquer la mort de personnes. »

Selon Radio-Cameroun, l'incendie de l'appareil était accidentel et a fait vingt-quatre morts et soixante-douze blessés. Vingt personnes sont saines et sauvées. — (AFP.)

### République sud-africaine

#### UN JEUNE NOIR TUÉ PAR LA POLICE PRÈS DE JOHANNESBOURG

Un Noir de dix-neuf ans a été tué, et deux autres ont été blessés, le jeudi 30 août, par la police sud-africaine, dans le ghetto de Katlehong près de Johannesburg, a annoncé un porte-parole de la police à Pretoria. Attaqués par une soixantaine de jeunes Noirs, trois policiers blancs ont été « forcés » de recourir à leurs armes, apprend-on de même source. Ces quinze derniers jours ont été marqués par une série d'affrontements entre la police et des manifestants protestant contre les récentes réformes constitutionnelles, qui excluent toujours du pouvoir la communauté noire du pays.

Par ailleurs, des négociations devaient se tenir bientôt au Cap-Vert entre l'Afrique du Sud, l'Angola et l'organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO), sur l'instauration d'un cessez-le-feu en Namibie, et sur l'accession à l'indépendance de ce territoire administré par Pretoria. M. Crocker, secrétaire d'Etat adjoint américain aux affaires africaines, devait arriver, ce vendredi 31 août, en Afrique du Sud, pour s'entretenir de l'avenir de la Namibie, a-t-on indiqué de sources informées à Pretoria. — (AFP-Reuters.)

### Dix des grévistes de la faim ont été placés dans une unité de réanimation à Marrakech

Malgré la mort de leurs trois camarades, les grévistes de la faim marocains poursuivent leur jeûne. Selon des parents et amis des détenus, dix d'entre eux ont été placés dans une unité de réanimation à l'hôpital de Marrakech. Les funérailles de Moulay Bouker Doudraï, dix-neuf ans, étudiant en sciences à l'université de Marrakech, ont été suivies par plusieurs milliers de personnes, mercredi à Marrakech. La foule s'est rassemblée en cortège de la maison familiale du jeune homme au cimetière de Bab Doukkala, derrière un véhicule orné du drapeau marocain et d'une photo du disparu. Malgré la présence de nombreux policiers en uniforme et en civil, aucun incident n'a été signalé.

D'autre part, les familles des détenus grévistes de la faim à Marrakech et à Safi ont formellement demandé jeudi à Rabat que d'autres détenus aient succombé depuis mardi, comme l'ont laissé croire des rumeurs ayant circulé avec persistance à Rabat. Toutefois, l'état de santé des vingt-huit détenus qui poursuivent encore leur grève de la faim, dont dix-sept à l'hôpital de Marrakech et onze à l'hôpital de

#### Safi, est qualifié d'« alarmant » par leurs proches.

Tandis que la presse marocaine continue d'observer le silence le plus total sur la grève de la faim, le ministre conseiller à l'ambassade du Maroc à Paris, M. Abdelkader El Jai, a reconnu, selon une délégation de cinq médecins français qu'il a reçu jeudi, que deux des détenus étaient morts, ces derniers jours, parlant à ce sujet de « regrettable accident ». A l'issue de l'entrevue, la délégation dirigée par le docteur François Liot, a fait part de son « inquiétude » et de sa détermination à poursuivre ses démarches humanitaires, sans écarter l'éventualité de se rendre au Maroc.

D'autre part, une quarantaine de personnes ont manifesté sans incident jeudi en fin de matinée devant l'ambassade du Maroc à Paris réclamaient ainsi à l'appel lancé par le comité de soutien aux grévistes de la faim. MM. Michel Piccoli, Patrice Chéreau et le professeur Minkowski, ont été reçus pendant une demi-heure par le chargé d'affaires de l'ambassade marocaine. — (AFP-AP.)

CE SOIR A APOSTROPHES

Maître-Thérèse Humbert

LE VOLKAMERIA

Roman, Stock

Stock



## PROCHE-ORIENT

Israël

A LA SUITE D'UN LABORIEUX COMPROMIS

### MM. Pérès et Shamir acceptent le principe d'une alternance à la tête du gouvernement

Jérusalem. - L'union nationale, qui d'ombelle avait paru la seule solution possible à la crise issue des élections du 23 juillet, est désormais peut-être en passe de devenir réalité. Mais il aura donc fallu plus d'un mois pour que MM. Shimon Pérès et Itzhak Shamir parviennent finalement à mettre au point les grandes lignes d'un accord, qui n'est d'ailleurs pas encore définitif. Toujours est-il que cet accord n'a été rendu possible que lorsque le dirigeant travailliste s'est résigné à accepter l'idée d'une « alternance » à la tête du gouvernement. Il est vrai que, en s'assurant le soutien de la plupart des petits partis religieux, le Likoud avait réussi à contrebalancer l'alliance conclue la semaine dernière entre les travaillistes et le parti Yahad de M. Elzer Weizman de sorte que l'option du gouvernement travailliste à majorité restreinte était à nouveau écartée.

Cette idée d'« alternance » pour le moins inusitée avant par dans un premier temps abondante et tout à fait inapplicable. Effectivement, sa mise en pratique nécessiterait sans doute, si elle est définitivement adoptée, la modification de certains textes de loi. Au moins l'alternance s'applique-t-elle à des postes de premier ministre et de ministre des affaires étrangères et ne s'étend pas à d'autres portefeuilles. Du moins si l'on en croit la version rapportée par la presse de l'accord de principe Pérès-Shamir, mais qui n'est confirmée officiellement ni par le Likoud ni par le Parti travailliste. C'est dire que des modifications sont encore possibles.

Selon cette version, le gouvernement d'union nationale sera mis en place pour une période de cinquante

De notre correspondant

mois. Pendant les vingt-cinq premiers mois, il sera dirigé par M. Pérès et M. Shamir occupera la double fonction de vice-premier ministre et de ministre des affaires étrangères. Ensuite, pendant les vingt-cinq derniers mois, ils échangent leur rôle. Le portefeuille de la défense ne fera pas l'objet d'un roulement. Il sera attribué au travailliste M. Itzhak Rabin. Le Likoud se verra confier en échange également pendant quatre ans le portefeuille des finances. Au total le gouvernement d'union nationale sera composé de vingt-quatre ministres répartis de manière égale : douze pour le bloc travailliste et douze pour le bloc du Likoud.

Cet accord de principe sur la composition du cabinet d'union nationale se serait également doublé d'un compromis presque définitif au sujet d'une plate-forme commune Likoud-travaillistes. En fait, le dernier point de divergence concernait le sort incertain des colonies occupées, dont la création a déjà été décidée par l'ancien gouvernement de M. Shamir mais dont la construction n'a pas encore commencé. En tout cas, lorsque le gouvernement d'union nationale sera mis sur pied, toute nouvelle implantation devra être approuvée, comme le voulaient les travaillistes, à la majorité absolue.

MM. Shamir et Pérès auraient également trouvé une formule mettant fin au désaccord qui a longtemps opposé leurs deux partis à propos de l'association de la Jordanie au processus de paix. Mais, là, contrairement à ce que réclamaient les travaillistes, l'appel au roi Hussein de participer aux négociations ne sera pas assorti de la formule « sans conditions préalables ».

Et mettre la dernière main au cours de leur prochain tête-à-tête. Et puis, surtout, parce que leurs formations respectives pourraient les contraindre à procéder à de sérieux amendements, voire à remettre totalement en question ce laborieux compromis. La balle passe en effet à présent dans les partis. Or, les premières réactions prouvent déjà que MM. Pérès et Shamir auront affaire à forte opposition. Au Likoud, la contestation gronde déjà. Au cours des consultations, jeudi, M. Ariel Sharon a soutenu que, dans le cadre d'un accord d'« alternance », il n'était pas question que M. Shamir renonce à occuper le premier des fonctions de chef du gouvernement. Toutefois, au Likoud, on semble surtout mal se résigner à l'attribution du portefeuille de la défense au travailliste Itzhak Rabin. Ce choix est également très mal accueilli par l'alié de droite du Likoud, le parti Tehiya, qui menace d'ailleurs de ne pas appuyer un gouvernement d'union nationale en raison des concessions trop nombreuses faites par M. Shamir au sujet des colonies de peuplement dans les territoires occupés.

Si, dans le camp du Likoud, les premières fissures apparaissent, chez les travaillistes, on en est presque au stade de la rupture. Le Mafpam, l'aile gauche du front travailliste, a déjà clairement fait savoir en effet qu'il n'était pas question qu'il souscrive à l'accord d'union nationale avec le Likoud. Une scission en bonne et due forme sera peut-être évitée. Cependant, il paraît certain que le Mafpam reprendra sa liberté d'action parlementaire, ce qui fera perdre six sièges au groupe travailliste à la Knesset. Grâce à l'alliance avec le Yahad de M. Weizman, les travaillistes réussiront cependant à maintenir l'équilibre avec le Likoud : 41 contre 41.

De surcroît, M. Yossi Sarid, le « colombe » travailliste, risque de suivre l'exemple du Mafpam. M. Sarid s'est déjà prononcé cette semaine pour une rupture du front travailliste et la création de deux partis : l'un, centriste, avec à sa tête MM. Pérès et Weizman, et l'autre, socialiste, avec pour noyau le Mafpam.

(Interim.)

Liban

### DES MILLIERS DE PERSONNES ONT ASSISTÉ AUX OBSEQUES DE PIERRE GEMAYEL

Plusieurs milliers de personnes ont assisté, jeudi après-midi 30 août à Bikfaya, dans la montagne libanaise, aux obsèques de Pierre Gemayel, fondateur du parti Kataeb (Phalanges), ministre et père du chef de l'Etat libanais, M. Amine Gemayel. La cérémonie, très simple, s'est déroulée sur la place principale de Bikfaya, bureau de la famille Gemayel, où « cheikh » Pierre était mort la veille d'un malaise cardiaque.

Précédé d'un long cortège où se mêlaient congrégations et responsables religieux, diplomates et ministres, députés et hommes politiques, familles et amis, le cercueil de bois blanc, recouvert du drapeau libanais et de l'emblème de Phalanges, était porté par six miliciens en civil de la brigade Al Sakr, la garde personnelle de Pierre Gemayel. Immédiatement derrière suivait le président Amine Gemayel, seul, portant des lunettes noires et entouré d'un véritable mur de gardes du corps. Une foule nombreuse, silencieuse, était massée sur la place et sur les quelques centaines de mètres de route menant à la maison des Gemayel.

Aussitôt après la messe, le cercueil est reparti, au son d'une marche funèbre, vers le cimetière de Bikfaya, tandis que le président et sa famille recevaient les dernières condoléances des personnalités.

Des dirigeants musulmans modérés, comme les anciens premiers ministres Saïb Salam et Sélim Hoss, ont rendu hommage à la mémoire du disparu.

Le président Mitterrand a adressé jeudi un message de condoléances au président Amine Gemayel, dans lequel, indique l'Élysée, le chef de l'Etat français exprime notamment « sa vive sympathie personnelle pour la famille Gemayel ».

(AFP, Reuters.)

Les réticences des partis

Il faut dire cependant que ce double accord Pérès-Shamir sur la répartition des portefeuilles et sur le programme de gouvernement risque encore de subir certaines modifications importantes. D'abord parce que les deux hommes doivent encore

## ASIE

Philippines

### L'enquête sur l'assassinat de Benigno Aquino

(Suite de la première page.)

Les déclarations faites il y a quelques jours par un membre de la commission à un journaliste américain et corroborées par le président de la commission des Philippines vont dans ce sens (1).

Après neuf mois d'enquête dans plusieurs pays, des dizaines d'auditions de témoins et quinze mille pages de notes, la commission accuserait notamment le général Ver, chef d'état-major, et le général Luther Custodio, commandant des services de sécurité de l'aviation, d'avoir ordonné l'assassinat d'Aquino. Le meurtre aurait été commis par l'un des militaires chargés d'escorter Aquino lors de sa descente d'avion et non pas par Rolando Galman. Ce dernier aurait été amené à la mort par un tir de balles. La commission demanderait que les généraux Ver et Custodio et cinq militaires ayant escorté Aquino soient traduits en justice.

Toujours selon ces sources, le « cerveau » de l'opération serait ainsi identifié dans le rapport comme « un individu ambitieux et

souteneur de troubles qui a le projet de devenir président ». Il s'agirait de l'un des hommes d'affaires les plus puissants du pays, jouissant depuis toujours de l'amitié et des faveurs du président Marcos. Il y a longtemps qu'un nom — à tort ou à raison — figure en bonne place à Manille : celui de M. Eduardo Conjuangco. Cet homme de quarante-huit ans, souvent présenté comme un rival d'Aquino dans le contexte des luttes de grandes familles, contrôle les grandes brasseries des Philippines, surtout, l'industrie de la noix de coco — la plus importante du pays avec celle du sucre, contrôlée par un autre proche du président. Avant même ces dernières « révélations », M. Conjuangco et le général Ver avaient porté plainte en diffamation contre des organes d'information qui avaient spéculé sur leurs responsabilités dans le meurtre. Ils réclament des dommages et intérêts considérables.

La théorie du complot militaire serait, précise-t-on de sources proches de la commission, étayée par de nombreuses preuves. Reste à connaître le sort de plusieurs personnes disparues avant d'avoir pu témoigner, tout particulièrement celui de trois femmes proches de Conjuangco, y compris sa compagne, dont les enfants vivaient mis en cause le général Ver. Reste à savoir si le rapport final demeurerait tel qu'il vient d'être dévoilé par un des membres de la commission inquiet, mais soucieux de vérité. Reste à savoir si le chef de l'Etat, dont le régime est au bord de la faillite, peut accepter que les conclusions de la commission viennent porter un nouveau coup dur à son pouvoir chancelant. D'abord en ridiculisant la version qu'il n'a jamais cessé de défendre péremptoirement : ensuite en montrant qu'il ne contrôlait plus la situation lors de l'assassinat ; enfin, en mettant au ban des accusés un — sinon deux — des plus importants piliers de son régime.

## EUROPE

Pologne

### DES ACTIONS SYMBOLIQUES DOIVENT MARQUER LE QUATRIÈME ANNIVERSAIRE DES ACCORDS DE GDANSK

Varsovie (AFP). - A la veille du vendredi 31 août, quatrième anniversaire de la signature des accords de Gdansk qui avaient légalisé l'existence des syndicats libres en Pologne, ni M. Walesa, ni la direction clandestine nationale de Solidarité n'avaient appelé à manifester. Les seuls appels à des « marches pacifiques » ont été lancés par des directions régionales de Solidarité clandestine, dans deux anciennes bastions du syndicat : Wroclaw (dans le sud-ouest du pays) et Nowa Huta (banlieue ouvrière de Cracovie).

Les bulletins clandestins qui ont circulé dans ces villes appellent également à boycotter les transports en commun et à des actions symboliques, par exemple faire cliqueter les lumières pendant un quart d'heure ou décorer les bâtiments où étaient installés les locaux du syndicat dissous.

A Gdansk, M. Lech Walesa a annoncé qu'il irait ce vendredi fleurir le monument érigé devant les chantiers navals à la mémoire des victimes des grèves de 1970. Il devrait également tenter de prononcer un discours, mais il s'est déclaré soucieux d'éviter « toute action qui pourrait accroître la tension ».

M. Zbigniew Bujak, chef de la direction clandestine, a pour sa part appelé les Polonais à « reconstruire Solidarité dans les entreprises », dans une intervention parvenue jeudi à la presse occidentale et qui devrait être diffusée le soir par Radio Solidarité à Varsovie. Il faut, dit M. Bujak, « reconstruire les structures existantes dans les entreprises ». Le droit d'exister et d'agir de la Solidarité ne peut être l'objet d'aucune négociation et son existence a pour base légitime les accords d'août 1980, les conventions de l'organisation internationale du travail, son statut et les résolutions de son congrès. D'autre part, un opposant, M. Wojciech Ziembinski, a été condamné jeudi à trois mois de prison ferme par un tribunal de simple police de Varsovie pour avoir « conduit un rassemblement illégal », le 15 août dernier dans la capitale.

M. Ziembinski avait pris la parole devant le tombeau du Soldat inconnu en présence de quelque mille cinq cents personnes à l'issue d'une manifestation célébrant le sixième anniversaire de la victoire de l'Armée polonaise sur l'Armée rouge, aux portes de Varsovie en 1920. Il avait réclamaré « l'indépendance de la Pologne » et rendu hommage au syndicat Solidarité. M. Ziembinski a été laissé en liberté, ayant une semaine pour faire appel.

URSS

### M. Tchernenko n'a pas assisté à la cérémonie de clôture des Jeux de l'amitié

De notre correspondant

Moscou. - M. Tchernenko n'a pas assisté au gala de clôture des Jeux de l'amitié 1984 qui se tenait, le jeudi 30 août, dans la grande salle de concert de l'hôtel Rossia, tout proche du Kremlin. Peut-être pour atténuer l'effet de cette absence, aucun haut responsable soviétique, à l'exception de M. Mara Gramov, président du Comité olympique soviétique, ne s'est montré à la tribune d'honneur. Cette discrétion contrastait singulièrement avec le déploiement du 13 août dernier, lors de la cérémonie solennelle d'ouverture des jeux, au stade Lénine, du bureau politique, quasiment au complet, exception faite du secrétaire général.

Au cours d'une conférence de presse, M. Gramov a présenté un bilan de cette gigantesque manifestation sportive et s'est efforcé de dissiper l'impression qu'elle avait eu pour but de contrebalancer les Jeux de Los Angeles. Le président du Comité olympique soviétique (qui est président du Comité des sports de l'URSS, soit l'équivalent d'un ministre des sports) a déclaré : « Ce qui s'est passé à Los Angeles nous a donné raison ». Et il a évoqué, comme les médias soviétiques l'ont fait cet été, le « chauvinisme » qui aurait régné à Los Angeles, les « pressions psychologiques très fortes » qui se seraient exercées sur les athlètes non américains, le caractère « lucratif » de ces jeux et les « multiples violations de la charte olympique » qui y auraient été commises.

Le responsable soviétique a fait, en revanche, l'éloge de la « bonne atmosphère » qui a entouré, selon lui, les compétitions des Jeux de l'amitié 1984, aussi bien en URSS qu'en Tchécoslovaquie, Hongrie, Bulgarie, Pologne, RDA et à Cuba. Au total, « dix-huit records du monde ont été battus contre onze seulement à Los Angeles », a-t-il précisé, soulignant ainsi, de façon quelque peu contradictoire avec la thèse officielle, le caractère concurrentiel de ces jeux.

M. Gramov a confirmé d'autre part l'attachement de l'URSS au mouvement olympique en annonçant la tenue fin septembre à Moscou d'un colloque sur l'olympisme, en présence de M. Samaranch, le président du Comité olympique international. Il s'est cependant refusé

à dire si l'URSS participerait aux JO de Séoul en 1988.

**DOMINIQUE DHOMBRES.**

[L'absence de M. Tchernenko à la cérémonie de clôture des Jeux de l'amitié ne peut qu'encourager les spéculations sur son état de santé. Il n'est pas apparu en public depuis le 13 juillet. Un responsable américain a déclaré, jeudi 30 août, à Washington, que les autorités américaines « ne savent pas s'il est vivant ou mort ». Il a indiqué que le département d'Etat avait demandé à l'ambassade américaine à Moscou de lui transmettre « ses opinions » sur la santé du numéro un soviétique. « Nous sommes en période de surveillance accrue », a-t-il ajouté.]

### UN FRANÇAIS A ÉTÉ CONDAMNÉ A TROIS ANS DE PRISON POUR TRAFIC DE DROGUE

(De notre correspondant.)

Moscou. - Un Français de vingt et un ans, M. Jean-Eric Caruel, a été condamné « tout récemment » à trois ans de prison pour trafic de drogue, a indiqué, jeudi 30 août, l'agence Tass. Le jeune homme avait été arrêté ce printemps à l'aéroport de Chermetievo, où il était en transit entre Brazzaville et Genève. Il était porteur de 3,6 kilos de marijuana.

C'est la première fois depuis plusieurs années qu'un Français est officiellement condamné en URSS. La peine infligée à M. Caruel est le minimum prévu par l'article 78 du code pénal de la fédération de Russie concernant l'introduction illégale d'armes et de stupéfiants. On indique de source française que le jeune homme a été jugé de façon régulière, que toutes les clauses de l'accord consulaire franco-soviétique de 1966 ont été respectées. L'ambassade de France a été informée sans délai de son arrestation et il a pu être visité régulièrement par le consul.

Un ressortissant italien âgé de vingt-cinq ans, M. Sabato, en transit entre New-Delhi et Milan, a également été arrêté « récemment » à l'aéroport de Chermetievo alors qu'il transportait « près de 1,5 kilo d'héroïne » dissimulé dans une manguette empalée et dans des statuettes. Selon des sources diplomatiques, il a été condamné à quatre ans de prison. - D.D.

Finlande

### Des Soviétiques qui tentaient de fuir ont été renvoyés en URSS affirme Amnesty International

De notre correspondant

Stockholm. - « Je crois que tous les Estoniens sont conscients des risques qu'ils prennent en essayant de s'échapper par la Finlande, car, en règle générale, la police finlandaise renvoie les fugitifs dans leur pays », expliquait récemment à Stockholm M. Valdo Rampere, ancien haut fonctionnaire du ministère de la justice à Tallin, qui venait d'obtenir, ainsi que son épouse, M<sup>me</sup> Leila Miller, chanteuse, l'asile politique en Suède. Le couple, après avoir fait faux bond à une délégation estonienne qui participait aux Journées culturelles de la Baltique, dans la ville finlandaise de Kotka, avait réussi à passer à travers les mailles du filet, grâce sans doute à des complicités. Ces déclarations n'ont pas été appréciées à Helsinki, où le ministre de l'intérieur a affirmé que tous les réfugiés étaient traités de la même façon, qu'ils viennent d'Union soviétique ou d'autres pays. Au cours des dix dernières années, un seul ressortissant soviétique aurait demandé à bénéficier du droit d'asile politique en Finlande - et cette personne l'a obtenu ».

Ce n'est pas l'avis de la section finlandaise d'Amnesty International. Secrétaire de cette organisation en 1982 et 1983, M. Björn Sundell révèle dans un article au journal

Hufvudstadsbladet que la section a « adopté » une dizaine de prisonniers soviétiques, détenus en URSS après avoir tenté de fuir et avoir été renvoyés par les autorités finlandaises.

Il cite en particulier le cas de M. Viatcheslav Tcherepanov, qui, le 18 juillet 1980, avait franchi la frontière soviéto-finnoise à Hartuavaara. Son objectif n'était pas de rester en Finlande, mais de gagner la Suède ou la Norvège. Après trois jours d'interrogatoire, il fut remis à la disposition des services frontaliers soviétiques, puis condamné à douze ans de camp de travail et trois ans de prison intérieure. Dans une lettre parvenue ultérieurement à l'Ouest, M. Viatcheslav Tcherepanov affirme qu'il avait été maltraité par la police finlandaise durant sa détention et qu'il n'avait pas eu la possibilité de déposer formellement une demande d'asile politique. Le ministre de l'intérieur actuel se refuse à commenter cette affaire.

Il existe bel et bien un accord d'extradition, imposé par Moscou, entre la Finlande et l'URSS. Il prévoit le rapatriement rapide des personnes qui, « par mégarde ou involontairement », ont passé la frontière et pénétré sur le territoire voisin. Cette disposition est appliquée environ cent cinquante fois par an, a déclaré le chef du bureau des étrangers au ministère de l'intérieur à Helsinki, qui a cependant ajouté qu'elle n'était pas valable pour les personnes invoquant le droit d'asile.

Mais, selon Amnesty International, ce droit existe plus en théorie qu'en pratique. Le fait, par exemple, que les fugitifs soviétiques, s'ils sont pris par la police finlandaise, se voient rarement la peine d'expliquer leur cas ou, curieusement, retirent même leur demande d'asile politique semble indiquer qu'ils savent ce qui les attend.

ALAIN DEBOVE.

Le programme du bombardement affirmé

République dominicaine

Avant un nouvel accord avec le FMI

Six dirigeants de gauche

ont été arrêtés

Le programme du bombardement affirmé

Le programme du bombardement affirmé

Le programme du bombardement affirmé

Le programme du bombardement affirmé

Le programme du bombardement affirmé

Le programme du bombardement affirmé

Le programme du bombardement affirmé

Le programme du bombardement affirmé

Le programme du bombardement affirmé

Le programme du bombardement affirmé

Le programme du bombardement affirmé

Le programme du bombardement affirmé

Le programme du bombardement affirmé

Le programme du bombardement affirmé



# AMÉRIQUES

## Etats-Unis

### Le programme de construction du bombardier B-1 sera poursuivi affirme le Pentagone

L'accident survenu, mercredi 29 août, à un prototype du bombardier supersonique B-1 n'aura probablement pas d'effets sur la poursuite du programme de construction de cet appareil, affirmait-on jeudi 30 août au Pentagone. Il n'est pas

question de modifier le programme en cours », a déclaré un porte-parole de l'armée de l'air.

La plupart des réactions, tant de partisans que d'adversaires du B-1, enregistrées au lendemain de la chute près d'une base de Californie d'un des quatre prototypes du bombardier, vont dans le même sens.

M. Robert Badham, représentant républicain de Californie, qui est un des grands partisans du projet réalisé en partie dans sa circonscription, a déclaré : « Cela ne devrait rien retarder. C'est une des choses regrettables qui arrivent dans n'importe quel programme d'essais. » Un adversaire du B-1, M. Thomas J. Downey, représentant démocrate de New-York, s'est exprimé dans le même sens, tout en ajoutant que cet accident montrait que « dans la course à la fabrication d'armements, la technologie n'était pas la réponse parfaite à la dissuasion ».

La seule réaction négative enregistrée était celle de M<sup>me</sup> Ferraro, candidate démocrate à la vice-présidence, qui a répété mercredi que la construction du B-1 était du « gaspillage », parce que, si-elle dit, les experts sont d'accord pour considérer que ce système d'armement sera dépassé aussitôt qu'il sera entré en service.

Le B-1 est, avec le nouveau missile intercontinental à tête multiple MX, un des principaux éléments du programme d'armement lancé par le président Reagan et que le candidat démocrate à la présidence, M. Mondale, a promis de supprimer s'il est élu en novembre. L'accident de mercredi, qui a fait un mort, c'est produit juste une semaine avant la présentation du premier appareil de série. (Le Monde du 31 août).

## LES AFFAIRES DU MARI DE M<sup>me</sup> FERRARO (suite)

New-York (AFP). - Un tribunal américain a ordonné, jeudi 30 août, que M. John Zaccaro, époux de M<sup>me</sup> Geraldine Ferraro, candidate démocrate à la vice-présidence des Etats-Unis, abandonne la gérance des biens d'une vieille femme à laquelle il avait indûment emprunté 175 000 dollars depuis octobre dernier. « La simple apparence d'une infidélité doit être absolument évitée », a déclaré le juge de la Cour suprême de l'Etat de New-York, M. Edwin Kassoff. « Il n'y a pas de suggestion de malhonnêteté ni d'intention malicieuse de la part du curateur », a-t-il ajouté. M. Zaccaro est un témoin franc, et la Cour pense que M. Zaccaro a cherché à se conformer aux instructions qu'il avait reçues. »

Le juge a également affirmé que M. Zaccaro croyait avoir agi en toute bonne foi lorsqu'il avait reversé 12 % d'intérêt - au lieu de 10,3 % - sur l'argent emprunté. Mais, a poursuivi, M. Kassoff, « un curateur ne doit pas se mettre dans la position où son intérêt est en conflit avec sa mission ».

Lors d'un entretien avec le juge, M. Zaccaro avait affirmé la semaine dernière qu'il était persuadé « avoir bien fait » en empruntant l'argent pour les besoins de son entreprise immobilière et qu'il ne lui était pas venu à l'idée de chercher un avis juridique, tant il était sûr de son bon droit.

Ce nouvel épisode concernant les finances de M. Zaccaro risque de raviver la controverse qui a surgi il y a deux semaines, autour des déclarations sur le revenu de l'agent immobilier et de M<sup>me</sup> Ferraro, et qui empoisonne la campagne des démocrates pour l'élection présidentielle du 6 novembre prochain.

## République dominicaine

### Avant un nouvel accord avec le FMI

### Six dirigeants de gauche ont été arrêtés

Saint-Domingue (AFP). - Six dirigeants syndicaux et responsables politiques de gauche ont été arrêtés, le jeudi 30 août, en République Dominicaine, trois jours après que le ministre de la défense eut dénoncé l'existence d'un complot d'« éléments de gauche » visant à renverser le régime.

Parmi les personnes arrêtées figurent MM. Rafael Taveras et Jose Israel Cuello, du Front de la gauche dominicaine (qui regroupe une dizaine d'organisations, dont le Parti communiste pro-soviétique) et les dirigeants du Bloc socialiste, MM. Edgar Ericson Pichardo et Jose Villa.

Lundi, le général Cuervo Gomez, ministre de la défense, avait affirmé que des « éléments de gauche, entraînés en Libye et en Corée du Nord » fomentaient un complot pour renverser le gouvernement et instaurer un « système socialiste ». Ils veulent provoquer « des désordres en profitant du mécontentement populaire causé par la crise économique », avait-il précisé.

Le général a indiqué que le complot devait commencer par des troubles à l'université de Saint-Domingue, pour s'étendre à d'autres secteurs et se traduire par des attentats contre « des centres du pouvoir économique » et des locaux du parti gouvernemental.

La semaine dernière, les étudiants de l'université de la capitale avaient manifesté contre une hausse de 150 % du prix des livres et de 30 % de celui des transports. Un étudiant avait été tué par balles par la police et sept autres blessés. Depuis, l'université a fermé ses portes pour éviter de nouveaux heurts.

L'ensemble des partis de gauche et des syndicats avaient catégoriquement démenti l'existence d'un complot. De telles assertions sont destinées à justifier « l'intense répression » engagée contre « le mouvement populaire » de protestation contre la hausse du coût de la vie, avait déclaré le Front de la gauche dominicaine.

Les arrestations de jeudi ont été décidées alors que le gouvernement social-démocrate de M. Jorge Blanco s'apprête à signer un nouvel accord avec le Fonds monétaire international (FMI), lequel prévoyait une hausse des carburants.

Déjà, ce sont les mesures d'austérité dictées par le FMI qui avaient provoqué, le 25 avril dernier, des émeutes faisant cinquante morts et deux cents blessés. Celles-ci s'étaient produites à la suite de manifestations organisées par l'ensemble de la gauche pour protester contre la hausse de certains produits alimentaires - sucre, lait, huile et pain - ainsi que des médicaments.

Les autorités craignent de nouvelles manifestations. Depuis plusieurs jours, des policiers armés quadrillent la capitale.

## Pérou

### Un général subversif

De notre correspondant

Lima. - « On se moque de la sagesse populaire. Un dicton dit : « Il n'y a pas de mieux qu'il dure cent ans de corps qui y résistent », et pourtant, Ayacucho porte au croquis cent cinquante ans, depuis l'indépendance. Et qu'est-ce qu'on a gagné avec l'indépendance ? Que la capitale soit tout le Pérou, et que, à Ayacucho, les gens meurent de faim ».

Ce sont ces propos, jugés subversifs par le gouvernement parce qu'ils justifient la guérilla de Sendero lumineux, qui ont provoqué le limogeage du général Adrian Huaman, commandant en chef des troupes départementales de la région d'Ayacucho, qui sont sous le contrôle militaire depuis deux ans (Le Monde du 30 août).

La nomination du général Huaman, en janvier, avait été interprétée comme une victoire des « colombes » sur les « faucons ». Au contraire de son prédécesseur, qui pensait que la pacification de la région était une tâche purement militaire, il affirmait que la solution était avant tout politique et économique.

Cet homme d'extraction paysanne, parlant le quechua, avait déclaré à plusieurs reprises : « La solution n'est pas militaire, sans quoi le problème serait vite résolu. Nous sommes face à des êtres humains, à des peuples abandonnés depuis cent cinquante ans... Nous rêvons de ce que nous avons semé. Si nous n'avons pas les yeux, ce sera la guerre civile, et le sauveur est peut-être général ».

Il s'était plaint amèrement du centralisme asphyxiant : « Tout l'argent va à Lima, dit-on, celui des impôts, celui de la sécurité sociale aussi, et Lima le dépense comme bon lui semble. En bûche ou en ciment. Mais est-ce que le paysan utilise les autoroutes ? Les pistes d'atterrissage ? Est-ce qu'il vit dans des buildings ? »

« Partout où je vais, je dis « le gouvernement se souvient de vous », et je distribue quelque chose, pour le moins une poignée de semences ou d'engrais. Alors, ils se rangent dans notre camp. Mais si on ne leur donne rien, et que les autres (les guérilleros) leur promettent le ciel, que se passe-t-il ?... Moi, j'ai dû les trahir parce que je leur avais promis que je les aiderais, mais je n'ai pas pu le faire parce que je n'ai pas reçu les fonds promis. »

NICOLE BONNET.

(1) Le général Velasco Alvarado avait pris le pouvoir en 1968 à la suite d'un putsch. Il avait institué un régime autoritaire et progressiste. Il fut déposé en 1975 et remplacé à la présidence de la République par son ancien ministre des finances, le général Morales Bermudez.

## URSS

### Un Français pas assisté de la clôture de l'amitié

Un correspondant

On ne sait si l'URSS participera au 100<sup>e</sup> anniversaire de la révolution de 1917, mais on sait qu'elle ne participera pas à la clôture de l'amitié de la capitale soviétique. « Une amitié », a-t-il ajouté.

## UN FRANÇAIS A ÉTÉ CONDAMNÉ A TROIS ANS DE PRISON POUR TRAFIC DE DROGUE

Moscou. - Un Français de 35 ans, M. Jean-Emile Courville, a été condamné à trois ans de prison pour trafic de drogue, a indiqué jeudi le juge d'instance Tass. Le jeune homme avait été arrêté en 1981, lors du report de Chermantier, et il se trouvait en France, en 1982, où il était porteur de drogues marijuanas.

C'est la première fois depuis plusieurs années qu'un Français a été officiellement condamné en URSS. La peine infligée à M. Courville est un minimum prévu par l'article 171 du code pénal de la République soviétique concernant l'introduction d'armes et de stupéfiants. Comme que de source française, Courville, bonhomme à été jugé de façon équitable, que toutes les clauses de l'accord consulaire français ont été respectées. M. Courville a été condamné à trois ans de prison. - D.D.

## Finlande

### Des hommes qui tentaient de fuir la Finlande envoyés en URSS

### Amnesty International

Un correspondant

Helsinki. - Le journal Helsingin Sanomat a annoncé que la Finlande a envoyé en URSS une dizaine de personnes, dont deux sont des journalistes, après avoir tenté de fuir et avoir été renvoyés par les autorités finlandaises.

Il cite en particulier le cas de M. Václav Havel, qui a été arrêté le 13 juillet 1980, avant d'arriver à la frontière soviétique. Havel, un écrivain tchèque, a été renvoyé en Finlande, mais de façon temporaire, car il n'est pas citoyen finlandais. Après avoir été interrogé, il fut remis à la disposition des services frontaliers tchèques, puis condamné à deux ans de camp de travail et trois ans d'exil intérieur. Dans une lettre adressée ultérieurement à l'Ouest, M. Václav Havel a déclaré qu'il avait été maltraité par la police tchèque pendant son séjour en Finlande, et qu'il n'avait pas eu la possibilité de déposer formellement une demande d'asile politique. Le ministre de l'Intérieur tchèque a refusé de commenter cette affaire.

Il existe bel et bien un accord d'extradition, imposé par Moscou, entre la Finlande et l'URSS. Il prévoit le rapatriement rapide des personnes qui, « par mégarde ou intention », ont pénétré sur le territoire finlandais et pénétré sur le territoire soviétique. Cette disposition est appliquée à environ cent cinquante personnes par an, a déclaré le chef du bureau des affaires au ministère de l'Intérieur tchèque, qui a cependant ajouté qu'elle n'était pas valable pour les personnes invoquant le droit d'asile.

Mais, selon Amnesty International, ce droit existe plus en théorie qu'en pratique. Le fait, par exemple, que les fugitifs soviétiques ne sont pas par la police finlandaise, se traduit rarement la peine d'expulsion leur cas ou, curieusement, renvoie leur demande d'asile politique, qui semble indiquer qu'ils savent ce qui les attend.

ALAIN DEBOVE.

**lentilles de contact souples**  
C'est la joie de VOIR NET à l'œil nu.

Elles sont, souples, et adaptables à l'air et à l'eau qu'on ne les sent même plus. C'est comme si l'œil était nu avec un champ visuel normal et une correction parfaite.

**Ysopie**  
80, bd Malesherbes  
75008 Paris Tél. 563 85 32  
Venez vite faire un essai

Documentaire et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

**Ysopie**

**ECOLE SUPERIEURE DE SECRETARIAT**  
ENSEIGNEMENT PRIVE

Secrétariat de direction  
Secrétariat médical  
Traitement de textes

40, rue de Liège. Tél. : 387.88.83. M<sup>o</sup> Liège - Europe - St Lazare

# LA VIE FRANÇAISE

UN NUMERO A NE PAS MANQUER

## POLITIQUE

- LA POLITIQUE INDUSTRIELLE DU PC : un entretien avec Philippe Herzog.
- Les communistes en Corse.

## ECONOMIE

- ETATS-UNIS : VOTRE ARGENT M'INTERESSE.
- Les salaires de la fonction publique.
- Le financement des entreprises publiques.

## ENTREPRISE

- Creusot-Loire : le dénouement est proche.

## BOURSE

- LE PORTEFEUILLE SPECIAL "VF" : de nouveaux conseils, de nouvelles opportunités.
- ETUDE : Merlin - Gérin.
- FLASHES : Rossignol, Damart, Intertechnique, Roussel.

LE 1<sup>er</sup> HEBDOMADAIRE D'ACTUALITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE  
Chaque samedi, 10 F, chez votre marchand de journaux

# Des privilèges hors série.

La Serie Privilege c'est une sélection d'Occasions Renault Garantie O.R. bénéficiant d'un service client exceptionnel. Avec ses Privilèges, Renault vous offre une Occasion rare.

- PRIVILEGE N° 1.** Garantie O.R., 6 mois pièces mécaniques et main d'œuvre, kilométrage illimité dans toute la France.
- PRIVILEGE N° 2.** Garantie supplémentaire de 18 mois ou 50.000 km total parcouru sur le moteur, la boîte, le pont.
- PRIVILEGE N° 3.** Dépannage et remorquage gratuits, jusqu'au concessionnaire le plus proche, sur simple appel téléphonique gratuit, 24 heures sur 24, en cas d'incident mécanique ou accident pendant les 6 mois de la Garantie O.R.
- PRIVILEGE N° 4.** Mise à disposition gratuite d'un véhicule de remplacement, à la demande, sans caution ni franchise, kilométrage illimité, en cas d'incident mécanique, accident, vol ou incendie, pendant les 6 mois de la Garantie O.R. et entraînant une immobilisation de plus de 6 heures. Durée 15 jours maximum.
- PRIVILEGE N° 5.** Poursuite du voyage (ou retour), gratuitement, en train 1<sup>re</sup> classe, à la demande, pour le conducteur et ses passagers pendant les 6 mois de la Garantie O.R., en cas d'incident mécanique, accident, vol ou incendie si l'immobilisation est à plus de 200 kilomètres du domicile et excède une journée.

# OCCASIONS RENAULT

## GARANTIE O.R.



Le Monde

# politique

## Propos et débats

### M. Herzog : ça ne va pas

M. Philippe Herzog, membre du bureau politique du PCF, a affirmé, au cours d'un débat organisé par des radios locales et publié mercredi par *Magazine-Habib*, que les communistes n'abandonneront pas cette rentrée en procédant à de la politique stérile. « Nous ne cherchons pas à attiser de façon stérile des explosions de colère. Beaucoup de gens sont mécontents et de façon tout à fait légitime ; le grand problème c'est de les amener vers l'initiative », a déclaré M. Herzog.

Tout en estimant que les premières mesures du gouvernement Fabius « marquent une nette continuité par rapport à la politique dite de rigueur » et que « ce ne va pas », M. Herzog juge qu'il « faut laisser du temps, quand même, au nouveau gouvernement ». Il a expliqué : « Je ne m'obstine pas sur la critique de la politique du gouvernement. La question de fond, c'est d'amener du positif, pour que les gens luttent. »

De son côté, M. Jean-Claude Gayssot, membre du bureau politique du PCF, précise, dans *l'Humanité-Dimanche* du 31 août, qu'il n'est pas question, pour le parti communiste, de rejoindre les partis d'opposition.

### M. Toubon : pas sincère

M. Jacques Toubon, député (RPR) de Paris, estime que la déception sur la « déception » est « un épisode éphémère, de l'ordre de mer, qui disparaîtra avec les grandes marées d'automne ». « La déception du pouvoir, nous la mesurerons au moment des discussions, au Parlement, sur le budget et la presse », a déclaré M. Toubon à l'Assemblée. Les jeunes de l'université d'été du RPR, le mercredi 28 août, « aujourd'hui, à 11 heures, nous assistons à une tentative de remodelage de l'image de la majorité. Cela ressemble à la stratégie de la parade de certains animaux pour séduire. L'opposition n'a pas à s'y associer, parce que tout cela n'est pas sincère. »

### M. Poperen : totalement solidaire

M. Jean Poperen, membre du secrétariat national du Parti socialiste, déclare, dans une interview publiée par *Paris-Match* dans son numéro daté du 5 septembre, qu'il n'y a pas de dérive droite dans l'action du gouvernement et que « la rigueur peut se conjuguer avec la gauche », à condition que cela ne dure pas trop longtemps. M. Poperen s'affirme « totalement solidaire » de cette politique et il estime que, s'il y a des hausses de prix, elles s'accompagnent d'une première diminution des prélèvements obligatoires avec la suppression du 1<sup>er</sup> pour la Sécurité sociale.

« Notre électorat nous suivra en fonction des résultats économiques que nous obtiendrons. En un an, un an et demi, nous devons réussir », ajoute-t-il. A propos de l'affaire du référendum, M. Poperen estime que « les Français sauront gré à François Mitterrand d'avoir formulé cette proposition et que c'est la droite qui supportera les conséquences de son refus ». Enfin, il indique qu'une éventuelle modification de la loi électorale pour 1986 pourrait intervenir « immédiatement après les cantonales » de 1985.

### M. Léotard : l'asphyxie du débat politique

M. François Léotard, secrétaire général du PR, a souligné, le mercredi 28 août, que son parti est « éternel ». « Quand on mène un combat politique, a-t-il dit, on le fait sur des idées, sans forcément insulter ou mépriser son adversaire. Ouvrant, à Font-Romeu, l'université politique d'été du PR, M. Léotard, qui a qualifié son mouvement de « far de lance de l'opposition », s'est déclaré « médiocrement intéressé par les querelles du monde politique ». « Le débat, a-t-il dit, ne doit pas se résumer à un théâtre d'ombres chinoises, mais parler des vrais problèmes des Français, comme, par exemple, le chômage. »

Pour M. Léotard, « il faut sortir de l'asphyxie du débat politique d'aujourd'hui ». « Nous ne nous laisserons pas marcher sur les pieds, a-t-il affirmé, ni par la majorité ni par l'opposition. » « L'aveuglement ou le narcissisme de certains, cela nous éloigne de l'alternance », a-t-il poursuivi, ajoutant que « certains, dans l'opposition, sont beaucoup trop contents d'eux-mêmes, alors qu'ils se sont fourvoyés. »

## L'ASSOCIATION POUR LE RÉFÉRENDUM SUR LES LIBERTÉS VEUT ORGANISER UN COLLOQUE

L'Association pour le référendum sur les libertés publiques souhaite poursuivre « son action propre au-delà des clivages et des péripéties politiques en vue de faire connaître toutes les possibilités d'expression directe de la démocratie qui permet le référendum ». C'est ce qu'elle indique dans un communiqué diffusé après la réunion, le mercredi 29 août, de son conseil d'administration.

Préside par M. François Luchaire, l'Association pour le référendum sur les libertés publiques a pour vice-présidents MM. Léo Hamon et Jacques Robert, et pour secrétaires MM. Daniel Soulié et Thierry Jastot.

Selon M. Luchaire, un millier de personnes environ ont depuis le début du mois fait part de leur soutien à l'Association. Le conseil d'administration de l'Association pour le référendum sur les libertés, ayant constaté « que le principe d'un élargissement du référendum, notamment sur les libertés publiques, rencontre un vaste consensus », insiste « pour que tout projet gouvernemental soit complété par les dispositions de nature à entraîner l'accord le plus large possible, notamment par la saisine préalable du Conseil constitutionnel sur toute proposition gouvernementale ou parlementaire tendant à soumettre un projet de loi au référendum ».

Soucieuse d'animer un débat d'idées, l'Association projette d'organiser avant la fin de cette année un colloque, que son président souhaite contradictoire, et où serait entre autres examinée la question des référendums d'initiative populaire.

« Pas de procédure d'urgence du Conseil d'Etat pour l'IPSO », a déclaré le président de la section du contentieux du Conseil d'Etat à l'occasion d'un colloque de l'Institut de sondages IPSOS, le mercredi 28 août, à l'appui de sa demande d'annulation, pour excès de pouvoir, de l'avis « réservé » émis par la commission des sondages à l'encontre d'un sondage d'IPSOS réalisé pour le *Matin de Paris*. Une ample polémique avait suivi la divulgation de ce sondage qui proclamait une large majorité de Français favorables à la proposition de référendum faite le 12 juillet par M. Mitterrand (le *Monde* du 14 août). C'est donc sans l'appui de cette procédure d'urgence que sera ultérieurement examinée au fond la requête d'IPSOS.

## LA DISCUSSION DU PROJET DE LOI SUR LA PRESSE

### La majorité sénatoriale s'emploie à prendre M. Laurent Fabius en défaut de « décripation »

La loi sur la presse est « liberticide », M. Laurent Fabius n'a pas voulu en atténuer les effets. Donc M. Laurent Fabius est « liberticide », malgré ses déclarations sur la nécessaire « décripation » du débat politique. Pour la majorité sénatoriale, c'est ce qu'il fallait démontrer. C'était même apparemment, pour elle, le seul intérêt de la discussion en deuxième lecture, le jeudi 30 août au Sénat, du projet gouvernemental qui veut assurer la transparence financière des journaux et en limiter la concentration.

La droite sénatoriale a donc débattu et adopté à très grande vitesse les soixante-dix amendements de sa commission spéciale qui lui ont permis de rétablir exactement la version qu'elle avait approuvée une première fois en mai (un seul ajout : elle a demandé que les imprimeries de labeur profitent des mêmes avantages fiscaux qu'accorde l'article 39 bis du code général des impôts aux entreprises de presse en matière d'imposition des bénéfices) et qu'avait repoussée, en juillet, la majorité de l'Assemblée nationale, lui préférant son propre texte. Puis elle a voté, selon le même clivage qu'en première lecture (1), un projet tellement amendé qu'il n'a plus grand-chose à voir avec celui déposé par le gouvernement.

Ce geste n'avait qu'une valeur symbolique : puisque le gouvernement de M. Fabius avait maintenu ce texte préparé par l'équipe de M. Mauroy sans modifier l'insertion de la modifier, d'en atténuer les conséquences, le Sénat maintenait sa propre position en demandant au gouvernement de faire le nécessaire pour que s'instaure « un vrai dialogue » avec l'Assemblée nationale. Le prétexte était tout trouvé : oubliant que c'est l'obstruction de l'opposition qui, en juillet, avait empêché la commission du Palais-Bourbon d'étudier le texte sénatorial puis contraint M. Mauroy à engager la responsabilité de son gouvernement — ce qui avait mis fin à la discussion en séance publique, la majorité du Palais de Luxembourg a clamé haut et fort qu'elle ne pouvait accepter une telle entorse à l'esprit du bicamérisme.

C'est pourquoi M. Charles Pasqua, président du groupe RPR et de la commission spéciale du Sénat sur ce projet, a demandé que le gouvernement se convoque pas de commission mixte paritaire entre les deux Chambres pour que le « dialogue » entre elles puisse continuer et que

les députés se prononcent sur les dispositions voulues par les sénateurs, faute d'avoir pu obtenir, comme il le souhaitait, soit le retrait du texte, soit que le gouvernement retienne celui rédigé par le Sénat.

Et comme il s'agit surtout de prendre M. Fabius en défaut de décripation, les sénateurs se sont donnés publiquement que le nouveau premier ministre puisse cautionner un tel texte voulu par son prédécesseur : « Que M. Laurent Fabius mette ses actes en accord avec son discours », a demandé Mme Brigitte Gros (Gauche démocratique, Yvelines), et M. Pasqua, voulant voir des désaccords entre ministres, a sollicité l'arbitrage du chef du gouvernement. L'audition de M. Roland Dumas, le mardi 28 août par la commission spéciale du Sénat, lui en a donné l'occasion.

### « Le premier ministre mène un double jeu »

Des propos qu'avait tenus le porte-parole du gouvernement les commissaires avaient déduit qu'il reconnaissait qu'il y avait une différence de traitement entre presse nationale et presse régionale et qu'effectivement le projet gouvernemental était perfectible quant au calcul des seuils au-delà desquels les groupes de presse ne pourraient acheter d'autres quotidiens (le *Monde* du 30 août). M. Dumas fit savoir jeudi qu'il avait vraiment abordé que le problème des pourcentages maximums de participation au capital des entreprises de presse françaises par des étrangers et que, pour le reste, il avait simplement reconnu qu'il n'y avait « rien de choquant » à ce que le Sénat exprime un point de vue différent de celui du gouvernement mais qu'il n'était en aucun cas « porteur d'un message faisant novation » sur ce dossier.

M. Pasqua ne tint aucun compte de cette mise au point, et, comme M. Filloux n'avait approuvé aucun des amendements proposés par la commission sénatoriale et ne laissait pas envisager une possible atténuation de la position gouvernementale, le président du groupe RPR demanda une intervention du premier ministre. Une suspension de séance ne lui ayant pas permis de le joindre au téléphone, ses amis tirèrent de tout cela la leçon qu'il souhaitait. M. Jean Colin (Union centriste, Essonne) : « Le gouvernement

refuse de prendre nos travaux en compte, cela nous rappelle de bien mauvais souvenirs. Y a-t-il vraiment quelque chose de changé ? » M. Gros : « M. Fabius a contredit ses beaux discours (...) le premier ministre mène un double jeu ; par ses actes, il ne souhaite ni la décripation ni le rassemblement qu'il dit vouloir. »

M. Pasqua fait semblant de penser qu'un arrangement est toujours possible. C'est, dit-il, pour laisser aux ministres le temps de la réflexion qu'il a refusé que soit constituée aussi vite que le voulait le gouvernement la commission mixte paritaire ; le Sénat n'y désignera ses représentants que le 3 septembre en fin d'après-midi, ce qui, pratiquement, interdit à l'Assemblée nationale de se saisir à nouveau de ce texte dès le 6 septembre au matin, comme cela avait été prévu.

Cette stratégie de la droite sénatoriale laisse-elle présager ce que sera l'attitude de l'opposition au Palais-Bourbon ? S'il s'agit vraiment de s'attaquer à l'image du nouveau premier ministre, elle peut être tentée de mettre en œuvre, pour la troisième lecture, la même opération de blocage de la discussion qu'elle avait utilisée en juillet et ainsi contraindre M. Fabius à engager la responsabilité de son nouveau gouvernement sur ce projet.

Cette discussion au Sénat a laissé finalement une curieuse impression : chacun affirme être prêt à faire preuve de bonne volonté, mais exige de l'autre qu'il se rende entièrement à ses arguments. La décripation a été évoquée en paroles, mais elle n'a guère régné dans les faits ce jeudi au Palais du Luxembourg.

THIERRY BRÉHER.

(1) Ont voté en faveur du texte amendé : 58 sénateurs RPR, 70 de l'Union centriste (M. Alain Poirier n'a pas pris part au vote), 23 de la gauche démocratique (M. Etienne Dailly, qui présidait la séance n'a pas non plus pris part au vote), les 49 de l'Union des républicains et indépendants, les 5 socialistes et M. Pierre Jeanneney (Rassemblement démocratique, Jura). Ont voté contre : les 24 sénateurs communistes, les 68 socialistes, M. Marc Planat (Rassemblement démocratique, Saint-Pierre-et-Miquelon) et M. Raymond Bourguin (app. RPR Paris). Se sont abstenus : M. Jean Mercier (Rhône) et Josy Moynet (Charente-Maritime), membres de la Gauche dém. et les 13 radicaux de gauche adhérents au groupe du Rassemblement démocratique.

## Eclats et menace

Rien ne va plus entre M. André Labarrière et les dirigeants de la majorité sénatoriale. De nouveau — comme au début de l'été — le ministre chargé des relations avec le Parlement a bien du mal à se mettre d'accord avec les responsables sénatoriaux sur l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée du Palais de Luxembourg. Au point que, lors de la conférence des présidents du Sénat — qui était celui-ci — qui s'est tenue le jeudi 30 août, M. Labarrière a menacé de se démettre de ses fonctions ministérielles si un tel climat perdurait.

Comment s'explique cette nouvelle discordance ? D'abord, par le refus de M. Charles Pasqua de permettre une réunion rapide de la commission mixte paritaire Sénat-Assemblée sur la presse (voir ci-dessus). Ensuite et surtout par la fixation de la date de la discussion en deuxième lecture du projet de révision constitutionnelle. Le gouvernement voulait que les sénateurs en débattent le mercredi 5 septembre. Raison non officielle : que l'affaire soit définitivement réglée avant l'intervention de M. Laurent Fabius à la télévision, le mercredi, et surtout avant le voyage de M. François Mitterrand en Savoie le 6 septembre.

La majorité sénatoriale n'avait guère envie de faire cette concession au pouvoir. Officiellement, elle explique que le règlement du Sénat ne prévoit pas qu'il se réunisse le mercredi ; officieusement, elle laisse entendre qu'elle veut être sûre que le chef du gouvernement ne fera pas un geste dans sa direction, avant de se prononcer définitivement.

Après quelques éclats de voix, un compromis fut trouvé ; il le fallait bien. Les sénateurs commencent à débattre du référendum sur les libertés le mercredi à 18 h 30, mais avec la ferme intention de ne pas dire grand-chose avant que M. Fabius se soit adressé aux téléspectateurs.

La droite sénatoriale a bien voulu faire preuve de courtoisie vis-à-vis du président de la République ; pas vis-à-vis du premier ministre.

Th. B.

« M. Pierre Joxe et la décripation ». — M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, a déclaré jeudi 30 août que « la décripation » du monde politique « dépend avant tout de l'opposition, car c'est elle qui a lancé des campagnes extraordinaires sans fondement ». La gauche, pour sa part, a estimé le ministre, « n'a jamais été tellement crispée ». M. Joxe a également affirmé que les règles des prochaines élections cantonales de mars 1985, proposées par son prédécesseur, étaient « justes ». « Elles consistent à découper un canton lorsque celui-ci atteint plus d'une fois et demie la moyenne départementale de population. »

« M. Francine Gomez adhérent au PR ». — M. Francine Gomez, PDG de Waterman, a annoncé, jeudi 30 août, à Font-Romeu, son adhésion au Parti républicain. « On ne peut pas faire de la politique sans appartenir à un parti, a estimé M. Gomez, et le parti le plus libéral, celui qui pour moi représente la droite généreuse, c'est le Parti républicain », a-t-elle ajouté. D'autre part, M. Francine Gomez, qui

conduisait la liste « Réussir l'Europe » pour les élections européennes du 17 juin 1984, a vendu en Bourse, lundi 27 août, 3 % du capital de sa société, pour payer, en partie, les frais de sa campagne électorale.

La liste, en effet, avec un résultat de 1,89 %, n'avait pas atteint le seuil des 5 % nécessaires pour être remboursée des frais de campagne. Après cette opération, qui lui a rapporté 3 millions de francs, M. Gomez détient encore 5 % du capital de Waterman, et le groupe familial 55 %.

« Une adjointe de M. Quilliot candidate contre M. Giscard d'Estaing ». — Mme Michèle André, adjointe au maire de Clermont-Ferrand, M. Roger Quilliot, a été désignée jeudi soir par la commission exécutive du PS du Puy-de-Dôme comme candidate socialiste à l'élection législative dans la 2<sup>e</sup> circonscription de ce département, le 23 septembre, où elle affrontera M. Valéry Giscard d'Estaing.

## LE PREMIER EVENEMENT DE LA RENTREE C'EST DANS LE NOUVEL OBS

Des milliers de lecteurs ont répondu à l'enquête/référendum du Nouvel Observateur

## L'école que veulent les Français

Un dossier préparé par Mona OZOUF et Jacques JULLIARD

Présenté en couverture par Claire BRETECHER

Illustré par WOLINSKI

## LE NOUVEL Observateur UN NUMÉRO A CONSERVER

THE UNIVERSITY OF JORDAN  
LIBRARY  
SERIALS No. 51012  
CLASS  
DATE 24 APR 1985

50 من الاربعين



س. م. الامل

Le Monde

# société

## LES NOUVELLES DISPOSITIONS SUR L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

### « Nous n'abandonnerons jamais le terrain »

nous déclare M. Michel Bouchareissas, secrétaire général du Comité national d'action laïque

Voici l'entretien que nous a accordé M. Michel Bouchareissas, secrétaire général du Comité national d'action laïque.

« La courte déclaration de M. Chevènement vous satisfait-elle plus que les longs textes de M. Alain Savary ? »

« L'aspect volontariste sommaire et simple des propositions de M. Chevènement fait qu'il a plus de chances d'avancer sur des bases intéressantes, tout en restant très loin de l'objectif idéal que nous souhaitons. Néanmoins, les perspectives sont plus intéressantes pour nous qu'elles ne l'étaient dans la loi Savary. L'appréhension que le ministre actuel parle de l'enseignement public et d'établissements privés qui, « le cas échéant », concourent au service public. Il y a incompatibilité pour les établissements privés à vouloir assumer deux missions distinctes, à savoir un service public et un service d'Eglise. Ils revendiquent d'ailleurs ces missions à des moments différents de leur existence. La bipolarisation et le côté agressif des événements récents ont complètement occulté cet aspect de la question. Si le comportement gouvernemental futur dans la mise en place de la décentralisation a pour finalité de bien distinguer les établissements publics de ceux qui ne le sont pas, il y aura un très grand pas dans le sens d'une clarification. A nos yeux, cela est très intéressant. »

« Mais les amendements des députés socialistes, le 22 mai dernier, allaient beaucoup plus loin et semblaient pour vous sauver la situation ? »

« Ils sauvaient beaucoup l'honneur et un peu la situation. En fait, c'était des symboles. Prenons les amendements que les députés socialistes avaient en l'absence du ministre. Ils imposaient dans les conditions que l'on sait. Par exemple, la titularisation des maîtres du privé dépendait hypothétiquement un jour de la situation au niveau des communes. Tout cela était assez aléatoire mais permettait d'introduire l'idée de titularisation, ce qui n'aurait pas été rejeté par le milieu clérical. Ce n'était pas négatif, mais il s'agissait d'un symbole par rapport au fond. »

« Or, cet article sera abrogé, ce qui signifie que ces personnels n'auront plus le même statut. Le gouvernement a donc l'occasion de mettre en place une nouvelle formule. C'est pour nous un motif de satisfaction car il peut y avoir des avancées sur cette question du statut des maîtres. Le gouvernement n'ira peut-être pas aussi loin que nous le souhaitons, mais ce sera pour nous l'occasion de poser le problème de la liberté de conscience des personnels et aussi des libertés syndicales qui ne sont pas accordées à tous. L'illustration de notre démarche de la façon suivante : les propositions Chevènement ne vont pas assez loin, mais si le mouvement syndical peut s'appuyer librement dans le monde de l'enseignement privé, de nouvelles avancées seront possibles. »

« Ce qui exige des textes précis garantissant ces libertés ? »

« Nous l'avons demandé et nous avons bon espoir d'être entendus du ministre. Le statut des maîtres devra indubitablement être traité sous un angle nouveau. Il en sera de même pour la liberté de choix des associations de parents accordée aux parents du privé. Mais le ministre aura certainement l'occasion de faire une déclaration d'intention et un exposé des motifs à l'ouverture du débat parlementaire et donc de préciser ses conceptions. »

« Ce qui exige des textes précis garantissant ces libertés ? »

« Nous l'avons demandé et nous avons bon espoir d'être entendus du ministre. Le statut des maîtres devra indubitablement être traité sous un angle nouveau. Il en sera de même pour la liberté de choix des associations de parents accordée aux parents du privé. Mais le ministre aura certainement l'occasion de faire une déclaration d'intention et un exposé des motifs à l'ouverture du débat parlementaire et donc de préciser ses conceptions. »

« Ce qui exige des textes précis garantissant ces libertés ? »

« Nous l'avons demandé et nous avons bon espoir d'être entendus du ministre. Le statut des maîtres devra indubitablement être traité sous un angle nouveau. Il en sera de même pour la liberté de choix des associations de parents accordée aux parents du privé. Mais le ministre aura certainement l'occasion de faire une déclaration d'intention et un exposé des motifs à l'ouverture du débat parlementaire et donc de préciser ses conceptions. »

« Ce qui exige des textes précis garantissant ces libertés ? »

« Nous l'avons demandé et nous avons bon espoir d'être entendus du ministre. Le statut des maîtres devra indubitablement être traité sous un angle nouveau. Il en sera de même pour la liberté de choix des associations de parents accordée aux parents du privé. Mais le ministre aura certainement l'occasion de faire une déclaration d'intention et un exposé des motifs à l'ouverture du débat parlementaire et donc de préciser ses conceptions. »

« Ce qui exige des textes précis garantissant ces libertés ? »

« Nous l'avons demandé et nous avons bon espoir d'être entendus du ministre. Le statut des maîtres devra indubitablement être traité sous un angle nouveau. Il en sera de même pour la liberté de choix des associations de parents accordée aux parents du privé. Mais le ministre aura certainement l'occasion de faire une déclaration d'intention et un exposé des motifs à l'ouverture du débat parlementaire et donc de préciser ses conceptions. »

« Prendrez-vous à nouveau le risque de mettre le feu aux poudres ? »

« C'est l'éternel débat entre les risques et les nécessités. Pour ce qui nous concerne, agir autant que nous le pouvons pour que les choses aillent dans le sens de cette primauté du service public, de son développement, de sa rénovation auxquels nous tenons, tout cela n'a rien à voir avec une certaine crispation (ou crispation ?) du débat politique qui n'est pas notre affaire. »

« Vous abandonnez la question de la titularisation des maîtres du privé qui, pourtant, a été pendant longtemps un de vos principaux arguments. »

« La titularisation des maîtres était une perspective lointaine dans les textes de M. Savary. M. Chevènement n'en parle pas, mais inévitablement il va bien falloir aborder cette question. Très vite, il sera nécessaire de modifier le statut des maîtres. En effet, l'article 4 de la loi Guemour stipulait que les personnels enseignants demeurent de droit privé. »

« Or, cet article sera abrogé, ce qui signifie que ces personnels n'auront plus le même statut. Le gouvernement a donc l'occasion de mettre en place une nouvelle formule. C'est pour nous un motif de satisfaction car il peut y avoir des avancées sur cette question du statut des maîtres. Le gouvernement n'ira peut-être pas aussi loin que nous le souhaitons, mais ce sera pour nous l'occasion de poser le problème de la liberté de conscience des personnels et aussi des libertés syndicales qui ne sont pas accordées à tous. L'illustration de notre démarche de la façon suivante : les propositions Chevènement ne vont pas assez loin, mais si le mouvement syndical peut s'appuyer librement dans le monde de l'enseignement privé, de nouvelles avancées seront possibles. »

« Ce qui exige des textes précis garantissant ces libertés ? »

« Nous l'avons demandé et nous avons bon espoir d'être entendus du ministre. Le statut des maîtres devra indubitablement être traité sous un angle nouveau. Il en sera de même pour la liberté de choix des associations de parents accordée aux parents du privé. Mais le ministre aura certainement l'occasion de faire une déclaration d'intention et un exposé des motifs à l'ouverture du débat parlementaire et donc de préciser ses conceptions. »

« Ce qui exige des textes précis garantissant ces libertés ? »

« Nous l'avons demandé et nous avons bon espoir d'être entendus du ministre. Le statut des maîtres devra indubitablement être traité sous un angle nouveau. Il en sera de même pour la liberté de choix des associations de parents accordée aux parents du privé. Mais le ministre aura certainement l'occasion de faire une déclaration d'intention et un exposé des motifs à l'ouverture du débat parlementaire et donc de préciser ses conceptions. »

« Ce qui exige des textes précis garantissant ces libertés ? »

« Nous l'avons demandé et nous avons bon espoir d'être entendus du ministre. Le statut des maîtres devra indubitablement être traité sous un angle nouveau. Il en sera de même pour la liberté de choix des associations de parents accordée aux parents du privé. Mais le ministre aura certainement l'occasion de faire une déclaration d'intention et un exposé des motifs à l'ouverture du débat parlementaire et donc de préciser ses conceptions. »

« Ce qui exige des textes précis garantissant ces libertés ? »

« Nous l'avons demandé et nous avons bon espoir d'être entendus du ministre. Le statut des maîtres devra indubitablement être traité sous un angle nouveau. Il en sera de même pour la liberté de choix des associations de parents accordée aux parents du privé. Mais le ministre aura certainement l'occasion de faire une déclaration d'intention et un exposé des motifs à l'ouverture du débat parlementaire et donc de préciser ses conceptions. »

« Ce qui exige des textes précis garantissant ces libertés ? »

« Nous l'avons demandé et nous avons bon espoir d'être entendus du ministre. Le statut des maîtres devra indubitablement être traité sous un angle nouveau. Il en sera de même pour la liberté de choix des associations de parents accordée aux parents du privé. Mais le ministre aura certainement l'occasion de faire une déclaration d'intention et un exposé des motifs à l'ouverture du débat parlementaire et donc de préciser ses conceptions. »

« Prendrez-vous à nouveau le risque de mettre le feu aux poudres ? »

« C'est l'éternel débat entre les risques et les nécessités. Pour ce qui nous concerne, agir autant que nous le pouvons pour que les choses aillent dans le sens de cette primauté du service public, de son développement, de sa rénovation auxquels nous tenons, tout cela n'a rien à voir avec une certaine crispation (ou crispation ?) du débat politique qui n'est pas notre affaire. »

« Vous abandonnez la question de la titularisation des maîtres du privé qui, pourtant, a été pendant longtemps un de vos principaux arguments. »

« La titularisation des maîtres était une perspective lointaine dans les textes de M. Savary. M. Chevènement n'en parle pas, mais inévitablement il va bien falloir aborder cette question. Très vite, il sera nécessaire de modifier le statut des maîtres. En effet, l'article 4 de la loi Guemour stipulait que les personnels enseignants demeurent de droit privé. »

« Or, cet article sera abrogé, ce qui signifie que ces personnels n'auront plus le même statut. Le gouvernement a donc l'occasion de mettre en place une nouvelle formule. C'est pour nous un motif de satisfaction car il peut y avoir des avancées sur cette question du statut des maîtres. Le gouvernement n'ira peut-être pas aussi loin que nous le souhaitons, mais ce sera pour nous l'occasion de poser le problème de la liberté de conscience des personnels et aussi des libertés syndicales qui ne sont pas accordées à tous. L'illustration de notre démarche de la façon suivante : les propositions Chevènement ne vont pas assez loin, mais si le mouvement syndical peut s'appuyer librement dans le monde de l'enseignement privé, de nouvelles avancées seront possibles. »

« Ce qui exige des textes précis garantissant ces libertés ? »

« Nous l'avons demandé et nous avons bon espoir d'être entendus du ministre. Le statut des maîtres devra indubitablement être traité sous un angle nouveau. Il en sera de même pour la liberté de choix des associations de parents accordée aux parents du privé. Mais le ministre aura certainement l'occasion de faire une déclaration d'intention et un exposé des motifs à l'ouverture du débat parlementaire et donc de préciser ses conceptions. »

« Ce qui exige des textes précis garantissant ces libertés ? »

« Nous l'avons demandé et nous avons bon espoir d'être entendus du ministre. Le statut des maîtres devra indubitablement être traité sous un angle nouveau. Il en sera de même pour la liberté de choix des associations de parents accordée aux parents du privé. Mais le ministre aura certainement l'occasion de faire une déclaration d'intention et un exposé des motifs à l'ouverture du débat parlementaire et donc de préciser ses conceptions. »

« Ce qui exige des textes précis garantissant ces libertés ? »

« Nous l'avons demandé et nous avons bon espoir d'être entendus du ministre. Le statut des maîtres devra indubitablement être traité sous un angle nouveau. Il en sera de même pour la liberté de choix des associations de parents accordée aux parents du privé. Mais le ministre aura certainement l'occasion de faire une déclaration d'intention et un exposé des motifs à l'ouverture du débat parlementaire et donc de préciser ses conceptions. »

« Ce qui exige des textes précis garantissant ces libertés ? »

« Nous l'avons demandé et nous avons bon espoir d'être entendus du ministre. Le statut des maîtres devra indubitablement être traité sous un angle nouveau. Il en sera de même pour la liberté de choix des associations de parents accordée aux parents du privé. Mais le ministre aura certainement l'occasion de faire une déclaration d'intention et un exposé des motifs à l'ouverture du débat parlementaire et donc de préciser ses conceptions. »

« Ce qui exige des textes précis garantissant ces libertés ? »

« Nous l'avons demandé et nous avons bon espoir d'être entendus du ministre. Le statut des maîtres devra indubitablement être traité sous un angle nouveau. Il en sera de même pour la liberté de choix des associations de parents accordée aux parents du privé. Mais le ministre aura certainement l'occasion de faire une déclaration d'intention et un exposé des motifs à l'ouverture du débat parlementaire et donc de préciser ses conceptions. »

### Le chanoine Guiberteau : une victoire du bon sens et de la liberté

De notre correspondant

Brest. — Le chanoine Paul Guiberteau, qui assistait jeudi 30 août à la réunion de rentrée des chefs d'établissement du Finistère, a commenté les propositions du ministre de l'éducation nationale. Le ton a été à la satisfaction, même si le secrétaire général de l'enseignement catholique a insisté sur la nécessité d'obtenir des éclaircissements et des informations complémentaires. « Sur la budgétisation, a-t-il déclaré, nous serons vigilants, nous ne voulons pas perdre notre liberté à l'intérieur d'une enveloppe globale, car appliquer des règles administratives trop précises sur les créations de classes ou d'établissements serait mettre le privé dans un carcan ne lui permettant pas de répondre aux besoins des parents. »

Sur les rapports entre les écoles et les communes, le Père Guiberteau a précisé : « Les ambiguïtés demeurent. Certes, sur le papier, les contentieux avec certaines mairies sont

résolus puisque les contrats devront être honorés et que seul l'Etat peut les résilier. Mais rien n'est dit, par exemple, sur le cas des enfants scolarisés en dehors des communes de résidence. » Se gardant de tout triomphalisme, le secrétaire général a estimé qu'il n'y avait pas de victoire d'un camp sur l'autre et que « s'il y avait victoire, c'était celle du bon sens et de la liberté ». Il avait auparavant rappelé qu'il ne fallait pas que « le problème de l'enseignement privé serve de prétexte à des hommes politiques ». Le Père Kerdoncuff, directeur diocésain de l'enseignement catholique du Finistère, a indiqué que les effectifs de l'enseignement privé dans l'Ouest seraient en hausse de 2 % pour cette rentrée. Dans le Finistère, si le primaire subit le contrecoup de l'évolution démographique et perd neuf cent soixante élèves, en revanche le secondaire comptera mille cinq cents jeunes de plus. (Intérim.)



quasi quotidiennes de l'administration, dont le caractère si souvent contradictoire, voire confus, volontariste mais fumeux, a tendance à déboussoler les enseignants. Moins de consultations, enfin des notes. »

Propos recueillis par SERGE BOLLOCH

## LES RÉACTIONS

### DANS LES MILIEUX POLITIQUES

#### Seuls le PCF et le Front national sont mécontents des propositions de M. Chevènement

Du Parti communiste et du Front national sont venues les seules réactions réservées dans le premier cas, franchement hostiles dans le second, après l'annonce des mesures proposées par M. Jean-Pierre Chevènement. « Le grand service public au placard », le titre qui barre la page de l'Humanité consacré au compromis scolaire dit assez que les communistes sont révoltés à en souligner les aspects selon eux les plus négatifs.

Une déclaration de M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, diffusée le jeudi 30 août, vient renforcer cette impression. S'il indique que certaines dispositions du projet de loi Savary ont été « acceptées », M. Marchais souligne aussi : « Il reste que, face aux formidables pressions exercées par la droite depuis des mois pour empêcher toute avancée en ce domaine, le fait d'en revenir aux dispositions de la loi Debré de 1959 ne marque pas d'être resté comme un recul. »

« Chacun pourra d'ailleurs noter que, dans sa déclaration, le ministre de l'éducation nationale ne fait plus mention, même dans une perspective éloignée, de l'objectif présidentiel d'aller vers un grand service public de l'éducation nationale. »

« Nous ne le disons pas par ne pas quelle volonté de surenchère. Toute notre action témoigne que, pour ce qui nous concerne, nous n'avons jamais été des partisans de la « guerre scolaire ». Nous craignons par contre que le renoncement à toute mise en œuvre d'un engagement porteur de l'espérance de millions d'hommes et de femmes n'ait des conséquences négatives durables sur l'avenir même du système éducatif français. »

La conclusion politique majeure — que tire de ces événements — est celle du peuple français qui exige la liberté de créer et développer des établissements d'enseignement où l'on puisse acquérir des connaissances utiles pour la jeunesse, son développement et son entrée dans la vie active et productive. »

(1) Adrien Lamourette est ce prêtre qui, siégeant à l'Assemblée législative, en 1792, appela les représentants de la nation à sceller l'union sacrée face au péril extérieur et les amena, le 7 juillet de cette année-là, à se donner l'accolade. La scène est restée célèbre sous le nom de baiser Lamourette.

« S'il n'y a pas recul, c'est sans doute que vous avez obtenu des assurances de la part du ministre. Peut-on même parler de compensations ? »

« Nous ne tenons pas pour négligeable l'affirmation des principes du service public garant de l'intérêt général. Le ministre devra choisir entre un certain nombre de thèses par rapport aux structures du système éducatif auxquelles Alain Savary, après des consultations intéressantes mais interminables, n'a pas apporté de solutions. Il faudra bien que se traduise enfin la priorité de l'éducation au niveau du budget de l'Etat. Autrement dit, y aura-t-il plus de créations de postes budgétaires dans le budget de 1985 que dans celui de l'année précédente ? »

« Vous attendez du nouveau ministre de l'éducation nationale : des créations de postes et des crédits ? »

### Dans les organisations d'enseignants

Après les déclarations de M. Chevènement mercredi soir (le Monde du 31 août), le mot-clé des premières réactions : « apaisement », domine toujours dans les prises de position des partenaires syndicaux.

Le Syndicat national des instituteurs (SNI) considère que les propositions du ministre « ne règlent pas le problème de fond qui demeure entier, car des crédits publics continueront à être attribués à des écoles privées séparatistes et concurrentielles ». Il note, pourtant, qu'elles ont « le mérite non négligeable de clarifier le débat, de réaffirmer la primauté de l'école publique et de donner aux pouvoirs publics des capacités de contrôle nouvelles ». Le SNI avertit toutefois qu'il « veillera avec vigilance à leur mise en œuvre » et « continuera de lutter pour que soit dépassée la situation actuelle qui engendre la division nationale ».

Le CFDT estime que quelques propositions (procédure de nomination des personnels, règles de financement, assujettissement à la carte scolaire) « marquent une amélioration par rapport à la situation actuelle ». Elle regrette, cependant, « le profil bas » des mesures, même si le gouvernement a agi « dans le légitime souci de trouver un apaisement ».

Toutes ces prises de position ne peuvent que réjouir le ministre de l'éducation nationale, qui a déclaré, jeudi 30 août, à l'AFP : « Les manifestations d'apaisement qui ont suivi la mise au point par le gouvernement de dispositions simples et pratiques permettent maintenant de regarder vers l'avenir et d'aborder les vrais problèmes de la modernisation du système éducatif français. »

## EN BREF

### La mort d'un policier

Un policier de la brigade de surveillance d'Auxerre (Yonne), Claude Schaeffer, trente ans, a été tué d'une balle au cœur, et son collègue, Alain Goulet, trente-huit ans, gravement blessé à l'abdomen, le jeudi 30 août vers 22 heures, en plein centre de la ville, dans un quartier déjà désert à cette heure, par deux malfaiteurs qui n'ont pu être retrouvés jusqu'à présent. Les policiers recherchaient les deux hommes qui, peu avant, chacun sur une moto, avaient eu une altercation avec un jeune homme dont ils avaient dangereusement froissé la grand-mère, au sortir d'un restaurant. Injures et coups s'étaient ensuivis et le jeune homme avait alerté la police.

D'autre part, un gendarme, le maréchal-de-logis chef Studé, trente-cinq ans, a été blessé par balle dans l'après-midi du 30 août, à Illzach, dans la banlieue de Mulhouse (Haut-Rhin), par les auteurs d'un hold-up commis dans une succursale bancaire.

### Transfert à Fresnes de huit séparatistes basques

Huit séparatistes basques espagnols, dont les sept que la chambre d'accusation de Pau a déclarés « extraditables », ont été transférés à l'hôpital des prisons de Fresnes (Val-de-Marne) en raison de la grève de la faim qu'ils ont commencée le 9 août. Ces huit militants, dont sept étaient incarcérés à Pau et le huitième à Bayonne, ont été transférés progressivement depuis le début de la semaine. Selon l'administration pénitentiaire, il s'agit

### La Chine souhaite devenir membre d'Interpol

La Chine a officiellement fait acte de candidature pour devenir membre d'Interpol, l'organisation internationale de la police basée en France, qui coordonne l'activité de cent trente-cinq pays. La candidature de Pékin devrait être examinée au début du mois de septembre, à Luxembourg, lors de l'assemblée générale annuelle d'Interpol.

Lisez  
Le Monde des  
PHILATÉLISTES  
L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

Stock permanent de 500 véhicules

Affaires à saisir en août

PARTEZ IMMÉDIATEMENT AVEC L'UNE DES 305 ou 505, modèles 1984, encore disponibles

EN BÉNÉFICIAIRE D'UN PRIX EXCEPTIONNEL

PEUGEOT-TALBOT NEUBAUER

M. GÉRARD 82160.21

227, bd Anatole France ST-DENIS Métro : Mairie de St-Ouen

### LÉGION D'HONNEUR

#### Ministère de la défense

**Sont promus commandeurs :** MM. Jean Lapeyre-Ménigac et Jacques Nancy

**Sont promus officiers :** MM. Pierre Barrère, Guy Margaria, Pierre Franc, André Delage.

Cette promotion exceptionnelle publiée au Journal officiel du 30 août concerne les « Compagnons du colonel Bonnier ».

[Claude Bonnier avait été parachuté, le 11 novembre 1943, pour prendre les fonctions de délégué militaire régional de la région bordelaise. La Résistance y était alors ravagée par une suite de trahisons qui l'avaient en partie démantelée. Trahi à son tour, le colonel Bonnier fut arrêté le 9 février 1944. Il se donna la mort dans sa cellule avec une pilule de cyanure avant son interrogatoire.]

### SUR LA PRESSE

#### à prendre

#### de crispation

« Prendre nos positions, cela nous rappelle des souvenirs. Y a-t-il quelque chose de nouveau dans ces discours ? » M. Fabius a répondu : « Non, mais il ne s'agit pas de la même crispation qu'il y a eu autrefois. »

M. Pasqua fait semblant de ne pas avoir un arrangement avec l'Etat. C'est, dit-il, pour que les ministres ne soient pas obligés de se défendre. M. Pasqua a répondu : « Non, mais il ne s'agit pas de la même crispation qu'il y a eu autrefois. »

Cette discussion au Sénat a été finalement une curieuse expérience. Elle a permis à M. Chevènement de faire la preuve de son bon vouloir à l'égard de l'Etat. M. Chevènement a répondu : « Non, mais il ne s'agit pas de la même crispation qu'il y a eu autrefois. »

« Mais les amendements des députés socialistes, le 22 mai dernier, allaient beaucoup plus loin et semblaient pour vous sauver la situation ? »

« Ils sauvaient beaucoup l'honneur et un peu la situation. En fait, c'était des symboles. Prenons les amendements que les députés socialistes avaient en l'absence du ministre. Ils imposaient dans les conditions que l'on sait. Par exemple, la titularisation des maîtres du privé dépendait hypothétiquement un jour de la situation au niveau des communes. Tout cela était assez aléatoire mais permettait d'introduire l'idée de titularisation, ce qui n'aurait pas été rejeté par le milieu clérical. Ce n'était pas négatif, mais il s'agissait d'un symbole par rapport au fond. »

« Ce qui exige des textes précis garantissant ces libertés ? »

« Nous l'avons demandé et nous avons bon espoir d'être entendus du ministre. Le statut des maîtres devra indubitablement être traité sous un angle nouveau. Il en sera de même pour la liberté de choix des associations de parents accordée aux parents du privé. Mais le ministre aura certainement l'occasion de faire une déclaration d'intention et un exposé des motifs à l'ouverture du débat parlementaire et donc de préciser ses conceptions. »

« Ce qui exige des textes précis garantissant ces libertés ? »

« Nous l'avons demandé et nous avons bon espoir d'être entendus du ministre. Le statut des maîtres devra indubitablement être traité sous un angle nouveau. Il en sera de même pour la liberté de choix des associations de parents accordée aux parents du privé. Mais le ministre aura certainement l'occasion de faire une déclaration d'intention et un exposé des motifs à l'ouverture du débat parlementaire et donc de préciser ses conceptions. »

« Ce qui exige des textes précis garantissant ces libertés ? »

« Nous l'avons demandé et nous avons bon espoir d'être entendus du ministre. Le statut des maîtres devra indubitablement être traité sous un angle nouveau. Il en sera de même pour la liberté de choix des associations de parents accordée aux parents du privé. Mais le ministre aura certainement l'occasion de faire une déclaration d'intention et un exposé des motifs à l'ouverture du débat parlementaire et donc de préciser ses conceptions. »

« Ce qui exige des textes précis garantissant ces libertés ? »

« Nous l'avons demandé et nous avons bon espoir d'être entendus du ministre. Le statut des maîtres devra indubitablement être traité sous un angle nouveau. Il en sera de même pour la liberté de choix des associations de parents accordée aux parents du privé. Mais le ministre aura certainement l'occasion de faire une déclaration d'intention et un exposé des motifs à l'ouverture du débat parlementaire et donc de préciser ses conceptions. »



# SOCIÉTÉ

## Les mystères du Mont-Louis

(Suite de la première page.)

Enfin, les trois derniers conteneurs de l'UFS, 0,58 %, provenant de l'usine de la Hague. L'organisation Greenpeace, qui affirmait depuis le début, avait vu juste, une fois de plus. La COGEMA, elle, assurait encore mercredi 29 août que le taux d'enrichissement de l'UFS ne dépassait pas 0,77 %. Cette inexactitude n'était ni involontaire ni anodine.

Dès lors que les cylindres viennent de la Hague, l'UFS qu'ils contiennent a été produit par retraitement du combustible d'une centrale nucléaire. Il n'est donc pas pur et contient forcément quelques produits de fission qui, eux, peuvent être très radioactifs. Est-ce cela que l'on a voulu cacher, et à qui ? Aux Français ? Aux Belges ? Aux Néerlandais ? Aux Soviétiques, qui n'appréhenderaient guère que leurs usines d'enrichissement soient polluées par ces impuretés ?

Sur l'épave, le danger est insignifiant, affirment toutes les autorités. Tant mieux. Mais que fait à Ostende ce fonctionnaire français délégué par l'Institut de protection et de sûreté nucléaire ? Et pourquoi les sociétés de renouveau ont-elles fait appel à une firme britannique spécialisée dans la radio et la chimie-protection ? Les plongeurs, qui, apparemment, ne font guère confiance aux assurances données par les officiels français et belges, n'interviendront dans la cale elle-même que lorsque des tests de radioactivité effectués in situ auront démontré qu'il n'y a pas de danger.

Il y a d'autres sujets d'étonnement. Le conseil des ministres devait entendre M<sup>me</sup> Huguette

Bouchardau, ministre de l'environnement, le 22 août dernier, ou lors de sa réunion suivante. Sujet : la pollution marine. L'affaire du Mont-Louis a, semble-t-il, bousculé ce programme. Est-ce toujours au nom de la loi du silence que l'on a ajourné sine die le rapport du ministre de l'environnement ?

M<sup>me</sup> Bouchardau aurait parlé de la propriété des plages, bien sûr, mais aussi du problème posé par le transport des produits dangereux. Les ministres auraient évoqué le décret qui doit être publié samedi 1<sup>er</sup> septembre. Il porte sur la sécurité en mer et la prévention de la pollution.

Ce texte d'application d'une loi votée en 1983 paraît tomber à pic. Il réglemente sévèrement les agissements des pétroliers : interdiction de débiter dans certaines zones, contrôle des déversements par un mouchard dit « boîte noire », rinçage obligatoire des soutes avec du pétrole et non avec de l'eau, interdiction de remplir les cales avec de l'eau pour faire ballast, formation de l'équipage à la lutte contre le feu et aux règles de chargement des tankers, etc.

Ces innovations sont les bienvenues. Malheureusement, le texte ne comporte rien d'équivalent pour les transports de produits chimiques et radioactifs. La loi et son décret d'application ont été manifestement inspirés par la catastrophe de l'Amoco Cadiz. L'accident du Mont-Louis nous vaudra, peut-être, une législation nouvelle... dans quelques années. Préparera-t-on éternellement la dernière guerre ?

MARC AMBROISE-RENDU.

## LE TRANSPORTEUR A LA MODE (1) 826-49-27

AIR FASHION SERVICE AIR FASHION SERVICE AIR FASHION SERVICE  
AIR FASHION SERVICE AIR FASHION SERVICE AIR FASHION SERVICE  
AIR FASHION SERVICE AIR FASHION SERVICE AIR FASHION SERVICE  
AIR FASHION SERVICE AIR FASHION SERVICE AIR FASHION SERVICE  
AIR FASHION SERVICE AIR FASHION SERVICE AIR FASHION SERVICE

AIR FASHION SERVICE AIR FASHION SERVICE AIR FASHION SERVICE

AIR FASHION SERVICE AIR FASHION SERVICE AIR FASHION SERVICE

AIR FASHION SERVICE AIR FASHION SERVICE AIR FASHION SERVICE

**Listes de Mariage AUX TROIS QUARTIERS**

**ROBLLOT S. A.**  
522-27-22  
ORGANISATION D'OSSEQUES

## Lancée jeudi

### « DISCOVERY »

#### A LARGUÉ AVEC SUCCÈS UN PREMIER SATELLITE DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

Débuts prometteurs pour la mission inaugurale de la navette spatiale américaine *Discovery* : un départ sans faute et le largage réussi d'un premier satellite de télécommunications.

A 14 h 41 (heure française), *Discovery* s'est envolée de Cap-Canaveral (Floride), pour un vol d'un peu plus de six jours, avec six minutes de retard. Nouvel incident technique ? Pas du tout. Ce très léger report a été provoqué par la présence inopportune de trois avions de tourisme, dont les pilotes, sans doute attirés par le spectacle du lancement, voulaient bénéficier d'une vue imprenable sur l'envol de la navette.

Peu après ce lancement réussi, le président Ronald Reagan a salué « les héros de la haute technologie, les champions d'un peuple confiant, dont la foi et le courage élèvent l'Amérique vers un monde de merveilles ». Profitant de l'occasion pour jeter une pierre dans le jardin de son adversaire à l'élection présidentielle de novembre, il ajoutait : « Nous, nous sommes pour la haute technologie, et non pour la haute fiscalité ».

Huit heures après le décollage, les six membres de l'équipage de *Discovery* ont procédé au lancement du satellite de télécommunications SBS-4, appartenant à la firme Satellite Business Systems. Largué par la navette à 294 kilomètres d'altitude, SBS-4 a été propulsé, quarante-cinq minutes plus tard, sur son orbite de transfert géostationnaire à 36000 kilomètres d'altitude par son moteur-fusée PAM-D. Ce moteur d'apogée, du même type que ceux qui, en février dernier, ont conduit à la « porte » dans l'espace de deux satellites emportés par la navette *Challenger*, a donc, cette fois, donné entière satisfaction.

Deux jours après le largage, l'orbite de SBS-4 devrait être circularisée. Le satellite devrait être définitivement à poste au-dessus du Texas dans une vingtaine de jours. Quelques semaines plus tard, SBS-4 cylindre de quelque 2,2 mètres de diamètre et de 2,5 mètres de hauteur, construit par la société américaine Hughes Aircraft, devrait être prêt à remplir sa double mission : relayer des télécommunications téléphoniques et participer à l'échange de données à haut débit entre les ordinateurs de grandes entreprises.

Vendredi 31 août, l'équipage devait larguer le deuxième satellite emporté par *Discovery*, Syncom-4, lui aussi construit par Hughes Aircraft et qui sera destiné aux communications militaires du Pentagone.

# LE CARNET DU Monde

## Mariages

— Docteur Wolfgang R. SCHLOMER, docteur Yves-Eva SCHLOMER, née Kozuski, sont heureux de faire part de leur mariage, le 31 août 1984, à La Wantzenau.

Moulin de La Wantzenau, 67610 La Wantzenau (Strasbourg).

## Décès

— La Fédération nationale des syndicats autonomes de l'enseignement supérieur et de la recherche, Son président, Son secrétaire général Et son comité directeur, ont le regret de faire part du décès de

M. Christian BENEZECH, professeur de biophysique médicale, doyen honoraire de la faculté de médecine de Montpellier, président honoraire de la Fédération.

— Aimée Dubois-Chantemesse, Jean-François Dubois, Alice Dubois, ainsi que les familles Bardin, Couturon, Prade, Dubois ont la douleur de faire part du décès du docteur Robert CHANTEMESE, officier de la Légion d'honneur, médaillé militaire 1914-1918.

survenu le 30 août 1984, à Neuilly-sur-Seine, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 3 septembre 1984, à 16 heures, en l'église de la Madeleine à Paris-8.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Puy (Haute-Loire) dans le caveau de famille, le mardi 4 septembre, à 15 heures.

30, rue Boissy-d'Anglas, 75008 Paris.

— M<sup>me</sup> Alice Chauvet, son épouse, Chantal et Catherine, ses filles, Christophe C. Stout et Yves Bonnemère, ses gendres, Marie-Alice Chauvet-Stout, sa petite-fille, ont la douleur de faire part du décès du

général de brigade aérienne (CR) Gaston CHAUVET, officier de la Légion d'honneur, survenu le 29 août 1984, dans sa soixante-neuvième année, à la suite d'une longue et cruelle maladie.

La levée du corps aura lieu le lundi 3 septembre à l'amphithéâtre Pitié-Salpêtrière, 22, rue Bruneau, Paris-13<sup>e</sup>, à 10 heures précises, où l'on se réunira. Le service religieux en l'église Saint-Léopoldin d'Angy (03), se paroisse, aura lieu le même jour à 15 heures précises.

03160 Bourbon-l'Archambault, 84, boulevard Masséna (tour Bologne), 75640 Paris Cedex 13.

— Nous apprenons le décès de M. Achille DAUPHIN-MEUNIER, créateur de la faculté libre d'économie et de droit.

Pri le 28 juillet 1984 à Bourg-la-Reine, Achille Dauphin-Meunier était docteur en droit et diplômé de l'École pratique des hautes études en sciences sociales. Il a enseigné comme chargé de cours à l'université de Toulouse avant d'être nommé, en 1941, maître de conférences à l'École libre des sciences politiques. A la même époque, il commença à enseigner à la faculté libre de droit de Paris.

De 1954 à 1963, il est conseiller du gouvernement royal du Cambodge puis expert auprès de l'UNESCO. En 1968, il crée la Faculté libre d'économie et de droit (FACD), établissement autonome et copié, dont il assure la direction pendant plusieurs années.

— L'ambassade du Liban à Paris fait part du décès de

Cheikh Pierre GEMAYEL, père de Son Excellence le président de la République libanaise et ministre des communications, de la santé et des affaires sociales.

A cette occasion, un registre de condoléances sera ouvert à la résidence de l'ambassadeur du Liban à Paris, 42, rue Copernic, le lundi 3 et le mardi 4 septembre 1984, de 10 à 13 heures et de 15 à 17 heures.

Paris, le 30 août 1984. (Lire page 4.)

— Catherine Roussel, Thérèse et Jacques Marsanache, Rose-Marie, Patrick, Yvonne et Mand Marsanache, Gilles et Armand Marsanache ont la douleur de faire part du décès de

Hubert MARSAUCHE, survenu le 16 août 1984.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Arvieux (Hautes-Alpes).

La Roche-Blanche, 41110 Mareuil-sur-Cher, 7, rue du Val-de-Grâce, 75005 Paris.

— Les familles de Jean, Claude, Pierre Maurice invitent tous leurs amis et connaissances à se recueillir avec elles lors de la mise au caveau familial des cendres mêlées de leurs parents.

Georges et Andrée MAURICE, qui aura lieu le samedi 8 septembre 1984, à 11 heures, au cimetière de La Thilloz.

Ni fleurs ni couronnes. Cet avis tient lieu de faire-part.

Familles Maurice, rue des Neufs-Prés, L'Etat, 88160 Le Thilloz.

— Le président du groupe Monseigneur de la paroisse de la Madeleine fait part du décès de

M. Robert SALIBA, président honoraire des conseils d'administration de la Mutuelle centrale d'assurances, de la Caisse d'assurance et de prévoyance mutuelle des agriculteurs, de la Caisse de prévoyance mutuelle interprofessionnelle, administrateur de la Mutuelle centrale de réassurance et du groupe Monseigneur.

Ses obsèques auront lieu le samedi 1<sup>er</sup> septembre, à 16 heures, en l'église de Montesson (Lot-et-Garonne).

— Nous tirons, Joëlle et Jacques Verney Et Agnès, Le docteur et M<sup>me</sup> Henri Fouquet, leurs enfants et petits-enfants, Ses parents et ses amis, font part du décès de

M<sup>me</sup> venue André TIRAN, née Denise Fouquet, survenu le 28 août 1984, à Marseille.

46, rue Jacob, 75006 Paris, 32, boulevard Cassendi, 13012 Marseille, 29, rue Monte-Cristo, 13004 Marseille.

## Remerciements

— La famille de

JESUS, fils de Joseph, Sauveur-René-Lévi-Valentin,

veut exprimer sa reconnaissance aux personnes qui lui ont témoigné leur sympathie lors du décès de ce dernier.

Il avait été inhumé le 14 août 1984, veille de l'Assomption, au cimetière de Gaillard (Haute-Savoie).

Le 18 août, sa mémoire avait été honorée en la nouvelle synagogue d'Assomption, à l'occasion du quarantième anniversaire de la libération de cette ville, en même temps que celle de tous les martyrs.

## Anniversaires

— Quatre ans, le 1<sup>er</sup> septembre, notre bien-aimé

Jean BRENIER partait pour l'Orient éternel.

Son épouse inconsolable demande à ceux qui l'ont connu et aimé de se joindre à elle dans une pensée fraternelle.

— Il y a un an, le 1<sup>er</sup> septembre 1983,

Philippe MITRANI nous quittait.

Que ses amis se souviennent.

Marie-Christine Mitrani et ses enfants.

## Avis de messes

— A la suite du décès de M. Pierre GEMAYEL, membre fondateur et président du Parti Kataeb, député de Beyrouth, ministre des PTT, de la santé publique et des affaires sociales,

survenu à Bickfay (Liban), dans sa soixante-dix-neuvième année,

une messe de requiem sera célébrée le vendredi 31 août 1984, à 18 h 30, en l'église Notre-Dame du Liban, 15, rue d'Ulm, 75005 Paris.

## Messes anniversaires

— Saint-Mitre-les-Remparts, Marseille.

Le 1<sup>er</sup> septembre 1976, à Paris, Louis BRAUQUIER, peintre et poète,

est mort : il se rendait au chevet de son ami Gabriel Audisio, hospitalisé.

Le 16 septembre 1984, à Saint-Blaise, au cours du pèlerinage traditionnel à Notre-Dame de Vie, son souvenir sera évoqué par le Père Jean Sauvet.

« Comme je vis à l'aube au cœur de la mémoire... »  
« Liberté des mers, suivi des Ecrits à Shanghai » (Gallimard).

# Postes à pourvoir...

Dès lundi, ces Entreprises vous donnent rendez-vous dans les pages "Annonces Classées" du Monde.

AGENCE SPATIALE - A.G.F. - AL CONSEIL - APPLE - ARGOS - AVIONS DASSAULT - BAILLY CONSEIL - BECOB - B.F.C.E. - BIPE - B.J.PSYCHOM - BRED - B.S.N. - BUTONI - BULL - BURMAH - C.C.M. SULZER - C.G.A. ALCATEL - C.G.I. - C.H.P. - CIBA GEIGY - CIMENT FRANCAIS - C.M.G. - COFINOGA - CORI - CREDIT AGRICOLE - DEVELOPPEMENT - DUMEZ - EQUIPES ENTREPRISES - EUREQUIP - FAIRCHILD - G.R.H. - HEWLETT PACKARD - HENKEL - HOESCHT - I.B.M. - I.C.I. FRANCE - INFRAPLAN - YVES KERNEVEZ CONSEIL - LA REDOUTE - LEFEBVRE - LEP - MERLIN GERIN - MOTEUR PERKINS - MOTOROLA - MUTUELLES UNIES - NERVET PONT - O.C. CONSEIL - OCP REPARITION - OLIVETTI - ORDINA-ORDIS - P.A. CONSEILLER DE DIRECTION - PHILIPS DATA SYSTEM - PICMARWICK - PLEIN CADRE - P.M. LABINAL - RAYMOND POULAIN CONSULTANTS - PRESERVATRICE FONCIERE ASSURANCE - PRISUNIC - PROCTER - SAGEM - GROUPE SCHLUMBERGER - SCHNEIDER RECRUTEMENT - SCRIBE - SEFOP - SELE CEGOS - SERVIR - SG2 - SIRCA - SNECMA - S.N.P.E. - SOCIETE GENERALE - SOFINCO - SOPAD NESTLE - SYSECA - T.A.T. - TELSIA INFORMATIQUE - THOMSON DIVISION SIMULATEURS - ALEXANDRE TIC - TRANSAC - 3.M - UNISABI - VAG - WANG - WAVIN - T.A.T. EXPRESS...

Le Monde, l'effort pour l'emploi.

سكنا من الاصل



150

Le Monde

culture  
LA MOSTRA DE VENISE

« LE FUTUR EST FEMME »

Les bienfaits de l'alchimiste Ferreri

On a besoin de Marco Ferreri, on a besoin de tous les artistes figuratifs qui œuvrent entre la prophétie et l'utopie. Ferreri choisit des situations qui nous paraissent improbables et les filme en toute évidence, fait apparaître des abîmes dans ses images du monde contemporain et voit, montre, les moyens de passer outre.

Les femmes, les hommes, les enfants, il s'agit toujours pour lui de faire voler en éclats nos apparences pour découvrir (dans les deux sens du terme) les mystères de la vie, de la transmission.

Le futur est femme : un titre pareil appelle les discours, et Ferreri, qui est très malin, peut en faire, des discours, ce que son film n'est pas. C'est l'idée, illustrée, qu'une femme peut faire un enfant et le confier, par amour, à une autre qui sera une meilleure mère qu'elle. Ferreri estime que la maternité, ça se développe après la naissance, et que le sentiment maternel est indépendant de la conception biologique de l'enfant.

Une bataille juridique oppose, en effet, depuis le début août, Wim Wenders et le distributeur de son film *Paris, Texas* en République fédérale. Le cinéaste reproche au distributeur, qui a également contribué au financement du film, de ne pas accorder à *Paris, Texas* le lancement qu'il considère comme légitime après le succès de Cannes.

Selon les juges de Munich, le contrat passé entre Wim Wenders et *Film Verlag* ne prévoit pas de droit de regard sur la qualité et les moyens de distribution. Au début du mois d'août, le réalisateur avait dénoncé son contrat avec *Film Verlag*. L'affaire sera jugée le 27 septembre, après plusieurs révisions défavorables à Wim Wenders.

Parce que dans les paysages urbains, on rencontre la mort, et des individus mal lotis. Parce qu'Ornella Muti, filmée pendant qu'elle attendait un bébé, irradie de sensualité.

Le génie de Ferreri consiste à capter l'attention du spectateur par cette sensualité, d'où naît une plausible histoire d'amour à trois, et des scènes belles et tendres. De même qu'il séduit par une musique (rock), des vagues de foule, des décors, absolument somptueux. Ainsi passe son propos, à travers un apparent effet de détournement de sens.

Tout le film va être un jeu d'images autour de ce thème (la recherche d'un refuge solide, la fragilité de ce refuge). L'enfant dans le ventre, ce sont les personnages dans leur vieillesse, dans leur lit ou dans un arbre, Hanna Schygulla cachée dans son placard, Ornella Muti recroquevillée dans une voiture, le couple love dans le désir de cette femme inouïe, cette femme inouïe abritée par ce couple.

Un film comme celui-là, aussi riche de visions, ne donne pas envie de parler des acteurs. Ferreri capte ce qui lui sert : le malaise d'Hanna Schygulla hypnotisée par Ornella Muti, à qui il suffit d'être là. Schygulla n'est elle-même que dans le supermarché où elle vend, cocasse, de la culture, ou dans les danses, partout où l'environnement agresse, excite. Niels Arestrup, pris d'un désarroi enfantine, est cet homme que Ferreri exclut, tue - ses scénaristes, deux femmes, n'y tenaient pas spécialement... - non sans lui avoir donné un métier de jardinier, qu'il renforce grâce à un arbre énorme, pour que sa mort en héros soit plus vraisemblable.

Le futur est femme : la vie à venir vient de son corps, et Ferreri décrit une fascination, la sienne, celle de l'humanité entière. Mais le futur, ce sont toutes les femmes, puisqu'on peut être mère sans enfant. C'est pour cela que Ferreri a gommé l'homme : pour mieux mettre en valeur que chaque femme est libre de faire ce qu'elle veut. Un cadeau de cinéaste. Un acte d'amour.

CLAIRE DEVARREUX.  
★ Présenté à la Mostra de Venise, le futur est femme sort en France, le 5 septembre.

Sur les traces de Iosseliani

(Suite de la première page.)

Les femmes sont volages, toutes un peu voleuses, ne cherchant que la bonne aventure, le bon filon. Plus, le tueur, est un crétin. Bref, la société à l'envers, ou plutôt à l'endroit, la morale où vous savez.

Arta Iosseliani n'en rit ni n'en pleure. Tout ne tient qu'à un fil, tout peut arriver. Sans atteindre la perfection de ses meilleurs ouvrages soviétiques, sans se libérer tout à fait des lourdes contingences techniques, Iosseliani esquisse un grand film qui reste à faire : plus libre, moins lié au scénario, moins visuellement obsédé par l'ombre de René Clair.

A côté des noms célèbres et des grosses machines, il y a les petits films de circonstance qui interviennent au bon moment, au bon endroit. Sangadjan (Carrefour) du cinéaste philippin Mike de Leon, nous fait suivre la prise de conscience d'une jeune religieuse. Pour corser l'affaire, elle se voit relancée par un ancien flirt, aujourd'hui journaliste, machine à pondre de l'information. Muse d'abord par les seules émotions, Sour Stella se solidarise avec des grévistes devant la porte de leur usine.

Venise n'est peut-être pas le lieu idéal pour présenter une telle œuvre, destinée d'abord aux compatriotes du cinéaste. Le public qui voit aujourd'hui son film, facile d'accès mais nullement schématisé, comprend tout de suite quelle société, quel régime sont ici en cause. La première dégré sans nuance ne mérite pas nécessairement le sarcasme.

Strikebound (la Grève) est l'opéra d'un ancien élève d'une école de cinéma de Melbourne, Richard Lowenstein. Le cinéaste fait revivre dans les plus petites détails une grève longue et dure des mineurs dans l'Etat de Victoria (Australie) au cours des années 30. Il ne balbutie pas, il sait où placer sa caméra. La foi communiste y est solidement contrainte avec la foi chrétienne, le capitalisme symbolise le mal absolu. Les acteurs, professionnels, tiennent soigneusement leur rôle.

La tentative ira peut-être s'accentuant dans les années à venir : décrire ainsi, a posteriori mais en puisant aux meilleures sources, l'histoire de la lutte de l'homme pour sa libération économique. Richard Lowenstein semble nous dire : « Ce combat, ces horreurs, sont derrière nous. Avec Mike de Leon, la révolte se conjugue au présent immédiat. »

LOUIS MARCORELLES.

Comment conserver sa Géorgie ?

Les favoris de la lune est-il un film parisien ou un film géorgien tourné à Paris ? Ce qui est sûr c'est qu'il ne ressemble en rien à un film français.

Né en 1934 à Tbilissi, en Géorgie, Otar Iosseliani, qui a conservé sa nationalité soviétique, a fait des études de mathématiques à l'université de Moscou, puis a suivi des cours de mise en scène à l'Institut du cinéma de Moscou. Entre 1962 et 1976, il a tourné quatre films dans les studios de sa ville natale : *Avril, la chute des feuilles*, *Il était une fois un merle chanteur*, *Pastorale*. Que gagne-t-on ou que perd-on quand on est cinéaste géorgien à devenir parisien ?

« J'ai le point de vue de quelqu'un qui a vécu toute sa vie hors de Paris, répond Otar Iosseliani. Les critères, la mesure des événements, les clés pour ouvrir certaines portes parfois ne sont pas les mêmes. Mais j'ai fait ce film à Paris comme si je l'avais fait dans mon pays, sans me mêler des problèmes quotidiens de la vie française qui sont plus sociaux, politiques, économiques. Pourtant, il fallait que le film ressemble un peu à la réalité, que les habitants de la ville se reconnaissent. Si on ne se reconnaît pas, on ne croit à rien. La parabole du film permet de transférer légèrement la réalité sans détruire les traces reconnaissables. »

L'usure des âmes

« J'ai peut-être perdu dans ce film le goût de connaître de petits détails quotidiens qui me permettent de créer en Géorgie un autre tissu idéologique... Mais je voulais faire un film hors des pays de l'Est : en Allemagne, en Italie, en Espagne, n'importe où, mais dans un endroit où les phénomènes sont nets, surtout ceux qui m'intéressaient. Les événements qui se déroulent dans ce film tournent autour de cette faiblesse des hommes attirés par la possession du bien. Ça se fait par la corruption, par le conformisme, par la prise de responsabilités dans des actions. Rien ne nous appartient sans être pris chez quelqu'un : voilà la fable autour de laquelle se développe le drame. »

« Chez moi, en Géorgie, si vous voulez acheter un cadeau à quelqu'un, vous devez aborder la difficulté de le trouver. Il ne se vend pas à chaque coin de rue, il y a de longues queues devant les boutiques. Si vous voulez acheter un tableau, vous devez entrer dans une chaîne de spéculations ou de clandestinité qui trouble l'image. Les prostituées ne sont pas sur les trottoirs, et les marchands d'armes n'existent pas, ils seraient des criminels. La réalité française m'a permis d'exposer certains phénomènes à l'étranger. »

« Tout se passe de main en main, tout s'use, également les âmes humaines. Les êtres se détruisent en étant conduits par le diable de la possession. Je voulais nettoyer cette idée et c'est pourquoi j'ai choisi pour ce scénario une facture et une atmosphère occidentales. Cette trame de la passion des objets est le reflet d'une pensée qui m'est venue au Marché aux puces, où l'on voit la montagne des objets qui ont perdu leur patron et qui ont commencé leur voyage de main en main. »

« En Géorgie, la révolution a déplacé des milliards d'objets. Qu'est-ce que fut cette révolution sinon la réquisition du bien, et l'espoir de régler des problèmes sociaux en partageant les bijoux, les meubles, la vaisselle, les tapisseries d'un grand seigneur entre cinq cents nouveaux propriétaires ? Au cours des grandes sautes d'arrastations dans les années 30 en Géorgie, les gens arrêtés perdaient tout et tout revenait aux fonctionnaires, à leurs anciens collègues. Le phénomène est applicable à l'Occident, où l'on perd sa fortune en la risquant par des jeux, par la nonchalance ou par la perte du sens contemporain en étant plus un bon joueur dans la compétition pour la place au soleil. L'Evangile dit : « N'oubliez pas que qu'on vient au monde nu, et qu'on en repart nu. » Cette phrase est écrite parce qu'on l'oublie toujours, que rien ne nous appartient et que tout sera couvert de poussière. »

En quittant sa Géorgie, Otar Iosseliani a emporté dans son bagage une petite icône et le livre d'un poète du douzième siècle le *Chevalier à la peau de tigre*, de Rostaveli : « C'est un livre qu'on offre en cadeau de mariage sur que les gens tiennent bien les enfants. Il donne des exemples de courage, d'indépendance et des pensées d'amour. »

De France, Otar Iosseliani n'a rapporté qu'une petite flasque d'alcool de 25 centilitres qu'on peut mettre dans sa poche. « Personnellement, je ne suis pas attiré par les objets, explique-t-il, j'aime les bons outils de travail : les bons stylos, du bon papier, une machine à écrire, un appareil photo, quelque chose qui sert à quelque chose. L'outil de travail est le seul objet qui a une raison d'être, d'accompagner un homme sur terre. »

Propos recueillis par HÉRVÉ GUIBERT.

MUSIQUE

UNE VILLE, UNE HISTOIRE, UN FESTIVAL

Innsbruck baroque

Dans la rue étroite où se presse la foule des touristes cheminant vers le Petit Toit d'or, symbole d'Innsbruck depuis la Renaissance, on entend beaucoup parler français en cette fin d'août. Pourtant, les mélomanes de notre pays n'ont pas encore découvert le Festival qui se déroule chaque année dans la capitale du Tyrol pour illustrer la grande tradition de la ville à l'époque des Habsbourg.

C'est l'œuvre du professeur Otto Ulf, bassoniste de la Philharmonie de Vienne, qui fut l'un des premiers après la dernière guerre à constituer un ensemble d'instruments baroques et à donner dans les lieux historiques la musique du temps. L'Académie de musique ancienne qu'il fonda en 1972 à Innsbruck attire, depuis, les savants et les virtuoses à la pointe de la recherche (les Curtis, Tagliavini, Kulijon, Jacobs, Linde, Radulescu, etc.).

Quelques deux cents étudiants, cette année, sont venus du monde entier (et trente-deux spécialement des pays de l'Est) travailler le chant baroque et la flûte à bec, le luth et la viole de gambe, et toutes les disciplines de ces éminents professeurs dont la science et le talent alimentent depuis 1977 le Festival qui multiplie les découvertes et les résurrections.

musical d'Innsbruck, l'orgue Ebert de 1558 demeure miraculeusement presque intact et restauré en 1976, sur lequel Luigi Ferdinando Tagliavini joue avec une fierté de ton et un joyeux enthousiasme des œuvres qui ne dépassent pas 1615...

Cette musique si neuve dit des merveilles dans un langage que rien n'a encore usé ni totalement modifié, sur ces jeux tellement originaux d'une époque où chacun était vraiment unique. On y entend encore le coup de langue sur les anches, comme si l'on goûtait un vin de pays. Les flûtes acides et délicieuses, toutes émoussées, voisinent avec le nasillement de la régle des trompettes éclaboussées de leur lumière. Le contrepoint simple et plein d'esprit de Bruno Bruolo fait ressortir la pensée puissante de Willaert dont le *Ricercar* annonce les fugues de Bach. Andrea Gabrieli nous ravit par ses jeux dansants, ses changements imprévisibles de tempo et de rythme. Partout, dans ces toccatas, ces canzones, ces fantasmes ruisselants un air libre, vivant, spontané, qui étincelle sur cet orgue ivre de soleil, dont les ailes ouvertes révèlent des peintures de primitifs.

Le lit de Procuste

Le lendemain, nous étions à la cour de Ferdinand II, à la fin du seizième siècle, dans cet altier château d'Ambras qu'il fit construire pour son épouse au flanc de la montagne dominant Innsbruck, l'immense salle espagnole au plafond de bois à caissons admirablement travaillés et cloûtés d'or, et aussi une galerie de portraits princiers très colorés aux poses détendues, entourés d'une décoration renaissante pleine d'exubérance, sous des fenêtres peintes de nuages et ornées de bois de ceris.

Un lieu idéal pour les efflorescences vocales et les discours rhé-

toriques abondamment ornés que René Jacobs développe dans un récit qui nous promène à travers l'Europe, accompagné au théorbe par Konrad Jungblut. Habités à la générale libérée de Monteverdi, nous avons quelques peine à comprendre la difficulté des rapports qu'entretenaient la parole et la voix de cette époque, difficilement dont nous conviendrait l'aria de Luigi Rossi, qui a tant de mal à se libérer des mots et tout à coup se met enfin à chanter, ou le lamento de Jason de Cigismondo d'India dans ce grand récit dramatique qui reste musicalement si froid ; et les airs de cour de Michel Lambert, malgré l'humour de Jacobs, gardent une allure un peu guindée, bien que les vocalises d'agrément s'enhardissent progressivement à s'élever du texte, tandis que la plainte sur la mort de Lambert de du Busson s'épise en pleurs quelque peu boursoffés.

Mais Jacobs a heureusement parsemé ces nobles efforts d'une ariette en vocalises de Steffani, d'un madrigal de Schein, très chaleureux, avec de jolis effets de sonorités, d'une chanson légère et ironique de Hammerschmidt (*L'Art du baiser*), de trois Purcell aériens, dits autant que chantés avec un art ensorcelant qui montre combien les fleurs peuvent tout de même s'épanouir sur le lit de Procuste de la rhétorique. Et Konrad Jungblut, accompagnateur idéal, nous réservait sur le luth quelques musiques sans paroles du lyrisme le plus intérieur.

Nouvelle étape dans l'histoire d'Innsbruck, à la Hofburg : la Salle des géants, devenue une troisième galerie de portraits de famille. L'impératrice Marie-Thérèse a sacrifié à la tradition ; elle-même, son mari, ses enfants, sont représentés en pied, à la mode de Nattier ou de Largillière, en dix-huit grands tableaux, les allées (dont Louis XVI) ayant droit, au-dessus de leur conjoint, à une effigie plus réduite.

Cette vaste salle d'apparat revêtue de stuc d'une blancheur éclatante appelle naturellement la musique du dix-huitième siècle. On y aurait écouté toute la nuit le jeune ensemble du London Baroque jouer Corelli et Händel avec une pureté de sonorités, un raffinement de phrasé, une fougue et une plénitude qui faisaient ressortir tant d'imagination, de poésie et de grandeur, souvent dissimulées par des exécutions ampoulées, grasses et traînantes.

Et l'on retrouvait le même lieu pour quatre *Quintettes à deux violoncelles* de Boccherini (sur les quelques cent qu'il a écrits !) par Sigiswald Kuijken et ses amis de la Petite Bande qui descendent de merveilleux entrelacs sur la trame profonde de ce lyrisme. Ils n'avaient pas choisi les plus pittoresques ou charmantes, mais des œuvres de grand style. Boccherini n'est qu'exceptionnellement romantique et dramatique ; classique, certes, mais jamais sec ni superficiel. Les deux violoncelles donnent à ces pages, avec leur surabondance de cordes graves, une rondeur et une richesse d'harmonie incomparables.

Le musicien enchaîne des figures imprévues, des images contrastées, mais, derrière cet art de bonne compagnie, vivent une palpitation, un frémissement proprement musical, parfois le mystère d'une fête de nuit ; le feu crépité dans les allégros d'une alacrité quasi mozartienne. Et combien s'est-il écrit de ces menus d'une inépuisable fantaisie inventive dans leur subtilité d'écriture, d'une grâce câline ou d'une finesse arachnéenne, qui laissent loin derrière eux l'étiquette un peu compassée de cette danse de cour ? Boccherini, l'homme du menuet ? Non, l'homme des menusets, mais aussi, comme Domenico Scarlatti, un musicien du cœur qui se cache pudiquement derrière une musique en habits de dentelle.

JACQUES LONCHAMPT.

MERCREDI

GERARD LEBDOVICZ présente  
SABINE AZEMA/PIERRE ARDITI  
FANNY ARDANT/ANDRÉ DUSSOLIER

# L'AMOUR A MORT

ALAIN RESNAIS  
JEAN GRUAULT

MUSIQUE : HAN SIKHERN HENZE  
DANS LA SAULE : HAN SIKHERN HENZE  
DANS LA SAULE : HAN SIKHERN HENZE

444







العمل

# COMMUNICATION

## Coopération accrue entre trois éditeurs de presse féminine

Un important accord de coopération est sur le point de se réaliser entre trois importants éditeurs de publications féminines : les Editions mondiales, ex-Del Dues (*Nous deux*, *huitième*, etc.), les Editions du Homme, dit groupe belge Brébart (*Femmes d'aujourd'hui*, *Femme pratique*, *Dépêche mode*, *Ma maison*, etc.), et la Société de publications économiques, féminines et familiales (*Marie-France*), que dirige M<sup>me</sup> Francis Amaury (*Le Parisien libéré*).

Cet accord, dont le contenu exact n'a pas encore été révélé, viendrait conforter le rapprochement déjà réalisé en novembre 1983 par la création d'une société commune entre ces trois groupes, chargée de l'exploitation et du développement de l'imprimerie d'éditorialisme Cino Del Dues à Maisons-Alfort. Au printemps dernier, toujours dans ce cadre, les titres *Femmes*

## LA RETRAITE A SOIXANTE-CINQ ANS DANS LE SECTEUR PUBLIC

### Le Conseil constitutionnel est saisi du cas de M. Desgraupes

Une soixantaine de sénateurs viennent de saisir le Conseil constitutionnel à propos de la loi sur la limite d'âge dans le secteur public, et, plus précisément, de cas de M. Pierre Desgraupes, PDG d'Antenne 2. Celui-ci, nommé le 17 septembre 1982, pour trois ans, par la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, avait été confirmé à son poste par M<sup>me</sup> Michèle Cotta, présidente de la Haute Autorité, le 16 décembre 1983, deux jours avant qu'il n'atteigne soixante-cinq ans (*Le Monde* daté 18-19 décembre 1983).

L'amendement proposé au Sénat, permettant à M. Desgraupes de rester à son poste jusqu'au terme de son mandat, ayant été repoussé, le patron de la deuxième chaîne

## La rentrée à la télévision

Le début du mois de septembre à la télévision sera marqué par quelques innovations, traditionnelles à cette époque de l'année, dans les grilles de programmes. Les plus nombreuses auront lieu sur TF 1, chaîne qui cherchera à redresser la cote des sondages. FR 3 « accrochera » aussi quelques lampions nouveaux. En revanche, Antenne 2 paraît dormir sur ses lauriers. Nous commençons aujourd'hui la présentation de ces « nouveautés ».

### Le match de 19 h 40

« Une montée en première ligne, ça me plaît, c'est excitant. » La réaction spontanée de Stéphane Collaro ne trompe pas : la chance que lui offre TF 1 à partir du 3 septembre, à 19 h 40, il va s'efforcer de la saisir. Même si l'entreprise s'effraie un peu : « Avec la cote de *Cocoricoboy* », on avait tendance à s'endormir ; une diffusion hebdomadaire eût été déjà plus mobilisante ; mais, aujourd'hui, quotidienne... » Quatre mois de préparation du projet « Cocoricoboy » - fils naturel de « Coco-boy », lui-même héritier de « Collaro-Show » - ne semblent pas avoir suffi pour « cadrer » complètement l'émission : treize minutes par jour à meubler de quinze ou seize séquences différentes (différentes et toutes drôles en principe, ce qui ajoute à la difficulté), voilà qui demande de l'imagination.

Révisé par Jacques Martin (« Le petit rapporteur ») dans les années 75, Stéphane Collaro - ancien journaliste sportif à l'ORTF, spécialiste de la formule 1 - figure désormais dans la galerie des amateurs publics. Un gagman parfois discuté, certes, pour le goût douteux de certaines séquences de « Coco-boy », mais qui, finalement, divertit sans doute plus qu'il ne scandalise. Un tempérament comique, en tout cas, que la direction de TF 1 a recruté pour servir de locomotive à ses soirées et singulièrement au Journal de 20 heures, dont la cote d'audience s'est quelque peu érodée au profit de celui d'Antenne 2. Selon les experts, le « Théâtre de Boulevard », diffusé chaque soir à 19 h 40 sur l'A 2, expliquerait tout autant le renversement de tendance que le phénomène Ockrent. Alors, sus à l'ennemi ? Mort à Boulevard ?

Stéphane Collaro peut paraître un chasseur de primes, mais pas un tueur à gages (selon « Boulevard », c'est M<sup>me</sup> Desgraupes, dit-il un peu admiratif. Il n'a invité à dîner chez lui - fort bien, d'ailleurs - il y a une quinzaine de jours et il n'a nullement cherché à mettre de l'ambiance dans son assiette. Alors, cool... » Vous avez dit M<sup>me</sup> Desgraupes ? Mais l'ancien journaliste que vous fûtes, joyeux Stéphane, feint-il d'ignorer que un certain jour récent de 1984 à Roland-Garros, l'« invincible » a tout de même trouvé son Land...

CLAUDE DUREUX.  
+ Chaque soir de la semaine, 19 h 40, TF 1.

La presse quotidienne et hebdomadaire se livre depuis un petit jeu des pronostics sur la succession à la tête d'une chaîne qui connaît le meilleur taux d'écoute et suscite bien des convoitises. M. Desgraupes, pour sa part, continue à trouver le feuillet de sa mise à la retraite amère. Le rumeur de sa démission a couru, dès l'annonce du scrutin à l'Assemblée nationale. Il n'est rien, peut-on affirmer ce vendredi 31 août. En tout état de cause, le recours devant le Conseil constitutionnel lui laisse un sursis.

(1) Huit jours si le gouvernement le demande.

« Sait-elle de Radio Club portugais. - Le matériel de la radio locale privée Radio Club portugais a été saisi à Villejuif (Val-de-Marne), mercredi 29 août, par la police, sur commission rogatoire de M<sup>me</sup> Anne-Marie Godeffroy, juge d'instruction au tribunal de Créteil. Cette radio de la communauté portugaise de la région parisienne n'avait pas obtenu d'autorisation de la Haute Autorité argument de la pénurie de fréquences. Les animateurs de la station soutiennent au contraire que leur fréquence (95,7 MHz) a été libérée par l'abandon de France. Ils ont organisé une pétition, qui aurait recueilli 45 000 signatures, et une manifestation au Champ-de-Mars, le 26 juin dernier (*Le Monde* du 28 juin).

## Vendredi 31 août

**PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1**  
20 h 35 *Musique* : il était une fois Joe Dassin.  
Une douzaine de ses succès. Des duos avec Patricia Clark, Johnny Mathis, Annie Cordy.  
21 h 40 *Les résolutions de l'été*.  
De Ph. Alloué et P. Pouchet (rediffusion).  
Angelo, mort à quarante ans lors de la grande peste de 1603, revient demander des comptes à ceux qui ont démenté les portraits qu'on avait faits de lui. Visite du musée du Louvre, un documentaire sous forme de fiction.  
22 h *Temps X* : la quatrième dimension.  
Emission d'I. et G. Bogdanoff. (Redif.)  
Une étrange histoire de machine « disensee de bonne aventure »...  
23 h 5 *Journal*.  
23 h 20 *Les tympans fêlés*. Emission de J.-F. Bouquet. Spécial AC/DC.

**DEUXIÈME CHAÎNE : A 2**  
20 h 35 *Série* : *Naumachos*.  
Réal. B. Vallat. Avec M. Adorf, A. Cantafium...  
N<sup>o</sup> 5. *Quarante nauds*. Découverte d'une tortille engloutie sous la mer. Gino et Samson s'embarquent sur le Naumachos pour récupérer cet engin.  
21 h 30 *Apostrophes*.  
Magazine littéraire de R. Pivot.  
Sur le thème « Sur la ligne de départ », sont invités : Emmanuel Carrère (Bravoure), Tony Carano (Bocanegra), Alain Gerber (Une rampe d'éléphant), Catherine Lepoutre (Une rampe), Raoul Mille (L'été au Popéra sauvage), Marie-Thérèse Humbert (Le Walkman).  
22 h 45 *Journal*.  
22 h 55 *Ciné-été* : l'ironie du sort.  
Film français d'E. Molinaro (1973), avec P. Clementi, M.-H. Breillat, J. Spieser, C. Rich, J. Dessailly, P. Vancoc.  
En 1943, à Nantes, un jeune résistant prépare un attentat contre un officier allemand. Son sort et celui de plusieurs personnes varieront selon la réussite ou l'échec de cet acte. D'après un roman de Paul Guimard, deux versions parallèles, l'une en couleur, l'autre en noir et blanc, des jeux du hasard. Mise en scène de qualité sur un sujet ambitieux.

**TROISIÈME CHAÎNE : FR 3**  
20 h 35 *Vendredi* : Le chasseur de lièvre.  
Magazine d'information d'André Campaux.  
Un reportage de la RTB pour le magazine « A suivre », réalisé par C. Bruckman et Mann Bonnamy.  
En Belgique, il s'appelle Joseph Roullin : un Cameroun, ou le surnom « Dokta Medoko ». Depuis plus de quinze ans, ce prêtre de Liège dirige la léproserie de Batouri, à l'est du pays. Il parcourt, chaque année, plus de 10 000 kilomètres à l'épée, pour soigner des centaines de milliers de lépreux. A chaque voyage, Joseph Roullin prend la mesure de son impuissance mais persévère inlassablement. C'est une goutte d'eau dans l'océan, dit-il, mais sans goutte d'eau, il n'y aurait pas d'océan.  
21 h 30 *Téléfilm* : l'Assommoir.  
De Jean Prat et Roger Stéphane. (Redif.)  
Disparition d'un banquier parisien accusé par ses amis. Il devient l'objet d'un grand hôtel et retrouve tous les personnages qu'il voulait fuir.  
22 h *Journal*.  
23 h 20 *Préface à la nuit*.  
Concert de la Société nationale de musique : « Contate pour elle », pour voix, harpe et bande magnétique d'Ivo Malec, interprété par Nicole Robinet, soprano, et Francis Pierre, harpe.

**FRANCE-CULTURE**  
20 h 30 *L'opéra c'est la fête* : l'opéra viennois.  
21 h 30 *Extrêmes et souvenirs* : pris dans une mémoire, avec Paul Lorenz et Mario Bois.  
22 h *Contes fantastiques de la Chine antique*.  
23 h *Bestiaire* : le kuni chiken.  
23 h 20 *Musiques d'été*.  
23 h 40 *Place des étoiles*.  
**FRANCE-MUSIQUE**  
20 h 28 *Concert* (donné au Théâtre des Champs-Élysées) : « La Muette de Portici » (ouverture), d'Auber ; « Concerto pour violon et orchestre », de Walton ; « Symphonie n<sup>o</sup> 5 », de Glazounov, par le Nouvel Orchestre Philharmonique, dir. H. Lewis, sol. J. Prat, violon.  
22 h 15 *Les soirées de France-Musique* : œuvres de Ravel, Haendel, Bull, Borodine (arrangement Rimski-Korsakov et Glazounov), Scriabine ; à 23 h 10, œuvres de Chostakovitch, Parcell, musique traditionnelle (France).

Les programmes du samedi 1<sup>er</sup> et du dimanche 2 septembre se trouvent dans « le Monde Loisirs »

## Club du Monde des Spectacles

### Réservation

Liste des Spectacles  
Location réservée aux adhérents du Club du Monde des Spectacles  
Renseignements : 281.26.20

Le principe de ce club, de M<sup>me</sup> Guyon, réside en ce : R. Rodriguez, du 10/08 au 27/10, 21 h (cf. D.), Pêche-Théâtre, 88 F au lieu de 70 F.  
Les Soirées de l'Orchestre de Paris, avec D. Bernstein (Mozart), le 7/10, 11 h. Quatuor Suk de Prague (Boethoven, Dvorak), le 14/10, 11 h ; M. Malesky, M. Labèque (Mendelssohn, Beethoven, Debussy), le 21/10, 11 h ; Quatuor Vermeer de Chicago, le 28/10, 11 h. Th. du Rond-Point, 44 F au lieu de 50 F.  
Les Temps difficiles, d'E. Bourdet, mise en scène : P. Dux, avec G. Trijntje, J.-P. Cassel, Judith Magre, Christine Minazzoli, à partir du 21/08 jusqu'au 12/10, les mar., mer., jeu., ven., 20 h 30, sem. 17 h 30, Th. des Variétés, 150 F au lieu de 175 F.  
Océano, l'illusion de Corneille, mise en scène : G. Strahler, du 30/10 au 31/12, les soirs (cf. dim., sois, lun., et le 7/11), 70 F au lieu de 84 F. Abonnement à trois spectacles : l'illusion, l'heureux Stratégème (14/09 au 14/04) ; il y a cent ans... Victor Hugo (19/04 au 15/06), 175 F au lieu de 188 F.  
Comédie-Française, la Chute de l'École des femmes, l'École des femmes, de Molière, mise en scène : J. Rosier, les 18, 20 et 30/09, 20 h 30, Châtelet, de Corneille, mise en scène : J.-M. Villégier, le 23/09, 14 h 30, le 24/09, 20 h 30, le 25/09, 14 h 30, le 26/09, 20 h 30, le 27/09, 14 h 30, le 28/09, 20 h 30, le 29/09, 14 h 30, le 30/09, 20 h 30, le 1<sup>er</sup> octobre, 14 h 30, le 2<sup>er</sup> octobre, 20 h 30, le 3<sup>er</sup> octobre, 14 h 30, le 4<sup>er</sup> octobre, 20 h 30, le 5<sup>er</sup> octobre, 14 h 30, le 6<sup>er</sup> octobre, 20 h 30, le 7<sup>er</sup> octobre, 14 h 30, le 8<sup>er</sup> octobre, 20 h 30, le 9<sup>er</sup> octobre, 14 h 30, le 10<sup>er</sup> octobre, 20 h 30, le 11<sup>er</sup> octobre, 14 h 30, le 12<sup>er</sup> octobre, 20 h 30, le 13<sup>er</sup> octobre, 14 h 30, le 14<sup>er</sup> octobre, 20 h 30, le 15<sup>er</sup> octobre, 14 h 30, le 16<sup>er</sup> octobre, 20 h 30, le 17<sup>er</sup> octobre, 14 h 30, le 18<sup>er</sup> octobre, 20 h 30, le 19<sup>er</sup> octobre, 14 h 30, le 20<sup>er</sup> octobre, 20 h 30, le 21<sup>er</sup> octobre, 14 h 30, le 22<sup>er</sup> octobre, 20 h 30, le 23<sup>er</sup> octobre, 14 h 30, le 24<sup>er</sup> octobre, 20 h 30, le 25<sup>er</sup> octobre, 14 h 30, le 26<sup>er</sup> octobre, 20 h 30, le 27<sup>er</sup> octobre, 14 h 30, le 28<sup>er</sup> octobre, 20 h 30, le 29<sup>er</sup> octobre, 14 h 30, le 30<sup>er</sup> octobre, 20 h 30, le 31<sup>er</sup> octobre, 14 h 30, le 1<sup>er</sup> novembre, 20 h 30, le 2<sup>er</sup> novembre, 14 h 30, le 3<sup>er</sup> novembre, 20 h 30, le 4<sup>er</sup> novembre, 14 h 30, le 5<sup>er</sup> novembre, 20 h 30, le 6<sup>er</sup> novembre, 14 h 30, le 7<sup>er</sup> novembre, 20 h 30, le 8<sup>er</sup> novembre, 14 h 30, le 9<sup>er</sup> novembre, 20 h 30, le 10<sup>er</sup> novembre, 14 h 30, le 11<sup>er</sup> novembre, 20 h 30, le 12<sup>er</sup> novembre, 14 h 30, le 13<sup>er</sup> novembre, 20 h 30, le 14<sup>er</sup> novembre, 14 h 30, le 15<sup>er</sup> novembre, 20 h 30, le 16<sup>er</sup> novembre, 14 h 30, le 17<sup>er</sup> novembre, 20 h 30, le 18<sup>er</sup> novembre, 14 h 30, le 19<sup>er</sup> novembre, 20 h 30, le 20<sup>er</sup> novembre, 14 h 30, le 21<sup>er</sup> novembre, 20 h 30, le 22<sup>er</sup> novembre, 14 h 30, le 23<sup>er</sup> novembre, 20 h 30, le 24<sup>er</sup> novembre, 14 h 30, le 25<sup>er</sup> novembre, 20 h 30, le 26<sup>er</sup> novembre, 14 h 30, le 27<sup>er</sup> novembre, 20 h 30, le 28<sup>er</sup> novembre, 14 h 30, le 29<sup>er</sup> novembre, 20 h 30, le 30<sup>er</sup> novembre, 14 h 30, le 1<sup>er</sup> décembre, 20 h 30, le 2<sup>er</sup> décembre, 14 h 30, le 3<sup>er</sup> décembre, 20 h 30, le 4<sup>er</sup> décembre, 14 h 30, le 5<sup>er</sup> décembre, 20 h 30, le 6<sup>er</sup> décembre, 14 h 30, le 7<sup>er</sup> décembre, 20 h 30, le 8<sup>er</sup> décembre, 14 h 30, le 9<sup>er</sup> décembre, 20 h 30, le 10<sup>er</sup> décembre, 14 h 30, le 11<sup>er</sup> décembre, 20 h 30, le 12<sup>er</sup> décembre, 14 h 30, le 13<sup>er</sup> décembre, 20 h 30, le 14<sup>er</sup> décembre, 14 h 30, le 15<sup>er</sup> décembre, 20 h 30, le 16<sup>er</sup> décembre, 14 h 30, le 17<sup>er</sup> décembre, 20 h 30, le 18<sup>er</sup> décembre, 14 h 30, le 19<sup>er</sup> décembre, 20 h 30, le 20<sup>er</sup> décembre, 14 h 30, le 21<sup>er</sup> décembre, 20 h 30, le 22<sup>er</sup> décembre, 14 h 30, le 23<sup>er</sup> décembre, 20 h 30, le 24<sup>er</sup> décembre, 14 h 30, le 25<sup>er</sup> décembre, 20 h 30, le 26<sup>er</sup> décembre, 14 h 30, le 27<sup>er</sup> décembre, 20 h 30, le 28<sup>er</sup> décembre, 14 h 30, le 29<sup>er</sup> décembre, 20 h 30, le 30<sup>er</sup> décembre, 14 h 30, le 31<sup>er</sup> décembre, 20 h 30, le 1<sup>er</sup> janvier, 14 h 30, le 2<sup>er</sup> janvier, 20 h 30, le 3<sup>er</sup> janvier, 14 h 30, le 4<sup>er</sup> janvier, 20 h 30, le 5<sup>er</sup> janvier, 14 h 30, le 6<sup>er</sup> janvier, 20 h 30, le 7<sup>er</sup> janvier, 14 h 30, le 8<sup>er</sup> janvier, 20 h 30, le 9<sup>er</sup> janvier, 14 h 30, le 10<sup>er</sup> janvier, 20 h 30, le 11<sup>er</sup> janvier, 14 h 30, le 12<sup>er</sup> janvier, 20 h 30, le 13<sup>er</sup> janvier, 14 h 30, le 14<sup>er</sup> janvier, 20 h 30, le 15<sup>er</sup> janvier, 14 h 30, le 16<sup>er</sup> janvier, 20 h 30, le 17<sup>er</sup> janvier, 14 h 30, le 18<sup>er</sup> janvier, 20 h 30, le 19<sup>er</sup> janvier, 14 h 30, le 20<sup>er</sup> janvier, 20 h 30, le 21<sup>er</sup> janvier, 14 h 30, le 22<sup>er</sup> janvier, 20 h 30, le 23<sup>er</sup> janvier, 14 h 30, le 24<sup>er</sup> janvier, 20 h 30, le 25<sup>er</sup> janvier, 14 h 30, le 26<sup>er</sup> janvier, 20 h 30, le 27<sup>er</sup> janvier, 14 h 30, le 28<sup>er</sup> janvier, 20 h 30, le 29<sup>er</sup> janvier, 14 h 30, le 30<sup>er</sup> janvier, 20 h 30, le 31<sup>er</sup> janvier, 14 h 30, le 1<sup>er</sup> février, 20 h 30, le 2<sup>er</sup> février, 14 h 30, le 3<sup>er</sup> février, 20 h 30, le 4<sup>er</sup> février, 14 h 30, le 5<sup>er</sup> février, 20 h 30, le 6<sup>er</sup> février, 14 h 30, le 7<sup>er</sup> février, 20 h 30, le 8<sup>er</sup> février, 14 h 30, le 9<sup>er</sup> février, 20 h 30, le 10<sup>er</sup> février, 14 h 30, le 11<sup>er</sup> février, 20 h 30, le 12<sup>er</sup> février, 14 h 30, le 13<sup>er</sup> février, 20 h 30, le 14<sup>er</sup> février, 14 h 30, le 15<sup>er</sup> février, 20 h 30, le 16<sup>er</sup> février, 14 h 30, le 17<sup>er</sup> février, 20 h 30, le 18<sup>er</sup> février, 14 h 30, le 19<sup>er</sup> février, 20 h 30, le 20<sup>er</sup> février, 14 h 30, le 21<sup>er</sup> février, 20 h 30, le 22<sup>er</sup> février, 14 h 30, le 23<sup>er</sup> février, 20 h 30, le 24<sup>er</sup> février, 14 h 30, le 25<sup>er</sup> février, 20 h 30, le 26<sup>er</sup> février, 14 h 30, le 27<sup>er</sup> février, 20 h 30, le 28<sup>er</sup> février, 14 h 30, le 29<sup>er</sup> février, 20 h 30, le 30<sup>er</sup> février, 14 h 30, le 31<sup>er</sup> février, 20 h 30, le 1<sup>er</sup> mars, 14 h 30, le 2<sup>er</sup> mars, 20 h 30, le 3<sup>er</sup> mars, 14 h 30, le 4<sup>er</sup> mars, 20 h 30, le 5<sup>er</sup> mars, 14 h 30, le 6<sup>er</sup> mars, 20 h 30, le 7<sup>er</sup> mars, 14 h 30, le 8<sup>er</sup> mars, 20 h 30, le 9<sup>er</sup> mars, 14 h 30, le 10<sup>er</sup> mars, 20 h 30, le 11<sup>er</sup> mars, 14 h 30, le 12<sup>er</sup> mars, 20 h 30, le 13<sup>er</sup> mars, 14 h 30, le 14<sup>er</sup> mars, 20 h 30, le 15<sup>er</sup> mars, 14 h 30, le 16<sup>er</sup> mars, 20 h 30, le 17<sup>er</sup> mars, 14 h 30, le 18<sup>er</sup> mars, 20 h 30, le 19<sup>er</sup> mars, 14 h 30, le 20<sup>er</sup> mars, 20 h 30, le 21<sup>er</sup> mars, 14 h 30, le 22<sup>er</sup> mars, 20 h 30, le 23<sup>er</sup> mars, 14 h 30, le 24<sup>er</sup> mars, 20 h 30, le 25<sup>er</sup> mars, 14 h 30, le 26<sup>er</sup> mars, 20 h 30, le 27<sup>er</sup> mars, 14 h 30, le 28<sup>er</sup> mars, 20 h 30, le 29<sup>er</sup> mars, 14 h 30, le 30<sup>er</sup> mars, 20 h 30, le 31<sup>er</sup> mars, 14 h 30, le 1<sup>er</sup> avril, 20 h 30, le 2<sup>er</sup> avril, 14 h 30, le 3<sup>er</sup> avril, 20 h 30, le 4<sup>er</sup> avril, 14 h 30, le 5<sup>er</sup> avril, 20 h 30, le 6<sup>er</sup> avril, 14 h 30, le 7<sup>er</sup> avril, 20 h 30, le 8<sup>er</sup> avril, 14 h 30, le 9<sup>er</sup> avril, 20 h 30, le 10<sup>er</sup> avril, 14 h 30, le 11<sup>er</sup> avril, 20 h 30, le 12<sup>er</sup> avril, 14 h 30, le 13<sup>er</sup> avril, 20 h 30, le 14<sup>er</sup> avril, 14 h 30, le 15<sup>er</sup> avril, 20 h 30, le 16<sup>er</sup> avril, 14 h 30, le 17<sup>er</sup> avril, 20 h 30, le 18<sup>er</sup> avril, 14 h 30, le 19<sup>er</sup> avril, 20 h 30, le 20<sup>er</sup> avril, 14 h 30, le 21<sup>er</sup> avril, 20 h 30, le 22<sup>er</sup> avril, 14 h 30, le 23<sup>er</sup> avril, 20 h 30, le 24<sup>er</sup> avril, 14 h 30, le 25<sup>er</sup> avril, 20 h 30, le 26<sup>er</sup> avril, 14 h 30, le 27<sup>er</sup> avril, 20 h 30, le 28<sup>er</sup> avril, 14 h 30, le 29<sup>er</sup> avril, 20 h 30, le 30<sup>er</sup> avril, 14 h 30, le 31<sup>er</sup> avril, 20 h 30, le 1<sup>er</sup> mai, 14 h 30, le 2<sup>er</sup> mai, 20 h 30, le 3<sup>er</sup> mai, 14 h 30, le 4<sup>er</sup> mai, 20 h 30, le 5<sup>er</sup> mai, 14 h 30, le 6<sup>er</sup> mai, 20 h 30, le 7<sup>er</sup> mai, 14 h 30, le 8<sup>er</sup> mai, 20 h 30, le 9<sup>er</sup> mai, 14 h 30, le 10<sup>er</sup> mai, 20 h 30, le 11<sup>er</sup> mai, 14 h 30, le 12<sup>er</sup> mai, 20 h 30, le 13<sup>er</sup> mai, 14 h 30, le 14<sup>er</sup> mai, 20 h 30, le 15<sup>er</sup> mai, 14 h 30, le 16<sup>er</sup> mai, 20 h 30, le 17<sup>er</sup> mai, 14 h 30, le 18<sup>er</sup> mai, 20 h 30, le 19<sup>er</sup> mai, 14 h 30, le 20<sup>er</sup> mai, 20 h 30, le 21<sup>er</sup> mai, 14 h 30, le 22<sup>er</sup> mai, 20 h 30, le 23<sup>er</sup> mai, 14 h 30, le 24<sup>er</sup> mai, 20 h 30, le 25<sup>er</sup> mai, 14 h 30, le 26<sup>er</sup> mai, 20 h 30, le 27<sup>er</sup> mai, 14 h 30, le 28<sup>er</sup> mai, 20 h 30, le 29<sup>er</sup> mai, 14 h 30, le 30<sup>er</sup> mai, 20 h 30, le 31<sup>er</sup> mai, 14 h 30, le 1<sup>er</sup> juin, 20 h 30, le 2<sup>er</sup> juin, 14 h 30, le 3<sup>er</sup> juin, 20 h 30, le 4<sup>er</sup> juin, 14 h 30, le 5<sup>er</sup> juin, 20 h 30, le 6<sup>er</sup> juin, 14 h 30, le 7<sup>er</sup> juin, 20 h 30, le 8<sup>er</sup> juin, 14 h 30, le 9<sup>er</sup> juin, 20 h 30, le 10<sup>er</sup> juin, 14 h 30, le 11<sup>er</sup> juin, 20 h 30, le 12<sup>er</sup> juin, 14 h 30, le 13<sup>er</sup> juin, 20 h 30, le 14<sup>er</sup> juin, 14 h 30, le 15<sup>er</sup> juin, 20 h 30, le 16<sup>er</sup> juin, 14 h 30, le 17<sup>er</sup> juin, 20 h 30, le 18<sup>er</sup> juin, 14 h 30, le 19<sup>er</sup> juin, 20 h 30, le 20<sup>er</sup> juin, 14 h 30, le 21<sup>er</sup> juin, 20 h 30, le 22<sup>er</sup> juin, 14 h 30, le 23<sup>er</sup> juin, 20 h 30, le 24<sup>er</sup> juin, 14 h 30, le 25<sup>er</sup> juin, 20 h 30, le 26<sup>er</sup> juin, 14 h 30, le 27<sup>er</sup> juin, 20 h 30, le 28<sup>er</sup> juin, 14 h 30, le 29<sup>er</sup> juin, 20 h 30, le 30<sup>er</sup> juin, 14 h 30, le 31<sup>er</sup> juin, 20 h 30, le 1<sup>er</sup> juillet, 14 h 30, le 2<sup>er</sup> juillet, 20 h 30, le 3<sup>er</sup> juillet, 14 h 30, le 4<sup>er</sup> juillet, 20 h 30, le 5<sup>er</sup> juillet, 14 h 30, le 6<sup>er</sup> juillet, 20 h 30, le 7<sup>er</sup> juillet, 14 h 30, le 8<sup>er</sup> juillet, 20 h 30, le 9<sup>er</sup> juillet, 14 h 30, le 10<sup>er</sup> juillet, 20 h 30, le 11<sup>er</sup> juillet, 14 h 30, le 12<sup>er</sup> juillet, 20 h 30, le 13<sup>er</sup> juillet, 14 h 30, le 14<sup>er</sup> juillet, 20 h 30, le 15<sup>er</sup> juillet, 14 h 30, le 16<sup>er</sup> juillet, 20 h 30, le 17<sup>er</sup> juillet, 14 h 30, le 18<sup>er</sup> juillet, 20 h 30, le 19<sup>er</sup> juillet, 14 h 30, le 20<sup>er</sup> juillet, 20 h 30, le 21<sup>er</sup> juillet, 14 h 30, le 22<sup>er</sup> juillet, 20 h 30, le 23<sup>er</sup> juillet, 14 h 30, le 24<sup>er</sup> juillet, 20 h 30, le 25<sup>er</sup> juillet, 14 h 30, le 26<sup>er</sup> juillet, 20 h 30, le 27<sup>er</sup> juillet, 14 h 30, le 28<sup>er</sup> juillet, 20 h 30, le 29<sup>er</sup> juillet, 14 h 30, le 30<sup>er</sup> juillet, 20 h 30, le 31<sup>er</sup> juillet, 14 h 30, le 1<sup>er</sup> août, 20 h 30, le 2<sup>er</sup> août, 14 h 30, le 3<sup>er</sup> août, 20 h 30, le 4<sup>er</sup> août, 14 h 30, le 5<sup>er</sup> août, 20 h 30, le 6<sup>er</sup> août, 14 h 30, le 7<sup>er</sup> août, 20 h 30, le 8<sup>er</sup> août, 14 h 30, le 9<sup>er</sup> août, 20 h 30, le 10<sup>er</sup> août, 14 h 30, le 11<sup>er</sup> août, 20 h 30, le 12<sup>er</sup> août, 14 h 30, le 13<sup>er</sup> août, 20 h 30, le 14<sup>er</sup> août, 14 h 30, le 15<sup>er</sup> août, 20 h 30, le 16<sup>er</sup> août, 14 h 30, le 17<sup>er</sup> août, 20 h 30, le 18<sup>er</sup> août, 14 h 30, le 19<sup>er</sup> août, 20 h 30, le 20<sup>er</sup> août, 14 h 30, le 21<sup>er</sup> août, 20 h 30, le 22<sup>er</sup> août, 14 h 30, le 23<sup>er</sup> août, 20 h 30, le 24<sup>er</sup> août, 14 h 30, le 25<sup>er</sup> août, 20 h 30, le 26<sup>er</sup> août, 14 h 30, le 27<sup>er</sup> août, 20 h 30, le 28<sup>er</sup> août, 14 h 30, le 29<sup>er</sup> août, 20 h 30, le 30<sup>er</sup> août, 14 h 30, le 31<sup>er</sup> août, 20 h 30, le 1<sup>er</sup> septembre, 14 h 30, le 2<sup>er</sup> septembre, 20 h 30, le 3<sup>er</sup> septembre, 14 h 30, le 4<sup>er</sup> septembre, 20 h 30, le 5<sup>er</sup> septembre, 14 h 30, le 6<sup>er</sup> septembre, 20 h 30, le 7<sup>er</sup> septembre, 14 h 30, le 8<sup>er</sup> septembre, 20 h 30, le 9<sup>er</sup> septembre, 14 h 30, le 10<sup>er</sup> septembre, 20 h 30, le 11<sup>er</sup> septembre, 14 h 30, le 12<sup>er</sup> septembre, 20 h 30, le 13<sup>er</sup> septembre, 14 h 30, le 14<sup>er</sup> septembre, 20 h 30, le 15<sup>er</sup> septembre, 14 h 30, le 16<sup>er</sup> septembre, 20 h 30, le 17<sup>er</sup> septembre, 14 h 30, le 18<sup>er</sup> septembre, 20 h 30, le 19<sup>er</sup> septembre, 14 h 30, le 20<sup>er</sup> septembre, 20 h 30, le 21<sup>er</sup> septembre, 14 h 30, le 22<sup>er</sup> septembre, 20 h 30, le 23<sup>er</sup> septembre, 14 h 30, le 24<sup>er</sup> septembre, 20 h 30, le 25<sup>er</sup> septembre, 14 h 30, le 26<sup>er</sup> septembre, 20 h 30, le 27<sup>er</sup> septembre, 14 h 30, le 28<sup>er</sup> septembre, 20 h 30, le 29<sup>er</sup> septembre, 14 h 30, le 30<sup>er</sup> septembre, 20 h 30, le 31<sup>er</sup> septembre, 14 h 30, le







150.000

Le Monde

économie

SOCIAL

APRÈS DES INCIDENTS

Retour au calme à l'usine Citroën d'Aulnay

Le responsable de la CGT, M. Akka Ghazi a été blessé dans une échauffourée avec les forces de police

Le travail a repris dans toutes les usines Citroën et la situation était redevenue calme, peu avant 10 heures, le 31 août, à l'intérieur et aux alentours de l'établissement d'Aulnay-sous-Bois où des incidents s'étaient produits dans la matinée. Vers 8 heures, M. Akka Ghazi, secrétaire de la section CGT d'Aulnay avait en effet été blessé à l'arcade sourcilnière au cours d'une échauffourée avec les forces de police et avait dû être dirigé vers l'hôpital Robert-Ballanger d'Aulnay-Villepinte.

Tandis que, le 30 août, la reprise du travail de la deuxième équipe d'après-midi à Aulnay avait donné lieu à des manifestations très nerveuses (voir encadré), le tout début de la matinée du 31 août, avec la venue des ouvriers de la première équipe, a été plus agité. A l'arrivée des cars transportant les non-licenciés, la CGT a d'abord tenté d'appeler les ouvriers à se solidariser avec les licenciés qui s'étaient rassemblés sur le parking. Puis, les travailleurs franchissant finalement les sas grillagés mis en place par la direction de Citroën, la CGT a appelé à des débrayages dans les ateliers.

Les délégués syndicaux rentraient à leur tour, tandis que M. Akka Ghazi se refusait, lui, au nom « de la démocratie syndicale » à emprunter ce dispositif. C'est alors que se produisit l'incident le plus sérieux. A la suite d'une bousculade avec les forces de l'ordre, le dirigeant syndical se retrouva à terre, les vêtements déchirés. Un coup de matraque est tombé à l'origine de l'éclatement de son arcade sourcilnière.

Les manifestants aux cris de « Calvet assassin » se regroupèrent tandis que des ouvriers au travail sortaient des ateliers.

A 10 heures, les responsables CGT tenaient un dernier meeting devant les portes de l'usine auquel participaient deux cents des huit cent soixante-licenciés environ (mille cinq cents suppression d'emplois ont été décidés au total, sur un effectif de six mille neuf cent salariés), et auquel assistaient, par-delà les grilles, de tout petits

groupes d'ouvriers non-licenciés. La dispersion était alors proclamée par les syndicalistes qui donnaient rendez-vous aux travailleurs, pour le lundi 3 septembre et le mardi 4 au matin, et annonçaient une réunion des salariés de Citroën, le 3 septembre à 15 heures, dans les locaux de la Bourse du travail à Bobigny.

Au même moment, on apprenait que, dans les ateliers, le travail avait repris à plus de 90 % alors que, plus tôt dans la matinée, la direction reconnaissait que les chaînes démarraient lentement et que la CGT déclarait que les ouvriers débrayaient. Ainsi l'usine d'Aulnay-sous-Bois à son tour, redevenait calme, après les usines de Levallois, Nanterre, Asnières, Saint-Ouen et Clichy où aucun incident ne s'était produit.

Par ailleurs, invité d'Europe n° 1, dans la matinée, M. Krasucki, secrétaire général de la CGT, devait notamment déclarer, à propos de Citroën et de Renault-Lorraine, que « les travailleurs ne se laisseront pas faire. Ils ne se laisseront pas dépêcher lambeau par lambeau ».

L'intersyndicale CFTD de Citroën, de son côté, affirmait dans un communiqué qu'« une majorité du personnel (...) était prête aux sacrifices pécuniaires » pour sauver l'emploi et dénonçait « l'ensemble des autres organisations syndicales qui, pour divers motifs et avec des discours variables, se sont employés à caricaturer et à saborder ce combat avec une surprise unanimité ».

« C'est gagné, ils sont entrés »

« Travailleurs, la direction a fait mettre à l'extérieur de l'usine des grilles pour les empêcher d'entrer. Nous n'acceptons pas de passer par ces portes. La CGT a des informations à vous donner. Venez au meeting sur le parking », répètent inlassablement, en français et en arabe, des militants CGT de l'Union départementale de Seine-Saint-Denis et de l'entreprise d'Aulnay, devant les portes de l'usine Citroën.

Il est 14 heures, le 30 août, quand le premier car des ouvriers franchit la grille. En dépit des appels du syndicat, pas un seul ouvrier ne s'approche du parking. Ils présentent leur laissez-passer, ainsi qu'une affiche le leur demandant, aux vigiles qui les attendent derrière les grilles. Un agent de sécurité se penche sur son talkie-walkie et annonce, sans même baisser la voix : « C'est gagné, ils sont entrés. » Puis les cars et les voitures se succèdent ; plus loin sur le parking, ils sont seulement quelques dizaines. Les ouvriers continuent à entrer dans l'usine. C'est alors qu'Akka Ghazi, délégué de la CGT à Aulnay, intervient. Il s'engage dans les barrières et crie : « Ne baissez pas la tête, je ne vous demande pas de ne pas entrer dans l'usine, mais de ne pas passer par ces portes-là. Nous ne sommes pas des animaux. » Aussitôt, c'est la bousculade. Les policiers, discrets jusqu'à présent, reboulent les ouvriers. « Restez sur le parking comme prévu. » Les militants CGT abandonnant leur OG et apportant micros, baffes, camionnettes et tracts à proximité des grilles. Cria, huées, le ton monte. « C'est ça, la liberté française », lancent des immigrés. Un militant saisi Akka Ghazi par le bras. « Calme-toi. »

Ils sont maintenant quelques centaines devant la porte numérotée 3. Va-t-on forcer le cordon des CRS, lorsque soudain le bras qui gardait une porte sans chicanes ? « Non, laissons les forces de l'ordre tranquilles, déclare un militant de la CGT. Allons manifester devant les bâtiments de l'administration. »

Un ouvrier marocain s'élance au sein d'un attroupement. « Je suis venu travailler en France, c'est nous qui avons participé à la construction de ce pays, voilà comment nous sommes remerciés. C'est inadmissible. » Un militant intervient. Il lui demande de rejoindre le cortège qui s'élève au son de « Non aux licenciements » et « Calvet assassin ! »

Un quart d'heure plus tard, devant le bâtiment de l'administration, on lance un nouveau mot d'ordre : « Citroën doit négocier ! » Akka Ghazi reprend le parole. « J'envoie un message à Calvet. Je refuse les licenciements chez Citroën. (...) Depuis 1982 la direction n'a cessé de nous provoquer. (...) Les pouvoirs publics ont accepté les licenciements proposés par la direction pendant que vous étiez en vacances avec vos familles. » Il répète encore : « Je ne vous ai pas demandé de refuser d'entrer. Nous ne sommes pas là pour empêcher les gens de travailler. J'ai demandé qu'on ne nous oblige pas à rentrer par ces grilles. » « Vous avez montré votre unité et votre détermination, conclut-il. Discutez avec vos délégués, nous pourrions nous rencontrer dans les ateliers avec les travailleurs. »

15 h 45. La manifestation se dissout. Sur l'herbe, des petits groupes se forment. « Nous déciderons de l'action à mener quand tous les travailleurs seront informés et auront donné leur avis », répète la CGT.

M.-CHRISTINE ROBERT.

M. Henri Krasucki appelle à une relance de l'action. Il avait, le matin, visité le chantier de la Villette, avant la tenue d'un meeting auquel participèrent des ouvriers venus de la région parisienne.

BONNE TENUE DU DOLLAR

Dans des marchés calmes, le dollar a progressé, vendredi matin 31 août, sur toutes les grandes places financières internationales. Le dollar américain valait 8,6200 F (contre 8,5950 F la veille), 2,8875 DM (contre 2,8855 DM) et 2,4050 FS (contre 2,4015 FS). Les cambistes attribuent cette fermeté

persistante du dollar à des achats de couverture en prévision du long week-end (New-York chômera lundi pour le Labor Day).

L'or a guère varié et se traitait dans la City de Londres aux alentours de 348 dollars l'once (contre 347,55 dollars jeudi soir).

POUR RÉSORBER LE CHOMAGE DES JEUNES

La CFPD et le Syndicat des chômeurs sont favorables à des emplois d'utilité sociale

« La situation des jeunes chômeurs est particulièrement dramatique », souligne M. Pierre Héritier, secrétaire national de la CFPD, dans une interview que publie le journal *la Croix* le 31 août, et il faut « créer des emplois d'utilité sociale ». « Des emplois nouveaux peuvent être créés en prenant en charge les besoins sociaux négligés jusqu'ici », affirme M. Héritier qui se prononce également en faveur du développement des entreprises dites « intermédiaires » qui pourraient employer de jeunes chômeurs ou des chômeurs de longue durée, moyennant des subventions. Il demande enfin la « mise en application rapide » de l'accord paritaire entre le CNPF et les syndicats sur la formation alternée, en réaffirmant que « plusieurs centaines de milliers de jeunes sont concernés par cet accord ».

La progression des dépenses d'assurance-maladie s'est accélérée en juillet

Contrairement aux mois précédents, les dépenses de l'assurance-maladie ont augmenté, à la fin de juillet, sur un rythme annuel de 11,1 % contre 9,5 % en juin et 10,1 % en mai. Cette remontée, précise cependant un communiqué de la Caisse nationale de l'assurance-maladie (CNAM), qui concerne l'ensemble des postes de dépenses revêt un caractère technique. Elle ne constitue pas l'amorce d'un changement de tendance pour les mois à venir.

Le phénomène se manifeste sur le taux de croissance des soins de santé qui s'est élevé à 11,5 % contre 10 % à la fin de juin. Celui des honoraires privés passe à 12,7 % (12 % à la fin de juin) avec une progression de 13 % pour les honoraires médicaux (12,3 % à la fin de juin), due à un mouvement saisonnier, et de 11,7 % pour les honoraires dentaires (11,1 % à la fin de juin).

Quant aux versements aux établissements d'hospitalisation, ils auront progressé de 9,5 % (7,5 % à la fin de juin), l'essentiel étant dû aux dépenses du secteur public (+ 9,2 % contre 7,1 % à la fin de juin), en raison du rattrapage des facturations déjà amorcé le mois dernier et qui porterait le taux de croissance à 10,1 % si l'on prenait en compte les acomptes exceptionnels versés aux établissements publics. Les frais de séjour du secteur privé ont augmenté de 11,6 % contre 10,2 % à la fin de juin.

De leur côté, les prescriptions ont progressé de 12,2 % (10,8 % à la fin de juin) et se décomposent en dépenses de pharmacie (9,2 % contre 7,4 %), d'aides médicales (16,7 % contre 16,4 %) et d'analyses de laboratoires (17,5 % contre 16,6 %). Enfin, les dépenses d'indemnités journalières ont augmenté de 5,7 % contre 4,3 % à la fin de juin.

AVIS D'ENQUÊTE

Communes de Rillieux-la-Pape (Rhône), Miribel, Neyron (Ain)

AUTOROUTE A 46

Section comprise entre Les Echets (RN 53) et Rillieux (CD 71)

Enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et à la modification du plan d'occupation des sols de la communauté urbaine de Lyon secteur nord

En exécution de l'arrêté interpréfectoral des 20 et 25 juillet 1984, l'enquête sera ouverte à la préfecture du Rhône (Direction de la coordination, de l'action économique et des finances de l'Etat, 3<sup>e</sup> bureau), du 19 septembre au 14 novembre 1984 inclus. Le public pourra prendre connaissance sur place du dossier d'enquête chaque jour de 9 h à 16 h, sauf les samedis et dimanches et jours fériés. Toutefois, le dossier d'enquête pourra être consulté par le public pendant deux jours non ouvrables à la préfecture du Rhône au bureau désigné ci-dessous, soit le samedi 13 octobre 1984 de 8 h à 12 h et le samedi 3 novembre 1984 de 14 h à 18 h.

Un dossier sera déposé à l'hôtel de la communauté urbaine de Lyon et dans les mairies de Rillieux-la-Pape (Rhône), Miribel, Neyron (Ain), le public pourra prendre connaissance du dossier aux jours et heures d'ouverture, soit :

- hôtel de la communauté urbaine de Lyon : du lundi au vendredi de 9 h à 16 h, jours fériés exceptés ;

- mairie de Rillieux-la-Pape : du lundi au vendredi de 8 h à 12 h et de 13 h à 17 h ; le samedi de 8 h 30 à 12 h, jours fériés exceptés ;

- mairie de Miribel : du lundi au jeudi de 8 h à 12 h et de 14 h à 18 h, le vendredi de 8 h à 12 h et de 14 h à 17 h, jours fériés exceptés ;

- mairie de Neyron : chaque jour de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30, lundi matin, samedi après-midi et jours fériés exceptés.

Les observations formulées sur l'utilité publique du projet et sur la modification du plan d'occupation des sols de la communauté urbaine de Lyon, secteur nord, seront consignées sur les registres d'enquête ou adressées par écrit à M. Bange, président de la commission d'enquête (préfecture du Rhône).

M. Creston, membre de la commission d'enquête, recevra le public :

- en mairie de Rillieux-la-Pape : le vendredi 9 novembre 1984, de 13 h à 17 h ;

M. Plantier, membre de la commission d'enquête, recevra le public :

- en mairie de Neyron : le samedi 8 novembre 1984, de 13 h 30 à 17 h 30 ;

- en mairie de Miribel : le lundi 12 novembre 1984, de 14 h à 18 h.

Une copie du rapport de la commission d'enquête sur l'utilité publique du projet et sur la modification du plan d'occupation des sols de la communauté urbaine de Lyon, secteur nord, pourra être consultée par le public dans les préfectures du Rhône et de l'Ain, et dans les Mairies suivantes :

RÉUNIONS PUBLIQUES D'INFORMATION

- le lundi 1<sup>er</sup> octobre 1984, à 20 h 30, à la salle des fêtes des Echets ;

- le mercredi 3 octobre 1984, à 20 h 30, salle des fêtes, de Rillieux-la-Pape ;

- le jeudi 4 octobre 1984, à 20 h 30, salle des fêtes de Neyron.

La CGC et la CFTC protestent vigoureusement contre les nominations au Conseil économique et social

La nomination, par le conseil des ministres du 29 août, des quarante personnes qualifiées qui viendront compléter la composition du Conseil économique et social, suscite de vives réactions de la part de la CGC et de la CFTC.

Les deux organisations avaient déjà dénoncé, en son temps, la répartition des sièges réservés aux syndicats. Elles avaient alors fait observer que la place qui leur était attribuée ne correspondait pas à leur influence réelle et notamment aux résultats des élections à la Sécurité sociale. Elles espéraient bien qu'un correctif interviendrait avec la nomination des personnes qualifiées.

Constatant, après la décision du gouvernement, que rien n'était rien, les deux confédérations ont fait connaître, le 30 août, leur profond mécontentement. M. Paul Marchelli, président de la CGC, condamne dans la lettre confédérale hebdomadaire « le sectarisme du PS » qui a présidé aux choix. Qualifiant l'événement de « coup de poignard », il affirme que si, pour le thème de la modernisation, les cadres peuvent comprendre M. Laurent Fabius, leur religion est faite sur la crédibilité du thème du rassemblement.

Tout aussi sévère, la CFTC, dans un communiqué, déclare en persiflant qu'« elle n'a jamais demandé à avoir des représentants dans tous les cabinets ou services ministériels, elle ne sollicite pas davantage la nomination de préfets, elle demande tout simplement l'équité et met en garde le gouvernement contre la transformation de l'Etat en république des copains ».

Interrogé dans *l'Humanité* du 31 août, Philippe Herzog, membre du bureau politique du PCF et figurant parmi les personnalités qualifiées désignées pour siéger au Conseil économique et social déclare : « Le porte-parole du gouvernement a déclaré que ce choix est « équilibré » et « placé sous le signe

de l'ouverture ». C'est faux. Un seul communiste figure sur la liste des quarante, alors que nous présentons plus, non seulement au plan électoral, mais bien plus encore comme force de création et de propositions pour l'économie et la société françaises. En réalité, on a pratiquement évincé les communistes et aussi de nombreuses personnalités de gauche non communistes porteuses d'expériences et de recherches fortes et importantes. »

ITV VEND SA FILIALE CONTINENTAL BAKING

Le groupe international Telephone and Telegraph va vendre sa filiale Continental Baking à la société américaine Ralston Purina pour la somme de 475 millions de dollars.

Continental Baking qui a réalisé un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de dollars en 1983, contrôle 51 boulangeries industrielles, emploie 23 000 personnes et approvisionne 250 000 détaillants en cakes, pains, croissants, etc. Ralston Purina est le premier producteur mondial de nourriture pour les animaux domestiques et d'aliments pour bétail.

Cette cession s'inscrit dans la stratégie d'ITT, engagée depuis cinq ans, qui vise à dégrader le groupe d'un certain nombre de secteurs pour se concentrer principalement sur les télécommunications et l'électronique. ITT a emprunté d'importantes capitaux pour investir dans les nouvelles technologies de la communication et sa dette à moyen et long terme atteint 4,3 milliards de dollars. Les dirigeants de la compagnie ont indiqué que le produit de la cession de Continental Baking allait permettre de réduire l'endettement du groupe.

AVIS D'ENQUÊTE

Communes d'Anse, Ambérieux-d'Azergues, Quincieux, Genay, Cailloux-sur-Fontaines (Rhône), Massieux, Civrux, Mionnay, Miribel (Ain)

AUTOROUTE A 46

Section comprise entre Anse (A 6) et Les Echets (RN 53)

Enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et à la modification du plan d'occupation des sols de la communauté urbaine de Lyon secteur nord

En exécution de l'arrêté interpréfectoral des 20 et 25 juillet 1984, l'enquête sera ouverte à la préfecture du Rhône (Direction de la coordination, de l'action économique et des finances de l'Etat, 3<sup>e</sup> bureau), du 19 septembre au 14 novembre 1984 inclus. Le public pourra prendre connaissance sur place du dossier d'enquête chaque jour de 9 h à 16 h, sauf les samedis et dimanches et jours fériés. Toutefois, le dossier d'enquête pourra être consulté par le public pendant deux jours non ouvrables à la préfecture du Rhône au bureau désigné ci-dessous, soit le samedi 13 octobre 1984 de 8 h à 12 h et le samedi 3 novembre 1984 de 14 h à 18 h.

Un dossier sera déposé à l'hôtel de la communauté urbaine de Lyon et dans les mairies d'Anse, Ambérieux-d'Azergues, Quincieux, Genay, Cailloux-sur-Fontaines (Rhône), Massieux, Civrux, Mionnay, Miribel (Ain), le public pourra prendre connaissance du dossier aux jours et heures d'ouverture, soit :

- hôtel de la communauté urbaine de Lyon : du lundi au vendredi de 9 h à 16 h, jours fériés exceptés ;

- mairie d'Anse : lundi et mercredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h ; mardi et jeudi de 9 h à 12 h ; vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, jours fériés exceptés ;

- mairie d'Ambérieux-d'Azergues : lundi, mercredi et vendredi de 13 h 30 à 16 h 30, jours fériés exceptés ;

- mairie de Quincieux : chaque jour de 9 h à 12 h et de 15 h 30 à 17 h 30, mercredi après-midi, samedi après-midi et jours fériés exceptés ;

- mairie de Genay : chaque jour de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 18 h, mercredi après-midi, samedi après-midi et jours fériés exceptés ;

- mairie de Cailloux-sur-Fontaines : chaque jour de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h, samedi après-midi et jours fériés exceptés ;

- mairie de Massieux : du lundi au vendredi de 14 h à 18 h, le samedi de 9 h à 12 h, jours fériés exceptés ;

- mairie de Civrux : le mercredi de 14 h à 18 h et le samedi de 9 h à 12 h, jours fériés exceptés ;

- mairie de Mionnay : du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h, le samedi de 9 h à 12 h, jours fériés exceptés ;

- mairie de Miribel : du lundi au jeudi de 8 h à 12 h et de 14 h à 18 h, le vendredi de 8 h à 12 h et de 14 h à 17 h, jours fériés exceptés.

Les observations formulées sur l'utilité publique du projet et sur la modification du plan d'occupation des sols de la communauté urbaine de Lyon, secteur nord, seront consignées sur les registres d'enquête ou adressées par écrit à M. Morel, président de la commission d'enquête (préfecture du Rhône).

M. Trossévin, membre de la commission d'enquête, recevra le public :

- en mairie d'Anse : le lundi 5 novembre 1984, de 14 h à 17 h ;

- en mairie d'Ambérieux-d'Azergues : le mercredi 7 novembre 1984, de 13 h 30 à 17 h 30 ;

- en mairie de Quincieux : le jeudi 8 novembre et le vendredi 9 novembre 1984, de 14 h à 17 h 30 ;

- en mairie de Genay : le samedi 10 novembre 1984, de 9 h à 11 h 30 ;

- en mairie de Cailloux-sur-Fontaines : le mardi 13 novembre 1984, de 14 h à 18 h.

M. Debonne, membre de la commission d'enquête, recevra le public :

- en mairie de Massieux : le jeudi 8 novembre 1984, de 14 h à 18 h ;

- en mairie de Civrux : le mercredi 7 novembre 1984, de 14 h à 18 h ;

- en mairie de Mionnay : le vendredi 9 novembre 1984, de 8 h 30 à 12 h ;

- en mairie de Miribel : le lundi 12 novembre 1984, de 14 h à 18 h.

Une copie du rapport de la commission d'enquête sur l'utilité publique du projet et sur la modification du plan d'occupation des sols de la communauté urbaine de Lyon, secteur nord, pourra être consultée par le public dans les préfectures du Rhône et de l'Ain, et la sous-préfecture de Villefranche-sur-Saône et dans les mairies concernées.

RÉUNIONS PUBLIQUES D'INFORMATION

- le mercredi 19 septembre 1984, à 20 h 30, salle Lucien-Blanchard, mairie d'Anse ;

- le jeudi 20 septembre 1984, à 20 h 30, à la salle des fêtes d'Ambérieux-d'Azergues ;

- le vendredi 21 septembre 1984, à 20 h 30, à la maison des jeunes et de la culture de Quincieux ;

- le mardi 25 septembre 1984, à 20 h 30, en mairie de Genay ;

- le mercredi 26 septembre 1984, à 20 h 30, à la salle des fêtes de Cailloux-sur-Fontaines ;

- le jeudi 27 septembre 1984, à 20 h 30, à la salle polyvalente de Massieux ;

- le vendredi 28 septembre 1984, à 20 h 30, en mairie de Civrux ;

- le mardi 2 octobre 1984, à 20 h 30, en mairie de Mionnay ;

- le lundi 1<sup>er</sup> octobre 1984, à 20 h 30, à la salle des fêtes des Echets.



# SOCIAL

## LE SAUVETAGE DE CREUSOT-LOIRE

- 2 500 emplois sont supprimés
- Dix mois de formation pour les licenciés

Les repreneurs éventuels de Creusot-Loire ont déposé, le 31 août, auprès des syndicats de l'entreprise en cessation de paiement depuis le 28 juin une lettre qui précise leurs intentions. Auparavant, Fives-Lille, Framatome, Usinor et quatre banques avaient signé un document sur leurs engagements réciproques (le Monde du 31 août).

La répartition du capital, son montant (250 millions de francs), le prix de reprise (450 millions de francs, y compris la traction), le périmètre de reprise, étaient déjà connus. Il n'y a pas de surprise.

Sur le plan social 5 200 personnes sont maintenues sur les sites du Creusot et de Saint-Chamond, ce qui, pour le Creusot, représente une suppression de 1 800 emplois, soit un tiers des effectifs. Encore les repreneurs ont-ils précisé, avec l'accord des pouvoirs publics, que 940 suppressions d'emplois supplémentaires seront nécessaires si le carnet de commandes ne se redresse pas dans l'année qui vient.

On précise, en outre, au ministère du redéploiement industriel, que toutes les filiales qui restent dans le giron de Creusot-Loire (Clecim, Neyric, Martin, SMF International, Clextral, Mecanica Pesada principalement) sont reprises avec l'intégration de leurs effectifs. Ainsi 10 300 personnes resteront dans le périmètre du groupe, repris sur le territoire national, à comparer à 12 800 emplois antérieurement.

C'est dire que les difficultés sociales touchent essentiellement la Saône-et-Loire. Aussi les pouvoirs publics sont-ils en train de mettre la dernière main à un plan social ambitieux pour ce département. La ville du Creusot étant un pôle de conversion, les salariés qui perdront leur emploi bénéficieront de mesures spécifiques à ces pôles (allocation temporaire dégressive, congés de conversion). Mais chacun d'entre eux se verra en outre proposer dix mois de formation ne portant pas atteinte à leur droit aux allocations ASSEDIC, un dispositif comparable à celui mis en place pour Citroën. Une cellule « emploi et formation » auprès du commissaire de la République va être renforcée pour permettre le suivi individuel de ces dispositions. Le gouvernement fera en outre à la mi-septembre le

### Nomination

M. FRANCIS GRANGETTE reconduit à la présidence de la COFACE. — M. Francis GRANGETTE, président de la Compagnie française d'assurances pour le commerce extérieur (COFACE), a été reconduit à la présidence du conseil d'administration de cette société nationale lors du conseil des ministres du 29 août 1984. Conseiller-maître à la Cour des comptes, M. GRANGETTE est à la tête de la COFACE depuis janvier 1982.

● ERRATUM. — Une erreur nous a fait écrire dans certaines de nos éditions d'hier (article de première page consacré à la réduction des impôts) que la taxe professionnelle baisserait de 10 % en 1985. C'est 10 milliards de francs qu'il faut lire, chiffre qu'avait annoncé M. Mitterrand en juillet.

BRUNO DETHOMAS.

# ÉTRANGER

## EN GRANDE-BRETAGNE

### Malgré un demi-échec de la grève des dockers

M<sup>me</sup> Thatcher pourrait être forcée de négocier avec les syndicats

Londres. — En partie en raison des divisions existant à la base, les grèves des houillères et des ports de Grande-Bretagne n'ont eu, jusqu'à présent, ni l'ampleur ni l'impact escomptés par les dirigeants des organisations syndicales concernées. Jeudi 30 août, quatre ports parmi les plus importants, Felixstowe, Douvres, Grimsby et Immingham, ont voté à une majorité écrasante en faveur de la reprise du travail, tandis qu'à Tilbury, principal port de la région londonienne, la consultation de la base se faisait dans une grande confusion qui privait le syndicat du satisfait enthousiaste qu'il attendait de ce port réuni pour son militantisme. Cependant, en dépit de débuts lents, chaotiques, souvent extrêmement confus, la grève des dockers touche la majorité des grands ports et paralyse quand même 37 % du commerce non pétrolier (contre 45 % mardi). Et l'on peut compter sur les militants du TGWU, dont la combativité contraste souvent avec l'indécision de la base, pour faire respecter la discipline syndicale là où ils le jugent nécessaire. L'efficacité de leurs piquets, notamment à Tilbury considéré comme un port-test, sera cruciale pour l'avenir de la grève.

En ce qui concerne le conflit des houillères, le quart de la main-d'œuvre refuse obstinément depuis cinq mois et demi de se joindre à la grève déclenchée en mars dernier par le syndicat des mineurs

### De notre correspondant

(NUM). Vu sous un autre angle, cela signifie que les trois quarts des guesiers noirs et des puits de mines sont inactifs depuis près d'une année. La campagne en faveur de la reprise du travail menée par la direction des charbonnages durant les dernières semaines a eu des résultats insignifiants. Pour éviter tout risque de débordement de la part des ouvriers hostiles à sa politique, le NUM a néanmoins décidé de placer des piquets de grève à l'entrée de tous les puits et dépôts de charbon du pays lundi prochain, jour choisi par un groupe de non-grévistes pour amorcer un mouvement de retour au travail dans les bassins en grève.

### L'inquiétude du gouvernement

Le même jour, à l'ouverture du congrès annuel des syndicats, le leader du NUM pourra se présenter comme l'homme qui a su le premier, avec l'aide des dockers, contraindre le chef du gouvernement à tenir compte des syndicats après les avoir si longtemps ignorés. Pour l'opposition travailliste qui songe à demander le rappel du Parlement, l'annulation du voyage de M<sup>me</sup> Thatcher en Asie prouve que le cabinet conservateur a abandonné la théorie selon laquelle les grèves existantes n'ont qu'un impact limité sur l'activité économique. Le Labour en déduit aussi que M<sup>me</sup> Thatcher s'apprête à

renoncer à sa politique non interventionniste et à participer activement à la recherche d'une solution aux conflits des ports et des houillères.

Cependant, si le report du voyage de M<sup>me</sup> Thatcher révèle une inquiétude croissante dans les milieux gouvernementaux, il n'est pas certain qu'il faille y voir la preuve de la conversion du premier ministre aux mérites de la médiation. Certains observateurs pensent ainsi que M<sup>me</sup> Thatcher a renoncé aux plaisirs de la Malaisie et de Singapour pour de simples raisons d'image politique. Des reportages de télévision montrant tous les soirs, pendant deux semaines, le premier ministre se pressant dans des joques chargées de fruits au moment où la Grande-Bretagne traverse une crise sociale la plus aiguë des cinq dernières années auraient été mal venus.

Cependant, si les grèves s'éternisent, M<sup>me</sup> Thatcher pourrait finalement se voir obligée d'intervenir directement dans les deux grands conflits du jour. D'autant que, après la vague de grèves du winter of discontent (l'hiver du mécontentement de 1978-1979), les conservateurs avaient été portés au pouvoir avec pour tâche de mettre fin à l'agitation sociale. A l'inverse, il est vrai que les Britanniques pourraient tout aussi bien s'écarter du Parti travailliste (légèrement en tête dans les sondages) traditionnellement associé aux syndicats dans l'esprit d'une grande partie du public.

(A.P.F.)

## POUR FACILITER LA CONCLUSION D'UN PACTE SOCIAL

### Le gouvernement espagnol est prêt à faire des concessions au patronat et aux syndicats

Madrid. — Représentants des centrales syndicales, du patronat et du ministère du travail se réunissent à nouveau jeudi 30 août, pour débattre de la conclusion d'un pacte social valable jusqu'à la fin de l'année 1986, c'est-à-dire jusqu'au terme de l'actuelle législature (le Monde du 28 juillet). Ouverte le 26 juillet et interrompue par une brève pause estivale, cette négociation, qui a repris dans une atmosphère d'optimisme modéré, est maintenant entrée dans le vif du sujet.

Après avoir pris connaissance des revendications des interlocuteurs sociaux, le gouvernement a convenu de considérer les concessions qu'il est prêt à consentir pour rendre l'accord possible. La première porte sur la croissance de l'investissement public, réclamée de concert par le patronat et les syndicats. Le ministre du travail, M. Joaquim Almunia, a proposé une augmentation de 8 % en 1985, alors que la provision initiale n'était que de 4,7 %. Il n'est pas sûr toutefois que ce nouveau pour-

### De notre correspondant

centage apparaisse suffisant, car il correspond grosso modo au rythme prévu de l'inflation, ce qui signifie qu'en termes réels l'investissement public devrait stagner en 1985. Or, le patronat et les syndicats estiment qu'il doit augmenter de manière substantielle, soit qu'il s'agisse pour les patrons de l'utiliser comme moteur de l'activité privée, soit qu'il permette au contraire, comme le souhaitent les syndicats, de se substituer à un investissement privé déclinant.

La seconde concession avancée par le gouvernement s'adresse aux syndicats. Elle consiste à reporter à 1986 l'entrée en vigueur d'une loi des retraites qui suscite de grandes appréhensions parmi les représentants des travailleurs. Quel que soit le moment de son entrée en vigueur, elle se révélera de toute manière insupportable, à ce point fait valoir M. Almunia. Décidé à réduire le

déficit croissant de la Sécurité sociale, le gouvernement considère, en effet, que le secteur des pensions de retraite mérite un traitement prioritaire. D'une part, parce que le nombre des retraités croît actuellement de 4 % par an (il devrait atteindre 14 % de la population totale en 1993, soit le double du pourcentage de 1950), et de l'autre parce que le niveau moyen des allocations auxquelles ils ont droit ne cesse de s'élever.

Les dépenses liées à ce secteur devraient donc passer de 2 140 milliards à 5 300 milliards de pesetas (de 115 milliards à 286 milliards de francs) entre 1985 et 1993 si aucune mesure n'est prise pour freiner cette évolution. Aussi la nouvelle loi prévoit-elle une sensible réduction des retraites versées. Selon le quotidien *El País*, le projet remis par M. Almunia aux interlocuteurs sociaux lors de leur dernière réunion se traduirait par une baisse moyenne de 80 000 pesetas (4 320 F) par an et par retraité. Ces dispositions ne s'appliqueraient toutefois qu'aux nouveaux pensionnés, sans effet rétroactif. Elles devraient inciter les travailleurs à recourir davantage aux caisses privées de retraite, qui ne jouent actuellement en Espagne qu'un rôle marginal.

Si les syndicats cherchent à retarder l'échéance, le patronat demande au contraire l'entrée en vigueur rapide de ces nouvelles dispositions, dans l'espoir qu'elles permettront une réduction du niveau de ses cotisations à la Sécurité sociale. Mais la revendication principale des chefs d'entreprise porte aujourd'hui sur la baisse des taux d'intérêt, le coût excessif de l'argent décourageant, selon eux, l'investissement privé. La décision prise durant ces dernières semaines par les principales banques espagnoles de commencer à réduire leurs taux (inversant ainsi la tendance de ces dernières années) a été jugée insuffisante par le patronat. Celui-ci considère qu'une baisse durable ne pourra pas être enregistrée tant que le poids du financement du déficit public fera pression à la hausse sur les taux (le Monde du 21 août).

THIERRY MALIMAK.

# AGRICULTURE

## LES PROFESSIONNELLS S'INQUÈTENT DE LA BAISSSE DES PRIX DES CÉRÉALES

Au fur et à mesure que l'Office national interprofessionnel des céréales (ONIC) affine ses prévisions, la récolte de 1984 s'annonce de plus en plus exceptionnelle. La collecte totale, toutes céréales confondues, selon la note du 27 août, devrait atteindre 44 388 000 tonnes, contre 36 705 000 tonnes en 1982, soit une progression de 20,9 %.

Le blé tendre à lui seul représente une collecte de 26,9 millions de tonnes, contre 21,2 millions en 1983, soit une progression de 26,8 %. Il est vrai que les surfaces emblavées sont en progression de 6,2 % (près de 5 millions d'hectares contre 4,7 millions en 1983), mais les rendements ont eux aussi fait un « bond » de 19,9 %, passant de 51,9 quintaux à l'hectare en 1983 à 62,2 quintaux en 1984.

La collecte des orges montre une progression encore plus spectaculaire (+ 33,6 %), passant de 5 526 600 tonnes en 1983 à 7 382 000 tonnes en 1984 pour des surfaces ayant diminué de 1,1 %. Les rendements ayant progressé de 3,4 %, et les rendements à l'hectare baissés de 3,7 %.

Seul le maïs fait exception avec une baisse de la collecte de 2,8 %. Celle-ci régresse de 8 665 000 tonnes en 1983 à 8 618 000 tonnes en 1984, les surfaces emblavées ayant progressé de 3,4 %, et les rendements à l'hectare baissés de 3,7 %.

Cette récolte exceptionnelle de blé et d'orge « constitue une chance pour la France à condition de ne pas la brader », affirme mardi 28 août, un communiqué commun des grandes organisations céréalières françaises. « La marché mondial reste très acheteur, et rien ne justifie les prix anormalement bas constatés », indique notamment ce texte. Les céréaliers demandent une audience commune au ministre de l'Agriculture, M. Michel Rocard, « pour que la France demande à Bruxelles les mesures d'urgence qui s'imposent » face au « relâchement de l'organisation du marché euro, pén qui a amené ces derniers jours une chute des prix de l'ordre de 10 à 15 % en dessous des prix garantis ». L'Union nationale des coopératives agricoles de céréales (UNCCAC) estime enfin que la commercialisation de cette récolte doit être étalée sur deux ans, ce qui suppose d'accroître le rythme actuel de construction des nouvelles capacités de stockage.

## FAITS ET CHIFFRES

### Automobile

● Partes pour Volkswagen au premier semestre. — Le groupe Volkswagen, premier constructeur automobile ouest-allemand, a perdu 162 millions de marks (près de 500 millions de francs) au premier semestre de 1984. Selon la direction, ce déficit est dû essentiellement à l'interruption de la production en mai et en juin du fait de la grève dans la métallurgie ouest-allemande. — (A.P.F.)

### Étranger

● Protectionnisme américain. — L'Association des constructeurs américains de machines-outils a renouvelé sa demande faite, il y a un an, auprès du gouvernement pour qu'il protège l'industrie américaine. Le taux de pénétration du marché américain de la machine-outil a crû de 32,5 % l'an passé à 41,5 % en juillet. Les constructeurs demandent une limitation temporaire des importations des matériels étrangers au moment où, grâce à une reprise sensible des investissements, le marché s'accroît. Les commandes reçues en juillet ont ainsi progressé de 63 %. — (A.P.F.)

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -
SE-U.....	8,8625 8,8650	- 65 - 45	- 130 - 90	- 410 - 270
Scm.....	6,8252 6,8287	- 76 - 50	- 142 - 96	- 394 - 271
Yen (100).....	3,6667 3,6693	+ 336 + 149	+ 299 + 316	+ 858 + 927
DM.....	3,0685 3,0710	+ 138 + 150	+ 289 + 269	+ 799 + 850
Franc (100).....	2,7194 2,7210	+ 107 + 117	+ 223 + 239	+ 410 + 461
F.B. (100).....	15,2259 15,2333	- 59 + 14	- 48 + 81	- 24 + 349
F.S.....	3,6866 3,6891	+ 195 + 213	+ 395 + 422	+ 1166 + 1245
L. (1 000).....	4,9450 4,9478	- 251 - 98	- 251 - 208	- 919 - 883
F. franc.....	11,6116 11,6211	+ 3 + 56	+ 51 + 139	+ 371 + 601

## TAUX DES EUROMONNAIES

	11 1/2	11 3/4	11 1/2	11 3/4	11 1/2	11 3/4	11 1/2	11 3/4	11 1/2	11 3/4
SE-U.....	5 1/4	5 1/2	5 1/4	5 3/8	5 1/2	5 1/4	5 1/2	5 1/4	5 1/2	5 1/4
Scm.....	5 1/4	5 1/2	5 1/4	5 3/8	5 1/2	5 1/4	5 1/2	5 1/4	5 1/2	5 1/4
F.B. (100).....	11 1/4	11 1/2	11 1/4	11 1/2	11 1/4	11 1/2	11 1/4	11 1/2	11 1/4	11 1/2
F.S.....	1 1/4	1 3/4	1 1/4	1 3/4	1 1/4	1 3/4	1 1/4	1 3/4	1 1/4	1 3/4
L. (1 000).....	13 3/8	14 3/8	13 3/8	14 3/8	13 3/8	14 3/8	13 3/8	14 3/8	13 3/8	14 3/8
F. franc.....	10 7/8	11 1/8	10 7/8	11 1/8	10 7/8	11 1/8	10 7/8	11 1/8	10 7/8	11 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

## Groupe Novo

## NOVO

### Bilan financier pour les six premiers mois de 1984

	1er janvier au 30 juin, chiffres non-audités 1983	1984	1979	1980	1981	1982	1983
1.617	1.808	Chiffre d'affaires (en millions de couronnes danoises)	1.275	1.579	2.183	2.681	3.380
329	320	Bénéfice après impôts (hors profits exceptionnels)	103	176	341	475	704
4.778.806	5.062.920	Nombre moyen d'actions en circulation	3.383.680	3.516.280	4.172.810	4.540.381	4.903.154
68,78	63,11	Bénéfice par action (en couronnes danoises)	30,54	50,01	81,78	104,89	143,52
260	279	Dépenses d'immobilisations (millions de couronnes danoises)	126	201	303	495	583
4.109	4.423	Effectif en fin d'exercice	3.051	3.316	3.705	3.987	4.200

Le bilan financier pour les six premiers mois de 1984 sera adressé à tous les actionnaires inscrits sur les registres de la société au 31 août 1984 ainsi qu'à toute personne qui en fera demande auprès de

Novo Industri A/S  
Service Relations Publiques  
Novo Allé  
2880 Bagsvaerd, Danemark  
Telephone: 2-962333/3450  
ou de:  
Streets Financial Ltd.  
18 Red Lion Court  
Fleet Street,  
London EC4A 3HT  
Telephone: 1-353 1090  
à partir du 3 septembre 1984.

## NOVO INDUSTRI A/S

Novo Allé  
2880 Bagsvaerd  
Danemark



السنة الأولى من المجلد







## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. Lettres au Monde.

### ÉTRANGER

3. AFRIQUE

- Le voyage de M. Mitterrand au Maroc.

4. PROCHE-ORIENT

- ISRAËL : le compromis entre MM. Shamir et Pines.

4. EUROPE

- POLOGNE : le quatrième anniversaire des accords de Gdansk.

4. ASIE

- PÉROU : un général subversif.

### POLITIQUE

6. Le débat sur la presse au Sénat.

### SOCIÉTÉ

7. Les nouvelles dispositions sur l'enseignement privé.

8. Découverte à l'usage son premier satellite.

12. SPORTS

### CULTURE

9. LA MOSTRA DE VENISE : Le futur est fermé, de Marco Ferreri.

11. MUSIQUE : Innsbruck baroque.

11. COMMUNICATION : le retour à la télévision.

### ÉCONOMIE

13-14. SOCIAL : le sauvetage de

14. AGRICULTURE

ÉTRANGER

RADIO-TÉLÉVISION (11)

INFORMATIONS

SERVICES (12)

Météorologie ; Journal

officiel ; Loto ; Week-end

d'un chasseur.

Annonces classées (12)

Carnet (8) ; Programmes des

spectacles (10) ; Mots

croisés (X) ; Marchés finan-

ciers (15).

LE DERNIER LIVRE

DE THOMAS BERNHARD

EST INTERDIT DE VENTE

EN AUTRICHE

Le dernier ouvrage du romancier

autrichien Thomas Bernhard, *Holz-**jällen - Eine Irrsagung (Couper du**bois - Une agitation)*, qui vient de

paraître chez Suhrkamp, a été inter-

dit de vente en Autriche et retiré des

bibliothèques à la demande d'une

personne qui croit se reconnaître dans

le livre, a précisé l'éditeur. La pre-

mière livraison de l'ouvrage a cepen-

dant été presque intégralement

écoulée, et il continue à être vendu

normalement en Allemagne.

Thomas Bernhard, qui vit soli-

taire dans une ferme loin des villes,

a déjà fait scandale à plusieurs

reprises par ses positions extrême-

ment critiques à l'égard de l'Autri-

che. Dans son dernier livre, il s'en

prend particulièrement à la politi-

que culturelle autrichienne et cri-

tique notamment le système des sub-

ventions et des artistes « qui se font

acheter ». Dans une interview télévi-

sée, il a déclaré que l'Autriche

« détruit le génie » et que Vienne est

« le plus grand moulin aux arts du

monde, dans lequel, année après

année, les artistes sont moulus et

broyés ».

HANLET

L'UNIVERS DU PIANO

DU 17 AOÛT

AU 2 SEPTEMBRE

-10%

sur

tous les pianos

location-vente

crédit personnalisé

PARIS 8<sup>e</sup> - 264, rue du

Fg Saint-Honoré Tél. : 786.51.94.

78 - VELIZY Z.I. - Rue Grange-

Dame-Rose Tél. : 944.00.52.

A B C D E F G

## UNE INSTRUCTION DU PRÉFET DE L'EX-SAINT-OFFICE

### Le cardinal Ratzinger critique les « dérives idéologiques » de la théologie de la libération

Une instruction sur quelques aspects de la « théologie de la libération », signée le 6 août par le cardinal Joseph Ratzinger, préfet de la congrégation romaine pour la doctrine de la foi - et qui ne devait être rendue publique que le 3 septembre, a été publiée intégralement le 30 août par le quotidien brésilien *O Globo*.

Ce document, qui paraît à quelques jours de la comparution devant cette même congrégation (l'ex-Saint-Office) du théologien brésilien

Dans l'avant-propos, le préfet de l'ex-Saint-Office définit les buts et les limites du document. Après avoir évoqué « le vaste thème de la liberté chrétienne et de la libération », qui sera traité « dans un document ultérieur », le cardinal Ratzinger présente son instruction comme « une mise en garde [qui] ne doit d'aucune façon être interprétée comme un désaveu de tous ceux qui veulent répondre généreusement et dans un authentique esprit évangélique à l'option préférentielle pour les pauvres ». Au contraire, cette mise en garde est « dictée par la certitude que les graves dérives idéologiques qu'elle signale aboutissent inéluctablement à trahir la cause des pauvres ».

Dans une première partie, « Une aspiration », le document décèle dans « la puissante et quasi irrésistible aspiration des peuples à une libération » un des principaux « signes des temps que l'Eglise doit scruter et interpréter à la lumière de l'Evangile ». Dénonçant « le scandale de crimes inégalitaires entre riches et pauvres », l'auteur souligne « le sentiment de frustration, chez les peuples du tiers-monde, et de colonialisme économique portés contre les pays industrialisés ». Devant « ce scandale », l'Eglise n'a cessé de dénoncer « la course gigantesque aux armements », autre facteur d'injustice.

Dans une deuxième partie, « Expressions de cette aspiration », on affirme que « souvent l'aspiration à la justice se trouve captée par des idéologies qui en occultent ou en pervertissent le sens ». Une troisième partie, « La libération, thème

Leonardo Boff - l'un des représentants les plus en vue du courant de la théologie de la libération (le *Monde* du 15 août), - « entend attirer l'attention des pasteurs, des théologiens et de tous les fidèles sur les dérives et les risques de déviation, ruineux pour la foi et pour la vie chrétienne, que comportent certaines formes de théologie de la libération qui recourent, d'une manière insuffisamment critique, à des concepts empruntés à divers courants de la pensée marxiste ».

Dans cette analyse marxiste, le document dénonce certaines erreurs : la conception de l'histoire dont le moteur est la lutte des classes ; le primat de la « praxis révolutionnaire » sur la vérité ; l'unicité de l'histoire, en refusant la distinction entre histoire du salut et histoire profane ; la confusion entre les concepts d'« Eglise du peuple » et d'« Eglise de classes » ; le rejet de la « structure sacramentelle et hiérarchique de l'Eglise », sous prétexte que ses représentants sont les alliés objectifs de la classe dominante, etc.

Par « nouvelle herméneutique », enfin, le cardinal Ratzinger résume une nouvelle interprétation globale, réécriture essentielle politique de l'Ecriture. Au critère de l'orthodoxie on substitue celui d'orthopraxie, faisant de l'engagement dans la lutte pour la libération des peuples, au sens marxiste, la nouvelle règle de la foi. On interprète ainsi l'Exode ou le Magnificat de manière exclusivement politique. Puis, on finit par accepter les thèses les plus radicales de l'extrême gauche, reprenant, par exemple, l'opposition entre le « Jésus de l'histoire » et le « Jésus de la foi ». « On donne ainsi, en conclut le cardinal Ratzinger, de la mort du Christ une interprétation exclusivement politique. On nie par là sa valeur salvatrice et toute l'économie de la Rédemption ».

Dans les deux dernières parties, « Orientations » et « Conclusion », le cardinal termine sur une note plus positive. « La mise en garde contre les graves dérives idéologiques dont sont porteurs certaines « théologies de la libération », dit-il, ne doit nullement être interprétée comme une approbation, même indirecte, qui serait donnée à ceux qui contribuent au maintien de la misère des peuples, à ceux qui en profitent, à ceux qui en prennent leur parti ou à ceux que cette misère laisse indifférents ».

Or, constate Mgr Ratzinger, le renversement de régime politique par la violence ouvre souvent la porte à de nouvelles injustices et apporte la misère. Il ajoute : « Des millions de nos contemporains aspirent légitimement à retrouver les libertés fondamentales dont ils sont privés par des régimes totalitaires et adhèrent à ces régimes pour le pouvoir par des voies révolutionnaires et violentes, précisément au nom de la libération du peuple. On ne peut ignorer cette honte de notre temps : c'est en prétendant leur apporter la liberté qu'on maintient dans des conditions de servitude indignes de l'homme des nations entières ».

« C'est pourquoi, conclut le cardinal Ratzinger, une des conditions du nécessaire redressement théologique est la mise en valeur de l'enseignement social de l'Eglise. Cet enseignement n'est nullement fermé, il est, au contraire, ouvert à toutes les questions nouvelles qui ne manquent pas de surgir au cours des temps ».

● **Mort de Sawako Ariyoshi** - La romancière japonaise Sawako Ariyoshi a été trouvée morte dans son lit, jeudi 30 août, à Tokyo. Selon ses proches, elle souffrait d'insomnie et avait recours, de plus en plus fréquemment, aux somnifères. Elle était âgée de cinquante-trois ans. Née en 1931, à Wakayama, une ville de l'ouest du Japon, elle avait commencé sa carrière d'écrivain en 1956, et avait atteint la notoriété pour sa description des problèmes de la société japonaise et certains de ses livres s'étaient vendus à plusieurs millions d'exemplaires.

## Il est inutile de réclamer la dissolution de l'Assemblée nationale

déclare M. Barre

M. Raymond Barre intervenant le vendredi 31 août dans le cadre de l'université d'été des jeunes du CDS, à Confolens (Puy-de-Dôme), a déclaré : « Il est inutile et vain d'annoncer tous les six mois que le pouvoir est prêt à se démettre, et que le point de s'effondrer, de réclamer de temps à autre à grands cris ou à moindre cris la dissolution de l'Assemblée nationale, tout en admettant qu'on est prêt le lendemain à gouverner avec le même président ».

Pour M. Barre, « le spectacle est celui d'une agitation verbale qui s'évanouit dans l'impuissance ».

M. Barre, a ajouté : « J'ai toujours pensé que le pouvoir actuel mis en place par un vote des Français serait moins précaire que certains augures le prétendaient. (...) J'ai toujours pensé qu'il fallait respecter les échéances, laisser le prési-

dent de la République prendre des décisions que la Constitution l'autorise à prendre ».

L'ancien premier ministre a aussi déclaré : « Quand je lis sous la plume de M. Chevènement qu'il faut renouer l'enseignement public en France et revenir à l'élitisme républicain, comment le critiquerai-je après avoir tenu depuis trois ans les mêmes propos. Si M. Fabius veut moderniser la France, revenir à un effort entrepris dans des conditions difficiles par ses prédécesseurs, il peut être sûr que je ne le critiquerai pas, à condition, bien entendu, que les actes soient à la mesure du propos. (...) ».

« Les socialistes sont au pouvoir, a continué l'ancien premier ministre. Qu'ils accomplissent donc leur tâche, qu'ils aillent au bout de leur mandat. (...) Le jour venu, les Français pourront juger. »

## M. Gaston Flosse pourra siéger à l'Assemblée européenne

Le Conseil constitutionnel a jugé non conforme à la Constitution, jeudi 30 août, l'incompatibilité entre les fonctions de membre du gouvernement de la Polynésie française ou de la Nouvelle-Calédonie et les fonctions de membre du gouvernement de la République, de député, sénateur, conseiller économique et social et de membre de l'Assemblée européenne. Cette incompatibilité avait été inscrite dans les projets de loi portant nouveaux statuts de ces territoires par un amendement des députés socialistes et communistes, malgré les réserves du gouvernement et l'opposition du RPR, l'UDF s'étant abstenue.

Cette décision du Conseil constitutionnel aura pour conséquence immédiate de permettre à M. Gaston Flosse, ancien député RPR, vice-président de l'ancien conseil de gouvernement (exécutif local) de la Polynésie française, de siéger à l'Assemblée européenne, où il avait été élu, le 17 juin, sur la liste conduite par M<sup>me</sup> Simone Veil.

### M. ROCARD

#### DEVANT LES SIENS

Les animateurs du courant rocardien du PS sont réunis, près de Chantilly (Oise), depuis le jeudi 30 août en début d'après-midi jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre. Les membres des organes dirigeants du PS, les parlementaires et au moins un rocardien de chaque fédération, à quelques exceptions près, participent à cette réunion, la première de ce type depuis celle qui avait eu lieu à Villeneuve-lès-Avignon, en août 1980, avant la désignation du candidat du PS à la présidence de la République.

M. Michel Rocard s'est adressé vendredi matin à ses amis pour présenter son analyse générale de la situation mais sans définir d'options stratégiques. Il devrait dans l'après-midi répondre aux interventions des participants à cette réunion.

Il a été décidé, d'une part, de proposer au premier secrétaire du PS la nomination de M. Pierre Bana au secrétariat national (droits de l'homme), en remplacement de M. Michel de La Fourrière ; celle de M. Gérard Fuchs comme membre adjoint du secrétariat national (études) ; celle de M. Daniel Frachon au bureau exécutif.

● **Une statue de Georges Pompidou** a été érigée vendredi 31 août avenue Gabriel, à Paris, dans les jardins des Champs-Élysées, à une centaine de mètres du palais de la présidence de la République. L'œuvre en bronze, haute de trois mètres quatre-vingt, massive, repose à même le sol. L'ancien chef de l'Etat est représenté en pied. L'œuvre avait été commandée en 1983 par l'Etat, et c'est M<sup>me</sup> Claude Pompidou elle-même qui avait choisi l'artiste, M. Louis Derbé. On ne sait encore quand la statue sera officiellement inaugurée. La cérémonie initialement fixée en avril, puis reportée, n'a pas eu lieu non plus le 31 août.

## TAUX DE PARTICIPATION ÉLEVÉ (73,9 %) AUX ÉLECTIONS AUX CONSEILS D'ADMINISTRATION DU SECTEUR PUBLIC

La CGT arrive en tête des syndicats nationaux à l'occasion des élections aux conseils d'administration ou de surveillance dans le secteur public, elle recueille 35,1 % des voix ; la CFDT, 22,8 % ; FO, 16,9 % ; la CGC, 15,6 % ; enfin la CFTC, 6,6 %. Les listes diverses présentes seulement dans certaines entreprises n'ont recueilli que 1,2 % des suffrages exprimés.

Ces chiffres portent sur 1 467 500 salariés inscrits, appelés à élire leurs représentants aux conseils d'administration de quatre-vingt-huit entreprises, ainsi que le prévoit la loi du 26 juillet sur la démocratisation du secteur public. Les chiffres concernant la SNCF ne figurent pas dans ce bilan, les élections s'étant déroulées selon des modalités différentes.

Le taux de participation des électeurs est élevé : 73,9 %. La CGT obtient ainsi 25,4 % des sièges ; la CFDT, 24,5 % ; la CGC, 19,6 % ; FO, 13,1 % ; la CFTC, 3,6 %. Plus de la moitié des élus (55,7 %) sont des cadres.

Les scores de la CGT sont particulièrement bons dans l'automobile (46,6 %), la sidérurgie (42,6 %) et à EDF-GDF (52,1 %). La CFDT rassemble un peu plus de suffrages qu'à l'occasion des élections professionnelles. Elle avoisine ou dépasse 30 % dans la construction électrique et électronique, les services aux particuliers et les assurances.

Les scores de FO, de la CGC et de la CFTC dépassent les résultats moyens aux élections professionnelles. Les trois centrales obtiennent leur meilleur score dans le secteur tertiaire. FO et la CGC recueillent néanmoins 21 % des voix dans le secteur pétrolier. Dans le secteur construction navale, aéronautique, armement, FO représente en outre 28 % des suffrages exprimés, la CGC 20 %. Dans le secteur combustibles minéraux solides, la CFTC recueille enfin 20 % des voix.

● **Premières liaisons aériennes entre les deux Allemagnes** - Un appareil de la Lufthansa, la compagnie aérienne ouest-allemande, a réalisé, jeudi 30 août, pour la première fois depuis quarante-cinq ans une liaison avec une ville de l'Allemagne de l'Est, Leipzig.

Le numéro du « Monde » daté 31 août 1984 a été tiré à 448 725 exemplaires

## Rome a parlé...

On attendait une intervention du pape romain contre la « théologie de la libération », mais il a dit plus logique, et plus astucieux psychologique, de la part de l'ex-Saint-Office, que la mise en garde par le pape ne soit pas une commission doctrinale de la congrégation du théologien brésilien, le cardinal Leonardo Boff, convoqué à Rome le 7 septembre.

Rome loue, cause finie est (Rome) a parlé, la cause est entendue. L'adage qui veut que la sentence romaine mette fin au débat n'interdit pas qu'on tranche après avoir entendu les parties en cause. « Le dialogue est toujours utile », a récemment dit le Pape Boff. Encore faut-il qu'il ait lieu. Or le Pape Boff, qui est un des plus connus et des plus respectés des théologiens de la libération en Amérique latine - il enseigne à la faculté de théologie de Petropolis, dans l'Etat de Rio-de-Janeiro, et jouit de la confiance de l'épiscopat brésilien, puisqu'il sera accompagné, à Rome, par le cardinal Aloisio Lorscheider, archevêque de Fortaleza, - a été invité par le cardinal Ratzinger précisément pour exposer son point de vue.

Cette précipitation romaine peut s'expliquer. Devant l'énorme provoqué par la récente offensive contre ce courant théologique, on voulait éviter une guerre ouverte avec telle ou telle personnalité. Déjà les soupçons qui pèsent sur les théologiens les plus connus, le Péruvien Gustavo Gutiérrez et le Brésilien Leonardo Boff, ont suscité une vague de protestations et de soutien : les théologiens de la revue internationale *Concilium*, des théologiens français réunis à Chantilly, le pasteur Emilio Castro, nouveau secrétaire général du Conseil œcuménique des Eglises (11). Quelques jours avant sa mort, Karl Rahner avait adressé une

lettre au cardinal Landolfi Riboldi, archevêque de Lima, pour affirmer « dans quelle haute mesure » il tenait le travail « parfaitement orthodoxe » du Père Gutiérrez.

C'est sans doute pourquoi le document de la Congrégation pour la doctrine de la foi évite soigneusement de nommer tel théologien ou même tel courant précis. L'instruction sur quelques aspects de la théologie de la libération est le travail d'un théologien sérieux - le cardinal Ratzinger a été professeur de théologie, - qui connaît bien le marxisme. Son analyse est solide et les dangers qu'il dénonce ne sont pas chimériques.

D'autre part, la mise en garde du cardinal - et c'est une de ses forces - reconnaît le scandale de crimes inégalitaires entre riches et pauvres et refuse de désavouer ceux qui ont fait une « option préférentielle pour les pauvres ».

Le problème de fond reste que les théologiens actuellement inquiétés par l'ex-Saint-Office ne se reconnaissent pas dans la description de la théologie de la libération faite par le préfet de cette congrégation.

Lorsque le cardinal Ratzinger est venu en France à la fin de 1983 pour dénoncer les risques encourus par un certain renouveau cathédrique, ses arguments, tirés d'une expérience de la situation qu'il avait connue en Allemagne, étaient mal perçus par son auditoire français. De même, sa dénonciation d'une théologie de la libération attachée de marxisme risque de ne pas toucher la majorité des chrétiens latino-américains qui tentent de vivre leur foi dans des conditions dramatiques.

ALAIN WOODROW.

(1) *Le Monde* des 28 juin, 5 juillet et daté 22-23 juillet.

**ODOUL** AGENT  
**Garde-meubles**  
208 10-30  
16, rue de l'Atlas-75019 Paris

Les meilleures marques  
**TRECA**  
**EPEDA**  
**SIMMONS**  
**PIRELLI**  
Les meilleurs prix  
**CAPÉLOU** DISTIBUTEUR  
37, Avenue de la République 75011 PARIS Tél. 357.46.35  
Métro : PARMENTIER



## Loisirs

# ationale

are

dent de la République prendre  
des décisions que la Constitution  
ne lui permet pas de prendre ».

L'ancien premier ministre s'adresse à la foule : « Quand je pense que le digne M. Cheyresme a osé renouer l'enseignement public en France et revenir à l'école normale, comment je m'élève contre ceux qui, dans ce pays, ont le courage d'avoir tenu depuis tant d'années les mêmes propos. Si M. Faurus veut rompre la France, redonner à nos enfants dans des conditions d'hygiène par ses prédécesseurs, il n'a rien fait que je ne le critique. Il a raison, bien entendu, qu'il n'est pas sage de mettre les enfants dans des écoles où la mort est le résultat (-). » Les socialistes ont le pouvoir, a continué l'ancien ministre. Qu'ils accomplissent leur tâche, qu'ils aillent au bout de leur mandat : la justice sera faite, les Français pourront jouir

**se pourra siéger  
européenne**

L'ensemble du Palais Royal a jugé que l'incompatibilité n'existe pas à ce sujet - interesse l'ensemble des droits civiques - touche à tous les citoyens en fonction ou en retraite - attachés avec une partie déterminée du territoire de la France - ne s'écrit donc - contraire à l'indivisibilité de la République créée par l'article 2 de la Constitution

À propos des autres incompatibilités, le Conseil constitutionnel juge, soit qu'elles étaient conformes à la Constitution (dans le cas des membres du gouvernement de la République), soit qu'elles pouvaient être inscrites que dans une loi organique (dans le cas parlementaire ou de membre du Conseil économique et social).

En revanche, le Conseil constitutionnel n'a pas jugé contraire à la Constitution les nouvelles règles de recrutement des fonctionnaires territoriaux en Nouvelle-Calédonie.

**Taux de participation élevé (73,9 %) aux élections aux conseils d'administration du secteur public**

La CGT arrive en tête des syndicats nationaux à l'occasion des élections aux conseils d'administration de la surveillance dans le secteur public, elle recueille 35,1 % des voix ; la CFDT, 23,8 % ; le FO, 16,9 % ; la CGC, 15,6 % ; l'union CFTC, 6,6 %. Les listes diversitaires ne sont présentes que dans certaines entreprises n'ont recueilli que 1,2 % des suffrages exprimés.

Ces chiffres portent sur 1 461  
mandats inscrits, appelés à élire les  
représentants aux conseils d'arron-  
dissement de quatre-vingt-huit cir-  
conscriptions, ainsi que le prévoit la loi  
du 12 juillet sur la démocratisation  
du pouvoir public. Les chiffres com-  
mun à la SNCF ne figurent pas  
de même, les élections s'étant dé-  
roulées dans des modalités différentes.

Le taux de participation des électeurs est élevé : 73,9 %. La CPMX obtient ainsi 25,4 % des sièges ; la CGC, 19,8 % ; le PPS, 16,1 % ; la CFIC, 3,0 % ; et la majorité des élus (55,7 %) sont

Les scores de la CGT sont remarquablement bons dans l'automobile (44,6 %), la sidérurgie (42,0 %), EDF-GDF (52,1 %). La CGT rassemble un peu plus de suffrages à l'occasion des élections provinciales. Elle avoisine ou dépasse 30 % dans la construction électrique, l'électronique, les services aux entreprises et les assurances.

Les scores de FO, de la CGC et de la CGT dépassent les résultats de la CFTC dans les élections professionnelles. Les trois centrales obtiennent leur meilleur score dans le secteur pétrolier. FO et la CGC recueillent 21 % des voix dans le secteur pétrolier. Dans le secteur de la construction navale, aéronautique et armement, FO représente en moyenne 20 % des suffrages exprimés, la CGC 20 %. Dans le secteur des métaux et minéraux solides, la CGC obtient 20 % des voix.

• **Premières liaisons** aériennes entre les deux Allemagnes : un appareil de la Lufthansa, la compagnie aérienne ouest-allemande, décolle, jeudi 30 août, pour la première fois depuis quarante ans, une liaison avec une ville de l'Est, Leipzig.

Le numéro du « Monde »  
daté 31 août 1984  
a été tiré à 448 725 exemplaires



23 10 11

**Demain, la photo électronique ?, page XII**

Supplément au n° 12317. Ne peut être vendu séparément. Samedi 1<sup>er</sup> septembre 1984.



# L'Himalaya en liste d'attente

Des marches d'approche de plusieurs semaines ; des démarches administratives de plusieurs années.

Le 1<sup>er</sup> septembre 1984, quatorze guides du Briançonnais et deux médecins s'envoleront pour Delhi puis Katmandou, précédés de 4 tonnes de matériel, pharmacie, nourriture.

Leur objectif : réaliser la première ascension de l'arête nord-ouest du Nuptse, proche sommet de l'Everest culminant à 7168 mètres, qu'ils atteindront après dix-huit jours de marche d'approche à vélocross (là encore une première), avec l'aide de cent vingt porteurs. Cette expédition, organisée et financée par le CRET (Centre régional des enseignements touristiques), se veut francoprovinciale à part entière. Elle réunira en effet dans la conquête du sommet seize Français et deux guides népalais et se propose, aux camps d'altitude 1 et 2, de commencer la formation de quatre à cinq sherpas au métier de guide. Coût de l'opération : 800 000 francs, durée de l'expédition : deux mois et demi sur place ; objectif : tenter la première non d'un sommet déjà gravi à plusieurs reprises, mais d'un itinéraire long et « engagé », et former au métier de guide des cadres népalais. Soixante expéditions, dont vingt françaises, partent ainsi chaque année à l'assaut de l'Himalaya.

La chasse aux sommets vierges est révolue, l'âge d'or de la conquête himalayenne est dépassé (les quinze sommets de plus de 8 000 mètres ont tous été gravés entre 1950 et 1960), et l'expédition, aujourd'hui, n'est plus l'exploration du Népal inconnu d'il y a trente ans : cet univers de la haute altitude, qui venait alors tout juste de s'ouvrir au monde extérieur, et dans lequel Maurice Herzog ne trouvant pas l'accès du Dhaulagiri, faute de cartes, partit finalement à la conquête de l'Annapurna. Elle est devenue une entreprise organisée, plus seulement réservée aux génies et aux aventuriers de la haute montagne, mais très complexe à mettre sur pied.

Un sommet, actuellement, nécessite une autorisation d'ascension du ministère du tourisme népalais, sur présentation d'un dossier complet de l'expédition : cartes, photos, descriptif de l'itinéraire prévu, mode de financement, fiche signalétique de chaque grimpeur, liste de l'équipement, lettre de recommandation du comité himalayen de la FFM, rien n'est laissé au hasard. Il se retient parfois dix ans à l'avance, le ministère permettant plusieurs expéditions à l'assaut d'un même sommet, mais seulement une par itinéraire et par saison. C'est ainsi que, en 1979, des guides chamoniards qui projetaient l'ascension de l'Everest par la voie normale, durent finalement se rabattre sur l'arête ouest (beaucoup plus difficile), seule voie libre en 1986. L'itinéraire classique étant bloqué, à moins d'un désistement, jusqu'en 1990-1992 !

Contrôle de la présence étrangère... protection de régions à l'équilibre économique précaire... souci d'éviter une surfréquentation de ces hautes vallées d'altitude... Quelle qu'en soit la raison, tout sommet himalayen, à la différence des Andes ou de toute autre montagne du monde, est logé à la même enseigne.

Enfin, un sommet himalayen se loue. La taxe de sommet, dont on paie la moitié à la réservation et la moitié à l'arrivée sur place, s'élève entre 8 000 et 20 000 roupies (5 000 F et 10 000 F) en fonction de l'altitude. Ces différentes formalités réglées, se posent ensuite les problèmes d'organisation sur place.

Qui dit expédition himalayenne dit marche d'approche de plusieurs semaines entre 500 mètres et 5 000 mètres d'altitude avec risques de chutes de pierres, d'avalanches, de dévalisements, ainsi que l'acheminement du ravitaillement, du matériel d'escalade et de bivouac... enfin, de l'équipement indispensable à la vie d'un groupe d'hommes en haute altitude pendant plusieurs jours d'ascension (un mois et demi parfois), dans un isolement total. Après les autorités népalaises, entrent en scène les agences de trekking, avec leurs équipes locales, leurs tarifs, leur réglementation.

L'expédition y trouvera des porteurs de vallée qui ne dépasseront pas le camp de base, porteront jusqu'à 25 kilos et tourneront entre 25 et 30 roupies (12 à 15 F) par jour ; un ou plusieurs cooks (cuisiniers) et aides-cuisiniers chargés de la popote pour l'ensemble de l'expédition ; des sherpas (porteurs d'altitude), qui prendront le relais des porteurs de vallée au camp de base et accompagneront l'expédition dans son ascension (35 roupies par jour : 17-18 F) ; un sirdar (50 roupies par jour : 25 F), principal lieutenant de l'effectif local



Les porteurs de vallée ont jusqu'à 25 kilos sur le dos et touchent de 12 à 15 F par jour.

qui, comme les sherpas, demeurera pendant toute l'expédition, touchera bakchich et primes d'altitude en plus de son salaire journalier, sera nourri et obligatoirement équipé comme les membres de l'expédition, selon une liste dressée dans la réglementation népalaise. Soit, en équipement, un investissement d'environ 5 000 francs par porteur d'altitude. Ajoutons à cette équipe deux membres imposés par les autorités locales : un mail runner (sorte de facteur, seul lien avec la civilisation) et un officier de liaison chargé du respect des coutumes locales et de l'itinéraire (demeurant au camp de base), et l'effectif local sera à peu près complet.

Intendance sur place, voyage, coût du matériel (cordes, oxygène, équipement des camps d'altitude...), ravi-

taillement... le tout multiplié par le nombre d'hommes composant l'expédition et le temps passé sur place... et l'on commence à comprendre les problèmes de financement rencontrés.

1,5 million de francs consacrés, en 1979, à l'ascension du K2 (Pakistan) par quatorze grimpeurs français, avec l'assistance de deux vagues de sept cents porteurs - il s'agissait, précisons-le, d'une expédition nationale, avec certains objectifs techniques et physiques d'avant-garde. Là, sélectionné par le comité himalayen de la FFM, chaque membre n'avait eu qu'à apporter son paquetage et à recevoir les subventions de l'Etat, de la FFM et des sponsors -, explique le guide chamoniard Nano Coudray, qui en faisait partie. Mais une telle opération, si elle se répétait environ tous les cinq

ans entre 1950 et 1960 (1950 : Annapurna ; 1955 : Makalu ; 1959 : tour du Mustag ; 1962 : Jannu), ne se renouvellerait plus que tous les dix ans actuellement (avant le K2 et 1979, la dernière - le Makalu - datait de 1971).

Pour toutes les autres tentatives, bien que de telles mises de fonds ne soient pas toujours indispensables, le problème est bien différent. « A chaque fois, on part avec son bâton de pèlerin », confie Nano Coudray. Subventions de la FFM distribuant une enveloppe selon les mérites de chaque projet... des comités régionaux... sponsoring de plus en plus aléatoire : « Nous sommes moins populaires que la course automobile », confie Nano ; vente de cartes postales, de livres, de conférences, pour tous ceux qui sont déjà partis une fois et ont rup-

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

#### Côte d'Azur

**06600 ANTIBES**  
HOTEL MERCAUROT\*\*\*, 18 studios, cuisine, s.d.b., w.c., tél., park., jardin, prox. tennis, mini-golf, parc. Août, sept., oct. 8 jours 699 F p. pers. Coucher des Grands. Tél. : (93) 33-50-75.

**83980 LE LAVANDOU**  
HOTEL DES ROCHES FLEURIES  
AGENCE J. L. L. Tél. : (94) 71-45-07. Tél. : 403 997. Un hôtel de charme en bord de mer privé. Ambiance raffinée. Chambres personnalisées avec terrasses sur la mer. Piscine dans la roche. Un exquis jardin abondamment fleuri. Cuisine, cuisine moderne variant selon la pêche et le marché. Activités nautiques. Tennis, golf à proximité. Entre Saini-Tropez et Le Lavandou, face aux îles d'Or.

**VILLEFRANCHE**  
HOTEL PROVENCAL \*\*\* Côte d'Azur 50 Chambres, bains, douches, w.c. TV coul. Jardin. Terr. Du 15/09 au 31/10. VILLEFRANCHE. Profitez-en ! 7/17 nuits à part. de 986 F en 1/2 pers. Documentation. Tél. : (83) 01-71-82.

#### Mer

##### MAJORQUE

**La Résidence**  
**DEIA MAJORQUE**  
Un hôtel de grand luxe installé dans une demeure seigneuriale du seizième siècle vous attend : à une heure et demie d'avion depuis Paris, profitez, loin de toute agitation, d'un cadre unique et d'un calme enchanteur.  
Renseignements et réservations : Téléphone : 19-34 71 83 90 11. Tél. : 95670 Days E.

#### Montagne

**05490 ST-VERAN (Haute-Alpes)**  
LE VILLARD - Tél. : (92) 45-82-06. Studios + cuisinettes 2 à 6 personnes. Septembre de 45 F à 89 F/pers./jour.

#### JURA

**JOLI JURA VERT**  
Une semaine tout compris 950 F TTC en pension complète avec la boisson au choix ou demi-pension : 110 F par jour. Animaux acceptés - Grand jardin.  
**Hostellerie L'HORLOGE**  
R.N. 78  
39130 PONT-DE-POITTE

#### Provence

**ROUSSILLON - 84220 GORGES**  
Le petit hôtel de charme du Lubéron aux portes de la Haute-Provence. Très grand confort. Service attentif. Excellente cuisine de femme et de marché. Piscine dans la propriété. Promenades à cheval. Tennis à proximité. Week-end et séjour.  
**MAS DE GARRIGON\*\*\***  
Tél. : (90) 75-63-22.  
Accueil : Christiane RECH.

#### Italie

##### VENISE

**HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES**  
(près du Théâtre la Fenice)  
Atmosphère italienne, tout confort.  
Prix modérés.  
Réservation : 41-32-333 VENISE.  
Tél. : 411150 FENICE I.  
Directeur : Dante Apollonio.

## TOURISME

**LEYSIN (Alpes valaisannes)**  
1300 m. à 4 h 30 de Paris par T.G.V. Lausanne. L'été sur l'Alpe. Plaisirs à choix : promenades, sports, détente. Patin. Tennis. Mini-golf GRATUIT. La qualité de l'accueil suisse. Forfait dès 1200 FF. Offres det. Office Tourisme CH-1854 LEYSIN. Tél. : 19-41/25/34-22-44.

Si vous avez envie de découvrir le LARZAC et sa région, si vous recherchez des vacances au calme, venez passer quelques jours à la ferme-croûte d'accueil de LA SALVETAT. Dans un esprit de participation et de prise en charge de la vie quotidienne...  
Documentation sur demande.  
Joindre enveloppe timbrée.  
CENTRE D'ACCUEIL LA SALVETAT  
12330 LA CAVALERIE

**COTE ATLANTIQUE - BAYE D'ARCACHON**  
**VILLAGE VACANCES « GRAND CONFORT »**  
LE ROUMINGUE - 33138 LANTON  
Tél. : (58) 82-97-48  
Pension complète (vin compris).  
**DÉTENTE - REPOS - ANIMATIONS**  
Distractions variées adultes et enfants, plage privée surveillée, mini-golf, tennis, piscine à voile, excursions, soirées dansantes, TV, club, parc d'attractions, pêche, etc.

**Le CLUB VERT (6) 903-50-80**  
Tennis, équitation dans le Val-de-Loire. Séjours six jours et séjours, ent. ado. (mises) quelques places disponibles.

## Cheval

### L'Europe du raid à Florac

Pour suivre l'expédition dangereuse à laquelle participent une centaine de cavaliers, un nombreux public, averti ou non en matière d'équitation, se retrouvera cette année encore à Florac, en Lozère, où se déroulera le concours national traditionnel des 160 kilomètres à couvrir en moins de vingt-quatre heures. Parallèlement, à la même date et au même endroit, se déroulera, sur la même distance, le premier championnat européen open de raid équestre.

Le départ de ces raids sera donné dans la nuit du vendredi 7 au samedi 8 septembre. Le parcours, qui totalise plus de quatre mille cinq cents mètres de dénivellation, départagera les chevaux sélectionnés par huit fédérations nationales. Belges, Italiens, Allemands de l'Ouest, Espagnols, Portugais, Britanniques, Américains et Français se disputent un titre correspondant à celui de champion du monde. Chaque nation alignera six de ses meilleurs chevaux, la France, pays d'accueil, ayant droit à dix montures. L'épreuve traditionnelle nationale de Florac rassemblera, quant à elle, une cinquantaine de cavaliers.

Ce raid fait suite à la Tewis Cup qui vient de se dérouler en marge des Jeux olympiques, en Californie. A cette occasion, les Français avec Stéphane Chazel (quatrième), Denis et Marie Letartre, se sont classés 68<sup>e</sup> sur 150. Tous seront présents le 7 septembre. Les Américains, grands amateurs de ce genre d'épreuves, tenaient absolument à venir en France. Pour financer le transport des chevaux et de l'équipe, ils ont organisé, dans de nombreux Etats, des loteries et des concerts pop, avec les Bee Gees, manifestations dont les recettes étaient destinées exclusivement à cette fin.

Outre l'intérêt d'une compétition de très haut niveau, l'attrait de la course réside également pour les spectateurs, dans son parcours magnétique. Tous les pays participants considèrent en effet cette région comme idéale pour les raids. La boucle prévue traverse les paysages uniques de la Lozère : désert de rocaillies des causses Méjean, Noir et de Sauveterre, richesses de la végétation du mont Aigoual, abîmes des gorges du Tarn et beauté architecturale des villages.

Cavaliers et montures devront se ménager. La distance est longue et la casse prévisible malgré des contrôles vétérinaires obligatoires, et éliminatoires, tous les quarante kilomètres environ. Le départ de l'épreuve, présidée par M. Michel Rocard, ministre de l'Agriculture, et patronnée par le prince Philip d'Angleterre, sera donné au château de Florac, prestigieuse demeure du parc national des Cévennes, à 5 heures du matin. Ainsi, pendant les premières dizaines de kilomètres, les cavaliers devront s'éclairer et s'orienter sur les sentiers, dans la nuit. Départ nocturne qui ne fera qu'accroître les difficultés de la course.

Ce grand rendez-vous international précède ceux d'Allan, dans la Drôme, et de Cherveux, dans les Deux-Sèvres, qui se déroulent chacun sur cent trente kilomètres. Il annonce la dernière épreuve de la saison, à Montcuq, dans le Lot, où les cavaliers parcourront deux fois cent kilomètres en deux jours.

**FRANCK-LEOPOLD ERSTEIN.**  
Renseignements auprès de M<sup>me</sup> Chazel, Ardilliers, 30570 Valleraugues. Tél. : (67) 82-41-30 ou 41-64-12 ou (66) 45-28-34.

## Partir

### Vacances pas chères

Pour aider le candidat aux vacances à s'y retrouver dans la forêt des catalogues, le groupement Sélectours voyages (260 agences de voyages) vient d'édition un petit « Guide des réductions vacances 84 ». Diffusé gratuitement, il recense toutes les propositions de promotion ou de prix particuliers offertes par les voyageurs sur une multitude de destinations. On y trouve, par exemple, les vols spéciaux gratuits pour les jeunes mariés et les réductions offertes aux voyageurs du troisième âge. Sans oublier les semaines de vacances gratuites : la seconde à Ceylan, la troisième aux Antilles.

Destiné à ceux qui, sur place, préfèrent se débrouiller par leurs propres moyens, Sélectours chertise recense de son côté 138 destinations à rallier à des prix très compétitifs.

« Guide des réductions vacances 84 ». Sélectours chertise, sur simple demande dans toutes les agences de Sélectours ou au siège, 30, rue Le Peltier, 75009 Paris. Tél. : (1) 246-91-03.

## Ecole de

Si en 1983, le sherpa népalais n'était pas encore un guide officiel, il est devenu un véritable professionnel. Les guides népalais sont désormais reconnus par le gouvernement français. Ils ont obtenu le droit de porter le titre de guide officiel. Les guides népalais sont désormais reconnus par le gouvernement français. Ils ont obtenu le droit de porter le titre de guide officiel.

Ces guides népalais sont désormais reconnus par le gouvernement français. Ils ont obtenu le droit de porter le titre de guide officiel. Les guides népalais sont désormais reconnus par le gouvernement français. Ils ont obtenu le droit de porter le titre de guide officiel.

Les guides népalais sont désormais reconnus par le gouvernement français. Ils ont obtenu le droit de porter le titre de guide officiel. Les guides népalais sont désormais reconnus par le gouvernement français. Ils ont obtenu le droit de porter le titre de guide officiel.





Depuis 1975, les expéditions s'allègent, adoptant la technique alpine : quatre grimpeurs au lieu de douze ou plus, deux sherpas, pas d'oxygène.

CHRISTINE JANU/SIPA

porté quelque sujet à négocier... et souvent de l'argent que l'on doit mettre de sa poche... Autant d'atouts concordant au changement de nature des expéditions.

Les progrès techniques et l'expérience de la haute altitude aidant, elles ne se déroulent plus toutes dans un style purement himalayen avec de nombreux camps d'altitude, à partir desquels une cordée de grimpeurs équilibre la paroi de cordes fixes permettant à une seconde cordée d'acheminer matériel, sacs, oxygène... Une tactique sûre, mais nécessitant du temps, du matériel, des hommes, des sherpas. De plus en plus, depuis 1975, les expéditions s'allègent, adoptant, jusque dans les itinéraires les plus audacieux, la technique alpine (quatre grimpeurs au lieu de douze ou plus, deux sherpas, deux camps d'altitude ou même de simples bivouacs

améliorés, pas d'oxygène...), ainsi qu'une ascension non plus en dents de scie, mais simultanée. Une méthode plus risquée et plus éprouvante du fait de la modestie de l'infrastructure, du nombre limité de grimpeurs (en cas de défaillance) et des camps de repli, mais qui permet, par une ascension plus rapide, la conquête de nouveaux itinéraires tout en comprimant sérieusement les budgets. La différence de prix de revient par grimpeur pouvant osciller, selon les deux techniques, entre 30 000 F et 100 000 F, sur un même itinéraire. Ainsi fut gravi, dans les années 80, la très difficile face ouest du Manaslu (8 160 mètres) par quatre grimpeurs français seulement. La première, en 1965, avait été effectuée par la voie normale par quinze Japonais. Autre tendance se dessinant également, depuis cinq ans,

dans le monde des expéditions et s'inscrivant dans le prolongement direct, les trekkings himalayens : les expéditions guides-clients. Il ne s'agit plus ici de première ni de performances. Les guides ayant déjà réalisé une ou plusieurs expéditions entre eux mettent ensuite leur technique et leur expérience au service d'une dizaine d'amateurs ayant déjà une bonne expérience de la montagne et de l'altitude, qu'ils conduisent au sommet d'un 6 000-7 000 mètres classique et sans trop de risques. La marche d'approche de quinze jours, trois semaines, sortant des itinéraires « agences de voyages », constitue un trekking insolite, que vient pimenter l'ascension d'un 7 000 et toute la nouveauté de l'organisation d'une ascension himalayenne (porteurs de valises, sherpas, camps d'altitude...). Coût de l'opération : 30 000 à

40 000 F demandés par participant, toutes formalités d'usage comprises (taxe de sommet, réservation, demande d'autorisation...). Ainsi, les guides de Chamonix proposent-ils l'ascension d'Annapurna IV (7 525 m) comprenant dix jours de marche d'approche avec une centaine de porteurs, quatre camps d'altitude et quinze à vingt jours d'ascension jusqu'au sommet.

Enfin, parallèlement aux expéditions, et profitant de leur autorisation de pénétration dans certaines régions himalayennes interdites au tourisme, les trekkings de soutien demeurent rares, lorsque l'on ne côtoie pas le monde des expéditions ou tout au moins les compagnies de guides. Face à ces nombreux problèmes que pose l'ascension en Himalaya, les grimpeurs se tournent depuis quelques années vers les

chaînes du continent américain. « En Alaska ou en Amérique du Sud, pas besoin d'autorisation pour gravir un sommet. De plus, en trois jours de marche, on est au pied de la cordillère Blanche (Pérou) ; pour l'Huascarani (6 700 m), d'une très grande difficulté technique, on laisse la voiture à une journée du camp de base, explique Hervé Thivierge. Mais la très haute altitude, les parois de 3 000 ou 4 000 mètres de haut à grimper, on ne les trouve que dans le gigantisme himalayen. Et quelles que soient les difficultés de mise sur pied de telles expéditions, quand on a réussi les grandes voies des massifs européens, c'est avant tout là-bas que l'on a envie d'aller... »

CAROLINE GROSS.

## Partir

### Vacances pas chères

P our aider le candidat aux vacances à s'y retrouver dans la forêt des catalogues, le groupement Sélection Voyages (260 agences de voyages) vient d'éditer un petit guide des réductions valables 84. Diffusé gratuitement, il recense toutes les promotions de promotion ou de prix particuliers offertes par les agences. On y trouve, par exemple, les vols spéciaux gratuits pour les jeunes mariés et les réductions offertes aux voyageurs du troisième âge. Sans oublier les semaines de vacances gratuites : la seconde à Ceylan, la troisième aux Antilles.

Destiné à ceux qui, sur place, préfèrent se débrouiller par leurs propres moyens, Sélection Voyages recense de son côté 138 destinations à rallier à des prix très compétitifs.

« Guide des réductions valables 84... Sélection Voyages », sur simple demande dans toutes les agences du réseau Sélection Voyages, 30, rue Le Peletier, 75001 Paris. Tél. (1) 246-91-63.

## Ecole de sherpas

S i, en 1983, le sherpa népalais Tensing accompagnait déjà, en tant que membre d'expédition à part entière, Edmund Hillary au sommet de l'Everest, les porteurs d'altitude, tout au long de la conquête himalayenne, furent trop souvent considérés comme de simples employés, tout juste qualifiés pour le portage.

Conséquence du peu d'initiatives et de responsabilités qu'on leur confiait : ils désertaient les expéditions pour le portage en trekking, moins risqué et moins pénible.

Conséquences de cette carence, Français et Yougoslaves prirent l'initiative, en 1978, de construire l'école de Manang, située à 3 500 mètres d'altitude, à Pisang, à proximité de glaciers, de sommets de 6 000 à 7 000 mètres et de falaises d'escalade.

Leur objectif : dispenser une formation de base à la haute montagne à une cinquantaine de sherpas népalais chaque année, pendant deux mois d'été.

Depuis sa création, l'école a reçu cinq promotions encadrées par des instructeurs étrangers (Yougoslaves, Français, Canadiens, Polonais, Suisses, Allemands). Ainsi, au début de l'automne 1982, deux instructeurs français de l'ENSA (Ecole nationale de ski et d'alpinisme) et deux Yougoslaves participèrent à la formation sur le terrain de vingt-cinq stagiaires et de cinq cadres népalais.

Faisant suite à cette initiative, depuis le printemps 1983, la Fondation Pollet-Villard aide, par un prêt de matériel, les jeunes alpinistes acceptant de former des sherpas en cours d'expédition.

Enfin, au cours de l'été 1983, trois jeunes sherpas ont suivi un stage à l'ENSA à Chamonix. Ils feront partie des futurs instructeurs de Manang.

L'UIAA (Union internationale des associations d'alpinisme) ne limite pas ce type d'entreprise au Népal. Elle se tourne actuellement vers l'Amérique latine.

C. G.

## Carnet d'altitude

Trekking de soutien accompagné la première de l'été N.O. du Nuptse.

20-21 jours de marche jusqu'au camp de base du Nuptse. 10 personnes maximum.

Niveau : être un bon marcheur, entraîné à la marche en montagne et avoir une bonne condition physique.

Dates : départ vers le 15 octobre ; retour vers le 15 novembre.

Prix indicatif : 14 000 F.

★ Renseignements : Guides de la Vallouise, Gérard Estienne, 05 120 les Vigneaux. Tél. (92) 23-10-89.

Trekking-expédition.

Annapurna IV (7 525 m), dont 15 jours de marche et 15 à 20 jours d'ascension.

Niveau : avoir l'expérience des courses de neige en haute montagne.

Dates : départ le 15 septembre ; retour le 29 octobre.

Prix indicatif : 33 000 F.

★ Renseignements : Michel et Hervé Thivierge (Compagnie des guides de Chamonix), 71, chemin de la Dy, les Moussoux.

74400 Chamonix. Tél. (50) 53-04-73.

Trekking + un sommet.

A l'occasion de la première de la face sud du Nuptse. Camp de base du Nuptse et ascension de l'Island Peak (6 183 m), 23 jours de marche environ (dont 1 jour pour l'ascension).

Niveau : petite expérience de neige.

Dates prévues : départ le 12 septembre ; retour le 10 octobre.

Prix : 17 000 F.

★ Renseignements : Compagnie des guides des Pyrénées, Dominique Julien, 65120 Luze-Sainte-Sauveur. Tél. (62) 92-87-98.

A l'assaut d'un 8 000 !

Spécialisé dans les ascensions en très haute altitude, Altitudo extrême organise, en mai-juin-juillet 1985, une expédition sur un plus de 8 000 mètres, le Gasherbrum II, dans le massif du Karakoram. Une première pour 15 personnes encadrées par cinq guides.

★ Renseignements : Claude Jaccoux, bureau des guides, Maison de la montagne, 74400 Chamonix.

## NOS TOURS DU MONDE 1984

Du 12 octobre au 17 novembre

Singapour - Grande Barrière de Corail - Alice Springs - Sydney - Nouvelle-Zélande - Tahiti - Rangiroa - Ile de Pâques - Santiago - Rio

5 semaines de Paris à Paris : 38 700 F

LA CROIX DU SUD

5, rue d'Amboise 75002 Paris  
Tél. : 261-82-70 - Lic. A 681

## L'AVENTURE SAHARIENNE...

Venez vivre l'expérience unique du désert avec les Touaregs... Raids & Randonnées de 11 à 16 jours.

NIMADE LES AMIS DU SAHARA

49, rue de la Montagne-Saint-Gervais 75005 Paris - Tél. 329 06 80

## Volez en Concorde à prix charter

Le 6 octobre prochain aura lieu un voyage supersonique en Concorde à destination de l'Irlande. Les conditions très exceptionnelles de ce vol permettent de l'utiliser à des fins promotionnelles pour une opération de relations publiques ou de stimulation. Idée originale facilitée par la possibilité d'un retour sur lignes régulières au jour de votre choix. Un large éventail de formules de séjour vous est également proposé par AIRCOM (lic. 1.75.001), 93, rue de Monceau, 75008 Paris. Tél. 522-86-48. Telex 643 780 F.

## LA BONNE ADRESSE

Vos vacances familiales à... CHRISTINA CRANS  
7 jours demi-pension de F 485,- par pers. Enfants dans la chambre des parents : gratuits. Valable du 15-6 au 7-7 et du 19-8 au 23-9-84. Ecrivez Christina Crans, 3863 Crans-Montana - Téléphone 027/45-19-81.



## Globe-trotters de Sa Majesté

Pour les Britanniques, l'Afrique commence à Dunkerque.

LE 31 janvier, enfin, le terrible mois des soldes s'achève. Mais une nouvelle épreuve commence aussitôt. Pas le temps de soufler. Une autre campagne publicitaire démarre, plus intense encore que la précédente — qui elle-même a suivi celle des achats de Noël. L'hiver est dur pour le consommateur anglais. Mais, cette fois, finis les chocolats et les aspirateurs, place à l'exotisme. Dans les journaux, à la radio, à la télévision, il n'est question que de mer et de soleil. La Méditerranée déferle à grand flot bleu dans le « Home, sweet home ». Pour subir un tel matriage, il faut sans doute être Britannique et donc rompu à toutes les intempéries. Pour qui ne l'est pas, il y aurait de quoi prendre immédiatement un billet pour le cercle polaire.

Mais les Anglais ne perdent pas la tête. Les vacances, comme toute autre chose, doivent se préparer sérieusement et longtemps à l'avance. Les annonceurs connaissent leur public. Un peu de rêve, certes, mais pas trop. A peine la belle natade a-t-elle plongé dans l'écluse qu'elle refait déjà surface pour vous entretenir, détails à l'appui, du meilleur rapport qualité-prix. « Good value for money » est la devise des sujets de Sa Majesté. Dans ce pays protestant, on ne rechigne pas à parler d'argent, bien au contraire. Les Baléares, ce sont d'abord des chiffres. Et, pour plus amples informations, consultez les « brochures » (sic)... Ce mot revient sans cesse, lancinant. Durant tout le mois de février, des millions de Britanniques vont s'absorber dans l'étude attentive des volumineux catalogues édités à profusion par les tour-opérateurs.

Après mûre réflexion et rigoureux calculs, Mr. Smith fait son choix et sa réservation, si bien que dès la mi-mars les industriels du tourisme sont assez précisément fixés quant à l'étendue de leur marché pour la saison. Cette remarquable prévoyance de leur clientèle fait évidemment leur affaire et leur permet d'« écraser » au maximum les prix.

Ainsi, en juin, Benidorm affiche déjà « complet ». Pourquoi Benidorm ? Parce que cette station balnéaire du sud de l'Espagne est devenue une colonie britannique autrement plus importante que Gibraltar. Ce nom, dans la langue de Shakespeare, est désormais syno-

nyme de vacances économiques à l'étranger où l'on se retrouve entre soi. Benidorm signifie une ère nouvelle pour les Anglais, celle du tourisme de masse en dehors des îles Britanniques. Un phénomène récent, car la Grande-Bretagne a été le dernier des pays du nord de l'Europe à sacrifier au rite des grandes migrations saisonnières vers le soleil. L'Anglais moyen ne vit à l'âge du charter que depuis peu.

Le « boom » s'est curieusement produit à la fin des années 70 alors qu'outre-Manche, comme partout ailleurs, la crise et la récession commencent à se faire rudement sentir.

Selon une enquête que vient de publier la British Tourist Authority, 59 % des Britanniques — parmi la population adulte — prennent des vacances, organisées pour 61 % d'entre eux. En 1983, un vacancier sur deux s'est rendu à l'étranger. Voici seulement dix ans, le rapport n'était que de un sur six. De 1976 à l'an dernier, le nombre des séjours outre-mer a, très exactement, doublé.

Le rapide et spectaculaire renforcement du cours de la livre a été le principal facteur de ce changement. Le taux de change du sterling est devenu très avantageux dans beaucoup de pays, notamment ceux du bassin méditerranéen. L'Espagne est, de très loin, la destination la plus appréciée puisqu'elle reçoit 33 % des touristes britanniques. La France vient au second rang, mais avec 14 %. Et, là, il s'agit essentiellement de voyages individuels.

La plupart des salariés anglais ont mis nettement plus de temps pour acquérir un niveau de vie comparable à celui que l'on trouve ailleurs en Europe, à catégorie sociale égale et degré de développement sensiblement équivalent. Cela explique en partie leur retard dans la course au soleil et le fait qu'ils semblent ignorer les restrictions que s'imposent depuis quelques années les touristes d'autres pays. La bonne tenue de la livre compense quelque peu les conséquences de l'immense vague de chômage qui frappe la Grande-Bretagne. En outre, certains chômeurs avouent à demi-mot que, grâce à une bizarrerie de la réglementation actuellement en vigueur, ils sont parfois presque « incités » à maintenir

leurs dépenses de vacances afin d'être mieux indemnisés.

Mais il n'y a pas que des raisons d'ordre économique à cette évasion soudaine et massive des Anglais vers d'autres lieux. Les experts mettent l'accent sur l'existence de « barrières psychologiques » fort anciennes qui ont quasiment disparu en l'espace de quelques années. L'expérience des premiers voyageurs de groupes ayant eu un effet d'entraînement. L'Angleterre

selon les canons du bien-être britannique. Pendant de longues décennies, le reste de l'Angleterre a été convaincu que le voyage était risqué s'il ne pouvait se faire dans de telles conditions, qui n'étaient pas à la portée de toutes les bourses. Aujourd'hui encore, il existe toujours des traces de ces réticences et de ces préjugés. Chaque année, avant la belle saison, la presse déploie de grands efforts pour mettre en garde ses lecteurs contre les

prudence, pour autant qu'elle fût justifiée, et ce non seulement parce qu'à quelques exceptions près on constate que les voyageurs reviennent satisfaits et saufs avec l'envie de repartir, mais encore — et surtout — parce que le formidable développement de l'industrie des voyages organisés procure des incitations auxquelles il est difficile de résister. Les principales firmes qui dominent le marché ont des dimensions impressionnantes les autorisant

con. Un exemple : une semaine au Portugal dans un « cinq étoiles » était vendue au début de l'année à 168 livres (près de 2 000 francs) ; aujourd'hui, c'est le même prix... pour trois semaines.

Mais ces baisses seront vraisemblablement de courte durée. Les organisations professionnelles annoncent des changements importants sur le marché, pour les prochaines années. Le taux de change avec la monnaie espagnole devient sensiblement moins favorable et l'inflation demeure très forte dans plusieurs pays méditerranéens, quand elle ne s'aggrave pas au regard de ce qu'elle est en Grande-Bretagne.

Une pareille évolution pourrait contribuer à relancer le tourisme en Grande-Bretagne, car, si les Anglais ont tout à coup surmonté leurs appréhensions pour s'exiler en nombre le temps de leurs congés, c'est notamment parce que les infrastructures d'accueil dans leur pays étaient devenues vétustes et mal adaptées. M. David Airey, chargé de recherche à l'université du Surrey, résume un avis largement partagé en disant que l'hôtellerie britannique, qui fut sans doute la meilleure du monde au début du siècle, « est maintenant très dépassée, en tout cas dans les lieux de villégiature favoris des Anglais, où elle manque des moyens et même des conditions de sa rénovation ». M. Airey souligne que la saison est très courte en raison du climat et que cela pose un problème de rentabilité et d'investissement d'autant plus grave que les stations de la côte attirent pas les touristes étrangers qui viennent en foule à Londres, où l'industrie hôtelière est, là, en pleine expansion avec tous les capitaux nécessaires.

Les hôtels anglais sont chers. « Comment ne pas hésiter, interroge M. Airey, quand à qualité égale, voire supérieure, deux semaines en Espagne ou à Corfou coûtent 200 livres, au lieu de 280 livres dans le Devon ? ». Il manque à Benidorm, l'une de ces célèbres jetées piéces, qui font le charme des plages anglaises et sont la marque des réjouissances populaires tant prisées des Britanniques, mais, dans ce domaine, ceux-ci ont retrouvé là-bas — le monument en moins — tout ce qui leur convenait. Confort et soleil en plus...

FRANCIS CORNILLON



est une île — comment l'ignorer — et la majorité de ses habitants a longtemps fait ce qu'il est convenu d'appeler un « complexe de Douvres ». Franchir le pas de Calais représentait un saut sinon dans l'inconnu, tout au moins dans un monde dont les habitudes paraissent trop différentes, comme cette manie qu'ont les Continentaux de vouloir rouler à droite.

Ce sont pourtant des Anglais qui, au siècle dernier, ont inventé le « tourisme », souvent lointain ; ils ont même créé ce mot et l'ont imposé dans toutes les langues. Mais ces pionniers appartenaient à une minorité privilégiée, aristocratique ou gens fortunés qui pouvaient s'en remettre aveuglément aux bons soins de l'agence Cook, suivre à la lettre les conseils avisés du guide Baedeker et jouir du confort de l'Orient-Express avant de s'installer dans les palais de la Riviera conçus

multiples et divers dangers qu'ils courront sur le continent. À lire certaines enquêtes, on finirait par croire que l'Afrique commence dès la sortie de Dunkerque. Assurément, ainsi que l'a fait dernièrement le *Times*, il n'est pas inutile de signaler que la Méditerranée est excessivement polluée, mais on pourrait oublier que la Grande-Bretagne n'est pas — tant s'en faut — exempte de pollution, alors qu'elle se voit reprocher d'exporter des pluies acides et que des plages sur la mer d'Irlande ont dû être interdites pendant plusieurs mois pour cause de contamination nucléaire. Le moindre incident dont sont victimes des touristes britanniques est susceptible de faire les gros titres, et encore ne s'agit-il pas forcément d'événements aussi inquiétants que les attaques d'automobilistes sur les routes du sud de la France.

Cependant, la tentation l'a emporté de plus en plus sur la

à pratiquer des tarifs très ajustés et possèdent souvent leur propre société de charter : Britannia Airways pour Thomson, Air Europe pour Imasun, Monarch pour Cosmos. Chacune de ces entreprises de transport aérien dispose d'une flotte plus nombreuse et moderne que celle de bien des compagnies aériennes nationales étrangères.

La compétition entre les tour-opérateurs et leurs filiales est particulièrement vive, au point que, cette année, les directions se reprochent mutuellement de travailler à perte et d'hypothéquer l'avenir. Les prévisions ont été trop optimistes et les compagnies de charter souffrent de surcapacité. C'est une aubaine pour les clients imprévoyants, qui se sont vu offrir des rabais substantiels, au dernier moment. La concurrence prend des proportions étonnantes, et ceux qui craignent de n'avoir pas les rems assez solides crient casse-

## Cinquante ans d'amusement dans les camps Butlin's

EN contrebasse de la digue qui masque la plage, trois grands hangars entourés de longs baraquements en alignement serrés. Vu de loin, ce pourrait être une usine ou une base de l'armée. Mais l'éventuelle confusion s'arrête là. Ces bâtiments de construction sommaire sont peints de couleurs criardes qui jurent avec le bleu turquoise d'une immense piscine. Une odeur de frites et de bière tarde à se dissiper dans l'air marin, et, selon le vent, l'écho des flonflons d'une fête foraine alterne avec celui des vagues.

Nous sommes à Bognor-Régis, vieille station balnéaire du Sussex, au bord de la Manche, mais dans un vaste enclos isolé au milieu de l'agglomération des villages bourgeois. Un monde à part : un camp de vacances Butlin's, une institution qui, depuis bientôt cinquante ans, est devenue presque aussi célèbre et solide que d'autres plus prestigieuses dont s'enorgueillit la couronne. Pour qui continue de se faire une idée de l'Angleterre en passant d'abord aux clubs de Pall Mall, à la Lloyd's ou à des manoirs de style Tudor, l'aspect des lieux ne manque pas de surprendre. Butlin's n'en est pas moins « très britannique » et représente une formule à succès, maintenant éprouvée avec bon-

heur par plusieurs générations d'authentiques Anglais.

Certes, le décor n'est pas si trompeur. Un centre Butlin's est une entreprise industrielle, et il y en a cinq autres répartis sur les différentes côtes de Grande-Bretagne, tous conçus sur le même modèle. En saison, on compte, à Bognor, cinq mille résidents et huit cents employés. Une grosse usine de loisirs destinée à assurer l'évasion à bon marché d'une Angleterre si profonde que nous l'ignorons quand elle ne se met pas en grève : celle du Nord, des mineurs du Yorkshire ou des ouvriers des Midlands.

Au pays de la révolution industrielle, Butlin's a été une invention peut-être aussi importante et nécessaire que la machine à vapeur. Sa Majesté semble l'avoir reconnu en récompensant l'auteur, promu Sir William Butlin, avant sa mort en 1982. Il s'appelait simplement Bill Butlin en 1936 lorsque les travailleurs anglais se ont vu accorder leur première semaine de congés payés. À Skegness, sur les tristes rivages de la mer du Nord, M. Butlin constate que, à l'époque, il n'y a pas assez de logements pour accueillir ce flot de nouveaux vacanciers. Il remarque surtout que ces derniers s'ennuient. Avec un pragmatisme bien anglais, qui exclut les fau-

sements, il crée donc des camps scouts ou colonies de vacances pour l'ouvrier et sa famille. Il calcule tout au plus juste prix — sur la base d'un salaire hebdomadaire — mais ne lésine pas sur l'essentiel : l'animation. Adaptée à tous les âges et permanents, elle est l'élément majeur du « forfait Butlin » et fait l'orgueil de marque de la maison. N'en déplaise au fondateur du « Club », M. Butlin l'a présidé dans la trouille du « G.O. ». De l'autre côté de la Manche, le « gentil organisateur » s'appelle « veste rouge » parce qu'il porte un blazer écarlate, mais son rôle n'est guère différent.

« De nos jours, il y a moins d'embarcadere », souligne M. Morris Pegg, l'un des directeurs de Butlin's. Cette remarque en dit long sur les traditions de l'entreprise à ses débuts. L'autoritarisme paternel, si souvent moqué par les chansonniers britanniques, s'est assagi. Fini le temps des révoltes triomphantes au son des haut-parleurs, révolte celle du rassemblement matinal et obligatoire pour la gymnastique collective. « Les mœurs ont changé », explique M. Pegg. Nous avons suivi l'évolution du goût de nos clients, dont nous connaissons à présent la troisième génération. » A Bognor comme dans les autres camps, il n'est pas rare que les grands-parents séjournent avec

leurs enfants et petits-enfants. « Nous mettons surtout l'accent sur la famille », précise M. Pegg.

Les dimensions de la salle à manger principale sont impressionnantes : deux mille places ! De grandes tables de Formica numérotées, aucune recherche de décoration : le parti pris d'économie est évident, de même dans les bungalows aux toits de tôle ondulée. Pour être satisfait, le confort n'en est pas moins spartiate.

Un camp Butlin's n'est qu'un vaste parc d'attractions, l'un de ces amusements peints chers aux Anglo-Saxons et qui, avec Disneyland, ont gagné des proportions américaines. La différence, chez Butlin's, est que l'on y passe ses vacances pour mieux en profiter. Quel choix ! Un lac — artificiel comme ses lacs, entre lesquelles on circule en barque, — des autos tamponneuses, des montagnes russes, un circuit de karting, etc. S'il pleut, on se réfugie dans la salle du Bingo (Loto), jeu qui fait toujours fureur outre-Manche, ou bien dans l'une de ses salles de bal, grandes comme des halls de gare : côté tango, côté disco. Une piste est même réservée aux enfants, qui disposent, de surcroît, de « leur » bar (sans alcool). Les Anglais, qui ont inversé le thé dansant, résistent rarement à l'invitation d'un orchestre, à

n'importe quelle heure. Mais, dans un moment de lassitude, on peut aller jouer, en face, aux fléchettes ou au snooker (billard), deux sports encore plus populaires que le cricket ou le football. Les teen-agers s'isolent plus volontiers dans les « arcades », ces enfers de la machine à sous, encore un domaine où les Anglais furent des pionniers.

« Nos clients n'ont guère l'esprit aventureux », indique M. Pegg, qui possède, par prudence, un sens aigu de la litote. « En matière de distractions, nous devons continuer de miser sur des « classiques », mais Butlin's évolue. » En effet, les pensionnaires sont devenus un peu plus indépendants. La plupart d'entre eux préfèrent maintenant le système de la demi-pension, et, pour ceux dont les revenus sont désormais moins modestes, il a fallu construire des « chalets », dits de luxe et offrir une salle à manger relativement plus intime et au décor moins austère. Butlin's tente d'étaler la saison : séjours de Noël, accueil de groupes scolaires au printemps (des enfants du Pas-de-Calais sont venus cette année à Bognor). Des stages de tennis ou d'initiation aux micro-ordinateurs viennent d'être créés. Cette modernisation et cette diversification sont imposées par la concurrence, celle du soleil et des voyages de groupes à l'étran-

ger. L'avènement des charters marque un tournant, même pour Butlin's. « Pour une partie de nos fidèles la tentation de l'Espagne pas chère est de plus en plus grande », avoue M. Pegg.

Signe des temps : Butlin's a récemment acheté un hôtel à Torremolinos, en plus des cinq établissements que l'entreprise possède déjà en Grande-Bretagne, ces derniers étant destinés à une clientèle plus âgée et plus soucieuse de tranquillité que celle des camps.

Malgré la concurrence, Butlin's reste une valeur sûre de l'industrie du tourisme britannique, continuant d'accueillir, chaque année, près de soixante-dix mille personnes qui, pour beaucoup, n'auraient pas les moyens de s'offrir de pareilles vacances si on ne leur proposait pas des tarifs aussi bas : 85 livres (environ 1 000 francs) par semaine, tout compris, à Bognor.

La renommée des « brigades rouges » Butlin's n'est pas près de s'éteindre, alors que, depuis longtemps, elles sont entrées dans la légende au point d'avoir inspiré, il y a vingt ans, une comédie musicale que l'on joue toujours avec un énorme succès et dont on a tiré un inintermittant feuilleton télévisé.

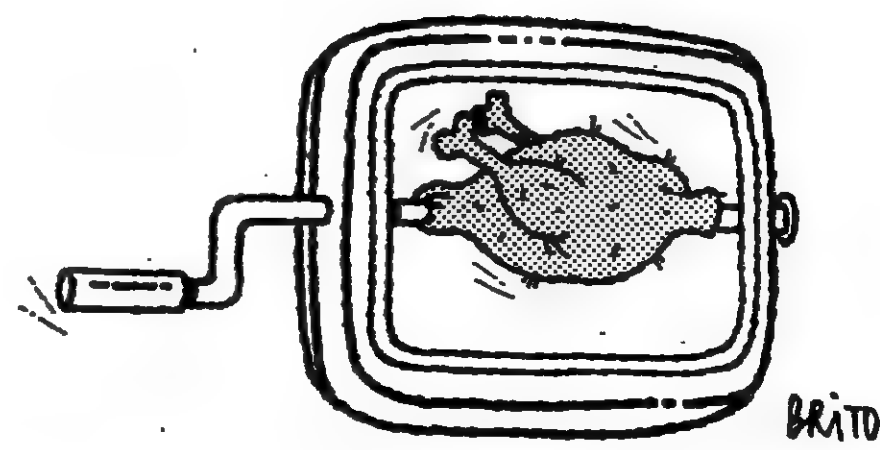
F.C.







	Dimanche 2 septembre	Lundi 3 septembre	Mardi 4 septembre
TELEVISION FRANCAISE <b>1</b>	<p>9.00 Emission islamique. 9.15 A Bible ouverte. 9.30 La source de vie. 10.00 Présence protestante. 10.30 Le jour du Seigneur. 11.00 Messe à Ametot (Pas-de-Calais). 11.55 Quarante ans déjà. 12.00 La séquence du spectateur. 12.30 Sports : Cyclisme. Championnat du monde sur route, en direct de Barcelone. 13.00 Journal. 13.25 Série : Agence tous risques. 14.25 Sports-vidéo. Moto : grand prix à San Marin ; cyclisme : championnat du monde sur route, à Barcelone. 17.35 Les animaux du monde. De M. de la Grange et A. Reille. La buffe d'Afrique. 18.00 La ligne transatlantique. Emission de M. Brion, réal. B. Deleandre. L'histoire du paquebot « Normandie ». 19.00 Série : Les Plouffe. N° 3 : Printemps 1939. 20.00 Journal. 20.35 Cinéma : L'Hôtel de la plage. Film de Michel Lang. 22.20 Sports dimanche. Magazine de J.-M. Leulliot. 23.05 Journal.</p>	<p>11.30 TF1 Vision plus. 11.55 Quarante ans déjà. 12.00 Bonjour, bon appétit. Magazine culinaire de Michel Oliver. Les œufs au plat. 12.30 Cocktail maison. 13.00 Journal. 13.30 Série : La petite maison dans la prairie. 14.20 Accroche-cœur. Magazine de C. Boisgelot. La rentrée, avec Noella Pantois. 14.35 Court métrage : Le Baiser. 14.55 Téléfilm : Huckleberry Finn. D'après Mark Twain, réal. J. Hivoly. Descente du Mississippi à la recherche de la liberté et d'aventures en compagnie de deux héros de légende. 16.30 Croque-vacances. Dessins animés, variétés, bricolage, infos-magazine et feuilleton (Poly en Tunisie). 17.55 Dessin animé : Une aventure de Phil Perfect. 18.10 Ceux qui se souviennent. Le printemps 1919. 19.15 Emissions régionales. 19.40 Cocoricocoboy. 20.00 Journal. 20.30 Musique : Peter Grimes. Opéra en trois actes de Benjamin Britten, livret de M. Slater. Avec l'Orchestre du Royal Opera House, de Covent Garden, dir. Colin Davis. Et : Jon Vickers, Norman Bailey, Heather Harper, John Tomlinson, Forbes Robinson, John Llanigan. Chorégraphie, E. Faza, réal. J. Vernon. Procès du marin traître, Peter Grimes, accusé de la disparition en mer d'un des apprentis. Colin Davis, le chef d'orchestre britannique, à la tête de l'Orchestre du Royal Opera House de Covent Garden, dirige une œuvre peu connue du public français. A ne pas manquer. 23.10 Journal.</p>	<p>11.30 TF1 Vision plus. 11.55 Quarante ans déjà. 12.00 Bonjour, bon appétit. Magazine culinaire de Michel Oliver. Omelette. 12.30 Cocktail maison. 13.00 Journal. 13.30 Série : La petite maison dans la prairie. 14.20 Micro-puce. Magazine de l'informatique. La mémoire du Jardin des plantes. 16.30 Croque-vacances : Dessins animés, variétés, bricolage, infos-magazine et feuilleton (Poly en Tunisie). 17.55 Dessin animé : Une aventure de Phil Perfect. 18.10 Ceux qui se souviennent. Le printemps 1919. 19.15 Emissions régionales. 19.40 Cocoricocoboy. 20.00 Journal. 20.30 Musique : Peter Grimes. Opéra en trois actes de Benjamin Britten, livret de M. Slater. Avec l'Orchestre du Royal Opera House, de Covent Garden, dir. Colin Davis. Et : Jon Vickers, Norman Bailey, Heather Harper, John Tomlinson, Forbes Robinson, John Llanigan. Chorégraphie, E. Faza, réal. J. Vernon. Procès du marin traître, Peter Grimes, accusé de la disparition en mer d'un des apprentis. Colin Davis, le chef d'orchestre britannique, à la tête de l'Orchestre du Royal Opera House de Covent Garden, dirige une œuvre peu connue du public français. A ne pas manquer. 23.10 Journal.</p>
ANTENNE <b>2</b>	<p>10.50 Journal et météo. 10.55 Les chevaux du terroir. 11.25 Gym tonique. 12.00 Récit A2. Les Schtroumpfs. 12.15 Les voyageurs de l'histoire. Les Cent-Jours. 12.45 Journal. 13.20 Bon anniversaire, M. Blériot. Le 29 juillet 1905, Louis Blériot, aviateur et constructeur, traversait le premier la Manche à bord de son Blériot-XI. Une caméra de la BBC et une équipe d'Antenne 2 pour une reconstitution « comique », indique-t-on. 14.20 Série : Les mystères de l'Ouest. 15.05 Dessin animé. 16.20 Variétés : Si on chantait. A Neuchâtel (Suisse). 16.15 Feuilleton : Les amours des années grises. Agathe de rien (Redif.). 17.20 Série : Les dangers de la côte. réal. Nina Companeez. Dernier épisode : l'Ivresse. 18.50 Stade 2. 19.55 Téléchat. 20.00 Journal. 20.35 Jeu : La chasse aux trésors. A Madère, avec des candidats belges. 21.40 Série : Le village sur la colline. réal. Y. Laumet. Chavigny 1920-1932. (Rediffusion.) La crise des années 30 : M<sup>me</sup> de Chelly vend son domaine. Rousseau, le concubine, devient le nouveau propriétaire. Marie et Louis sont congédiés. Le couple va mal mais cette fresque ou chronique sur la vie paysanne en France continue son petit bonhomme de chemin, pour notre plus grand plaisir. Tendre, concret. 23.20 Journal. 23.40 Bonsoir les clips.</p>	<p>12.00 Journal (et à 12 h 45 et 18 h 40). 12.05 Muppets Show. 12.30 Feuilleton : Les amours des années folles. Les sœurs Hortensia. 13.35 Série : Mannix. N° 6 : la Nuit hors du temps. 14.25 Aujourd'hui la vie. Carte blanche à une classe de 1<sup>re</sup> A. 15.30 Série : Akagora. Des amours difficiles. 16.55 Sports été. Hippisme à Rotterdam ; moto : grand prix de San Marin. 18.00 Récit A2. Téléchat : Kun-Kun. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Emissions régionales. 19.40 La théâtre de Boulevard. 20.00 Journal. 20.35 Téléfilm : Mesdemoiselles les jurés. L'affaire Lamoignon, réal. D. Giuliani. Avec F. Darbon, J. Chaillex, J.-F. Remy, F.-E. Gendron. Eric n'est plus rien. Infirme, sans travail, il dort au fond d'un bois. Quand un jour de 1983, on lui offre du travail, un logement... Mais avant il lui faut régler ses dettes. Un drame de la misère. 22.40 Musique : Stravinsky. Le Nouvel Orchestre philharmonique, sous la direction d'H. Soudant, soliste C. Helffer, interprète le « Concerto pour piano et orchestre d'harmonie », de Stravinsky. 23.15 Journal. 23.35 Bonsoir les clips.</p>	<p>10.30 Antiope. 12.00 Journal (et à 12 h 45 et 18 h 40). 12.05 Muppets Show. 12.30 Feuilleton : Les amours des années folles. Les sœurs Hortensia. 13.35 Série : Mannix. N° 7 : l'Ombrage d'un homme. 14.25 Aujourd'hui la vie. Les gagnantes (redif.). 15.30 Série : Akagora. Une famille bien tranquille (la vie intime des gorilles). 16.55 Sports été. Voile : Québec-Saint-Malo ; volley-ball. 18.00 Récit A2. Yakari : Latulu et Lirel ; Clip Tchao et Grodo ; Barrières. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Emissions régionales. 19.40 La théâtre de Boulevard. 20.00 Journal. 20.35 Téléfilm de L. Johnson. Avec H. Holbrook, H. Lange, M. Sheen. Doug Salter est homosexuel, divorcé et père d'un garçon de seize ans, Nick, qui, en vacances chez son père, s'aperçoit que celui-ci lui cache quelque chose. Un amour. Stupéfaction ! 22.00 Dédit : Etre gay en 1984. Avec M<sup>me</sup> D. Fernandez, R. Camus et M<sup>me</sup> J. François, écrivains : le docteur D. Seux, psychiatre ; M<sup>me</sup> P. Veyne, historienne et H. Marsan, journaliste au Gai-Pied. 23.15 Journal. 23.35 Bonsoir les clips.</p>
FRANCE RÉGIONS <b>3</b>	<p>12.00 La vie en tête. Magazine mensuel de « La Vie Mutualiste ». 13.00 Ouvre-vingt-quatre. Emission du groupe mutual des fonctionnaires. 18.30 Emissions pour la jeunesse. Les aiguillages du rêve ; Inspecteur Gadget ; Rock'n'roll : Deux jeux sur la trois ; Cot-cot ; L'oiseau ; Manémo ; Cuisine sans cuisson ; La minute de Spirale. 19.40 RFO Hobbe. 20.00 Wayne and Shuster. Série humoristique de deux comiques canadiens. 20.35 La terre des vivants et le royaume des morts. Série de R. Chausse, textes dits par Jean Piau. La préhistoire par les étoiles. Les métaux, cuivre, étain, bronze en liaison avec les premières idées concrètes de l'astronomie. Cette nouvelle préconnaissance de l'astronomie donne naissance aux sentiments religieux. 21.30 Jazz à Juan-les-Pins. De J.-C. Avery. Avec Danny Parker, Orange Kellin, Jabbo Smith... 22.05 Journal. 22.30 Cinéma de minuit : le Conformiste. Cycle cinématographique. Film de Bernardo Bertolucci. 0.15 Prélude à la nuit. « Etude en forme de valse », de Saint-Saëns, par Catherine Joly, au piano.</p>	<p>19.03 Jeu littéraire : Les mots en tête. 19.15 Emissions régionales. 19.40 Bradi-Braden. Diversité à la Braderie de Lille. 19.55 Dessin animé : Inspecteur Gadget. 20.05 Les jeux. 20.35 Cinéma : Indomptable Angélique. Cycle Angélique. Film de Bernard Borderie. 22.00 Journal. 22.20 Thalassa. Magazine de la mer, de G. Pernoud. Le renouveau de l'hydravion. 23.20 Prélude à la nuit. « Dans la pénombre en face », de J.-L. Petit, par l'Atelier de Ville-d'Avray.</p>	<p>19.03 Jeu littéraire : Les mots en tête. 19.15 Emissions régionales. 19.40 Bradi-Braden. Du grand lillois à la Foire Internationale. 19.55 Dessin animé : Inspecteur Gadget. 20.05 Les jeux. 20.35 Cinéma : Vacances royales. Film de Gabriel Auer. 22.00 Journal. 22.25 Hommage à Max-Pol Fouchet. « Les Voyageurs à l'ancre », interview de M.-P. Fouchet, à l'occasion du 3<sup>e</sup> anniversaire de sa mort, réal. C. Him. 22.40 Prélude à la nuit. « Andante et allegro », de Chausson, par M. Lethier, clarinette et D. Weber, piano.</p>
PÉRIPHÉRIE	<p>● R.T.L., 19 h 25, série : Quincy ; 20 h 15, le Détective, film de G. Douglas ; 22 h 30, variétés : Jean Sablon. ● T.M.C., 19 h 30, série : Max la Menace ; 20 h 5, A vous de choisir ; 21 h 40, série : l'île fantastique. ● R.T.B., 20 h 10, 9<sup>e</sup> Festival international du cirque de Monte-Carlo ; 21 h 10 : Au plaisir de Dieu (n° 4 : les Frères ennemis). ● T.S.R., 20 h, Vedettes sur scène (Bourvil) : la Bonne Planque, pièce de M. André ; 22 h 55, Rencontre pour un soir d'été : May Fiquenay ; 0 h 5, Stations, feuilleton vidéo.</p>	<p>● R.T.L., 19 h 25, série : Les Espions ; 20 h 15, l'Arme à gauche, film de C. Samet ; 21 h 55, variétés : Eddy Mitchell. ● T.M.C., 19 h 50, série : Quincy ; 20 h 45, Les L'Intrépide mystérieux ; 21 h, le Piège à cons, film de J.-P. Mocky ; 22 h 30, Les carnets de l'été ; 22 h 40, Clip'n'roll. ● R.T.B., 20 h, Les hommes préfèrent les grosses, film de J.-M. Poiré ; 21 h 30, Musique militaire (à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire de la libération de la Belgique). ● T.S.R., 20 h 15, spécial cinéma : Bersaglio and Co, film de J. Dancy ; 22 h 5, Gros plan sur Alain Delon.</p>	<p>● R.T.L., 19 h 25, série : Aux frontières du possible ; 20 h 20, la Fleur de l'âge, film de J. Guillermin ; 22 h 5, variétés : Pierre Rapsat et Jo Le-maire. ● T.M.C., 19 h 50, série : Le bel été ; 20 h 45, Jeu : L'Intrépide mystérieux ; 21 h, la Caravane de feu, film de B. Kennedy ; 22 h 40, Les carnets de l'été ; 22 h 50, Clip'n'roll. ● R.T.B., 20 h, Les sentiers du monde (Les oubliés de l'Altiplano, en Bolivie) ; 2 h, Téléfilm : Les moyens du bord. ● T.S.R., 20 h 15, La chasse aux trésors (à Las Vegas) ; 21 h 25, Grands chefs d'orchestre : Pierre Boulez ; 22 h 35, la Légion étrangère.</p>





ساعات العمل

TÉLÉVISION

LE MONDE LOISIRS  
SAMEDI 1<sup>er</sup> SEPTEMBRE 1984 VII

Mercredi 5 septembre	Jeudi 6 septembre	Vendredi 7 septembre	
<p>11.30 TF 1 Vision plus. 11.50 Quarante ans déjà. 12.00 Bonjour, bon appétit. Magazine culinaire de Michel Oliver. 12.30 Cocktail maison. 13.00 Journal. 13.30 Série : La petite maison dans la prairie. 14.25 Un métier pour demain : la biotechnologie. 15.20 Monte-Carlo show. 16.30 Croque-vacances. En balade à Malte, dessins animés, variétés, feuilleton (Thierry la Fronde). 17.50 Dessin animé : Une aventure de Phil Perfect. 18.05 Ceux qui se souviennent : 1925 : mémoires populaires. 18.15 Émissions régionales. 19.40 Cocoricocoboy. 19.55 Tirage du Tac-O-Tac. 20.00 Journal. 20.30 Tirage du Loto. 20.35 Série : Dallas. Chaque membre du clan est présent en mesure d'établir son bilan. Lequel ? <b>Nuits d'été de l'INA.</b> 21.25 Vidéoflashes. 21.30 New-York, New-York, a big apple. Reportage musical sur la Zulu Nation new-yorkaise, de F. Pain. La Zulu Nation new-yorkaise avec ses musiques, graphistes. Des images mixées entre elles, rythmées aux tempos du rap. 22.00 Télévision de chambre : l'Homme à la valise. De C. Akerman. (Lire notre article.) 22.55 Portrait : Serge Lutens. Réal. G. Hervé. Un photographe maquilleur, coiffeur ou décorateur qui s'est exclusivement consacré à embellir et célébrer la femme. 23.20 Stations. Feuilleton vidéo de Bob Wilson : l'Essai. 23.25 Journal.</p>	<p>11.30 TF 1 Vision plus. 11.50 Quarante ans déjà. 12.00 Bonjour, bon appétit. Magazine culinaire de Michel Oliver. 12.30 Gâteau de gratin de pommes de terre. 13.00 Cocktail maison. 13.30 Journal. 13.30 Série : La petite maison dans la prairie. 14.20 Objectif santé. 15.30 Quarté. En direct de Vincennes. 16.00 Abbaye de France : Montecor. 16.15 Histoire sans parole : Début à l'école. 16.30 Croque-vacances. Variétés, dessins animés, infos-magazine et feuilleton (Poly en Tunisie). 17.50 Dessin animé : Une aventure de Phil Perfect. 18.15 Ceux qui se souviennent. Avant 36, chronique de la saison. 19.15 Émissions régionales. 19.40 Cocoricocoboy. 20.00 Journal. 20.35 Variétés : Nana Mouskouri. De M. et G. Carpentier. Des extraits du répertoire au théâtre antique de l'Acropole d'Athènes. Le retour de Nana sur la scène le 23 juillet dernier. 21.35 Magazine de l'information : l'Infovision. De R. Pic, M. Albert et J. Decroix. Sous ce titre, se cachent les anciens : Mardi de l'information, le magazine de la rédaction de TF 1 : reportages, enquêtes, dossiers choisis en fonction de l'actualité. 22.50 Journal. 23.05 Vivre en poésie.</p>	<p>11.30 TF 1 Vision plus. 11.50 Quarante ans déjà. 12.00 Bonjour, bon appétit. Magazine culinaire de M. Oliver. 12.30 Escalope de thon. 13.00 Cocktail maison. 13.00 Journal. 13.30 Série : La petite maison dans la prairie. 15.40 Parcours avec Alain Lombard. De B. Carreau. Un portrait d'Alain Lombard réalisé lorsqu'il était directeur de la musique à l'Opéra de Paris. 16.30 Croque-vacances. Dessins animés, variétés, bricolage, feuilleton (Poly en Tunisie). 17.50 Dessin animé : Une aventure de Phil Perfect. 18.10 Ceux qui se souviennent. Tout va très bien : 1916-1939. 19.15 Émissions régionales. 19.40 Cocoricocoboy. 20.00 Journal. 20.35 Salut les Mickey. De C. Izard. Dessins animés : Donald et le gorille, « La baleine qui voulait chanter à l'opéra » ; la rubrique des Castors juniors ; avec Roger Carrel. Document : 182 jours pour l'Europe. Émission de F. Lantier et B. Matron, réal. G. Seligman. Après le sommet d'Athènes en décembre 1983, François Mitterrand devenait président du Conseil européen pour six mois. Ce document se veut un bilan de son action qui s'est achevée, en juin 1984, par un accord des Dix lors du sommet de Fontainebleau. 22.35 Variétés : Marlène Dietrich. De C. Jones. La divine Marlène interprète une douzaine de ses succès. Récital enregistré à Londres en 1974. 23.30 Journal. 23.45 Les tympans fêlés. Émission de J.-F. Bouquet. Le groupe français Warning.</p>	<p><b>1</b> TÉLÉVISION FRANÇAISE</p>
<p>10.30 Antiope. 12.00 Journal (et à 12 h 45 et 18 h 40). 12.05 Muppets Show. 12.30 Feuilleton : Les amours des Années folles. Les sœurs Hortensia. 13.35 Série : Mannix. N° 8 : Qui a noyé Barton ? 14.25 Aujourd'hui la vie. Connaître le bigaïement. 15.35 Série : Akagora. Une mort sans combat. 15.55 Sports été. Athlétisme : meeting de Paris : cyclisme le Tour de l'avenir. 16.00 Récit A 2. Yakari : les survivants de l'ombre. 16.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Émissions régionales. 19.40 Le théâtre de Bouvard. 20.00 Journal. 20.35 Magazine : l'heure de vérité. De F.-H. de Vireux, réal. J.-L. Lelion. M. Laurent Fabius, premier ministre, répond aux questions d'A. du Roy et d'Alain Duhamel, d'A 2, et de Michel Tardieu, directeur de la rédaction du « Nouvel Économiste ». 21.55 Le petit théâtre. « Lettres d'une mère à son fils », de M. Jouhandeau, avec M. Maréchal et la voix de M. Renaud. Un télégramme vient d'apprendre à Marcel Jouhandeau la mort de sa mère. L'écrivain se remémore son enfance, son adolescence, sa vie... La caméra tourne autour de Marcel Maréchal en train de lire les lettres. Emotion, raffinement, pureté. 22.25 Documentaire : la Part du hasard. De P. Bokanowski, prod. INA, participation du ministère de la culture. Avec la peintre Henri Dutilleul. (Lire notre article.) 23.20 Journal. 23.40 Bonsoir les clips.</p>	<p>10.30 Antiope. 12.00 Journal (et à 12 h 45 et 18 h 40). 12.05 Muppets Show. 12.30 Feuilleton : Les amours des Années folles. Les sœurs Hortensia. 13.35 Série : Mannix. N° 9 : Un cas de conscience. 14.25 Aujourd'hui la vie. Sur les traces de Jacques Brel (rediff.) 15.30 Série : Akagora. Les pièges piégés. 15.55 Sports été. Cyclisme : le Tour de l'avenir. 16.00 Récit A 2. Yakari : les survivants de l'ombre. 16.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Émissions régionales. 19.35 Expression directe : CFDT, APPEL. 20.00 Journal. <b>Soirée américaine.</b> 20.35 Club des télévisions du monde (CBS) : Calamity Jane. Téléfilm de J. Goldstone. Avec J. Alexander, F. Forrest, D. Hemmings. En 1870, Martha Jane Cannary, surnommée « Calamity Jane », rencontre Wild Bill Hickock. De leur liaison naît une fille, mais il refuse d'épouser Martha. Déchirée entre son amour pour sa fille et son incapacité à l'élever seule, elle la laisse adopter par un couple d'aristocrates. Les années passent et Hickock est tué au cours d'une partie de poker. Un western. 22.15 Téléfilm : l'aviation qui tombe du ciel. Réal. H. et P. R. Fine. Avec Bill Kurtis. Le 4 avril 1979, le vol 841 de la TWA, un Boeing-727, avec quatre-vingt-neuf personnes à bord, chute en quelques secondes sans faire de victimes. Miracle ! La commission d'enquête ne peut conclure à une défaillance technique, et engage la responsabilité de l'équipage... 23.15 Journal. 23.35 Bonsoir les clips.</p>	<p>10.30 Antiope. 12.00 Journal (et à 12 h 45 et 18 h 40). 12.05 Muppets Show. 12.30 Feuilleton : Les amours des Années folles. Les sœurs Hortensia. 13.35 Série : Mannix. Immuable insalubre (dernier épisode). 14.25 Aujourd'hui la vie. Sur les traces de Jacques Brel (2<sup>e</sup> partie). 15.30 Série : Akagora. Une douce odeur de sorgho (dernier épisode). 15.55 Sports été. Parachutisme à Vichy ; cyclisme : tour de l'avenir. 16.00 Récit A 2. Yakari : Latulu et Liréli ; Superbug. 16.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Émissions régionales. 19.40 Le théâtre de Bouvard. 20.00 Journal. 20.35 Série : Naumachos. Réal. B. Vallat. Avec M. Adorf, A. Cantafora... Dernier épisode : Le lion de Judas. Nos trois amis quittent le port malgré la tempête et les protestations du commandant de bord. Oncle Simo ne pense qu'à la récompense octroyée à ceux qui sauvent un bateau en danger. Georges, lui, réclame son dû et finit par avouer qu'ils ont repéré l'épave. 21.30 Apostrophes. Magazine littéraire de B. Pivrot. Sur le thème « Les profs », sont invités : Hervé Hamon et Patrick Rotman (Tant qu'il y aura des profs), Michel Juminac (le Massacre des innocents), Dominique de la Martinière (Lettre ouverte à tous les parents qui refusent le massacre de l'enseignement), Jean-Claude Mitterrand (De l'école) et Patrick Grainville. 22.45 Journal. 22.55 Ciné-été : l'Homme fragile. Film de Claire Clouzot.</p>	<p><b>2</b> ANTENNE</p>
<p>19.03 Jeu littéraire : Les mots en tête. 19.15 Émissions régionales. 19.40 Fête de la vigne à Dijon. 19.55 Dessin animé : l'inspecteur Gadget. 20.05 Les jeux. 20.35 Ring-Parade : Cadence 3. Variétés, de G. Lux et L. Milcic. Avec P. Sébastien, un amoureux public, imitateur. 22.00 Série : Opération Open. Dernier épisode. La rivière du milieu, de S. Gassal. Avec J. Dalric, B. Allouf... Eric et Simon Dexter, envoyés en mission dans le parc de Tunturipisto, au nord-est du cercle polaire en Finlande, découvrent une centaine de poissons morts dans un lac. Pollution ou massacre ? Enquête en cours. 22.50 Journal. 23.10 Prélude à la nuit. « Mélodies », de Poulenc, par B. Ringelissen, piano, et J.-C. Benoit.</p>	<p>19.03 Jeu littéraire : Les mots en tête. 19.15 Émissions régionales. 19.40 Fête de la vigne à Dijon. 19.55 Dessin animé : l'inspecteur Gadget. 20.05 Les jeux. 20.35 Téléfilm : Un cochon s'en va-t'en guerre. D'après D. Dina, réal. E. Luzzupoli. Avec W. Messer, H. Bergmann, P. Brumby. Près de Roppenheim en Alsace, des soldats français et allemands ont pris position des deux côtés du Rhin. Hormis des tirs sporadiques, il ne se passe rien sur le front. Les Allemands chassent le sanglier, les Français la truite. Échange de prisonniers. Mais l'interdiction de tirer du côté allemand est levée, la guerre reprend. 22.05 Journal. 22.20 Documentaire : La tempête du houblon. De J.-M. Chouteau, réal. B. Claeys. A l'ombre des champs de houblon sont réunis conteurs, chanteurs, musiciens. Avec Romy Coutte, Jules Beauvillard, des groupes de danseurs de Steenwerck. 22.40 Prélude à la nuit. « Capriccio spagnolo », de Rimski-Korsakov, par l'Orchestre philharmonique des Pays de la Loire, dir. M. Soustrot.</p>	<p>19.03 Jeu littéraire : Les mots en tête. 19.15 Émissions régionales. 19.40 Scoopitou. 19.55 Dessin animé : l'inspecteur Gadget. 20.05 Les jeux. 20.35 Vendredi : Milliards en cavale. Magazine d'information d'André Campana. Passer des capitaux en Suisse ; deux cents kilos d'or saisis à la frontière, dans une cache aménagée à l'intérieur d'une voiture. Le métier de passeur et celui des douaniers, qui affirment que la fuite des capitaux a connu plusieurs étapes importantes : en 1959, 1975, 1977 et 1981. Au cours de ce reportage intense, Antoine-Léonard Maestrani et Jean-Charles Deniau ont suivi les passeurs professionnels qui travaillent pour le compte des filières. Mémoires risqués. Un document assez stupéfiant. 21.30 Variétés : Laissez passer la chanson. De P. Sevan. Avec Juliette Gréco, Henri Tachon, Maxim Saury et son orchestre. Maurice Fanon, Cora Vaucaire, Michel Constantin, Minouche Borelli et Pierre Tisserand. 22.25 Journal. 22.50 Prélude à la nuit. « Sonatine pour flûte et piano » de Boulez, par M. Debois, flûte, et C. Valdi, piano.</p>	<p><b>3</b> FRANCE RÉGIONS</p>
<p>● R.T.L., 19 h 25, Série : Magnum ; 20 h 15, le Fox du lobo 4, film de J. Besnard ; 22 h 5, variétés : Hervé Villard. ● T.M.C., 19 h 50, Série : La bataille des pharaons ; 20 h 45, Jeu : L'énigme mystérieuse ; 21 h, l'Assassinat du Père Noël, film de Christian-Philippe ; 22 h 35, Les carnets de l'été ; 22 h 50, Clipartroll. ● R.T.B., 20 h, Jeu : La chasse aux trésors (à Cuba) ; 21 h 5, Feuilleton : Un cas pas comme les autres ; 22 h 5, Documentaire historique : Un port pour la victoire (Avers, 1944). ● R.T.B.-TELE 2, 19 h, Un autre regard. ● T.S.R., 20 h 15, Case ouverte : Au casus du racisme ; 22 h 40, Football. ● T.S.R., 20 h 15, Case ouverte : Au casus du racisme ; 22 h 40, Football.</p>	<p>● R.T.L., 19 h 25, Série : Le Grand Chagall ; 20 h 15, Charlie Cobb, télex de R. Michels ; 21 h 55, variétés : Alice Cooper. ● T.M.C., 19 h 50, Série : Magnum ; 20 h 45, Jeu : l'énigme mystérieuse ; 21 h, le Corbeau d'acier, film de J. Sargent ; 22 h 40, Les carnets de l'été ; 22 h 50, Clipartroll. ● R.T.B., 20 h, Comment se débarrasser de son patron, film de C. Hérog ; 21 h 50, Carrousel aux images ; 22 h 55, Émission politique la presse socialiste. ● R.T.B. Télé 2, 20 h, Gala du Ballet du XX<sup>e</sup> siècle (en direct du TRM, en hommage à M. Béjart). ● T.S.R., 20 h 15, Temps présent : portrait d'une classe de maths ; 21 h 20, Série : Dynastie ; 22 h 20, Livres de famille.</p>	<p>● R.T.L., 19 h 25, Kojak ; 20 h 15, le Boucher, film de C. Chabrol ; 21 h 50, La grande nuit du cirque. ● T.M.C., 19 h 50, Série : Dynastie ; 20 h 45, Jeu : L'énigme mystérieuse ; 21 h, le Tite contre les murs, film de G. Franju ; 22 h 50, Les carnets de l'été ; 22 h 50, Clipartroll. ● R.T.B., 20 h, Télé chérie (n° 1 : les branchés) ; 21 h, dernière séance (classique du cinéma) : l'Homme imitateur, film de J. Whale. ● T.S.R., 20 h 15, Tell quel (l'Étrange histoire du soldat D.), 20 h 45, le Crime de l'Orient Express, film de S. Lumet ; 22 h 45, la passion de la danse : Jiri Kylian (Stamping Ground, de C. Chavez, par le Nederlands Dans Theater) ; 23 h 25, Billy Joel Live.</p>	<p><b>PÉRIPHÉRIE</b></p>







سنة ١٤٠١

## Les Tables de la Semaine

PARIS

La Chaumière en l'île, 4, rue Jean-du-Bellay (4<sup>e</sup>). - Tél. : 354-27-34.

Pourquoi n'en parle-t-on pas plus souvent ? Belle petite maison coquette où l'accueil tout aimable de Mme Delforge est en accord avec la cuisine sage et sincère d'Alain Delforge. En ces temps de cuisine d'épate et de mini-portion, comme il est bon de trouver des assiettes bien garnies de bons produits qui s'annoncent sans fantaisie ni fausse grandeur : terrine de la Chaumière, jambon cru de pays, foie d'oie « maison » ou friture d'éperlans au citron ! Le pigeon-neau rôti est à l'ail nouveau, la raie au beurre noisette, le filet de bœuf à la moutarde. Les sorbets, venus en voisin de chez Berthillon, le disputent à la charlotte aux poires. Notre-Dame est en face, mais notre joie est dans l'assiette, sauf le lundi et le mardi sans déjeuners.

Le Restaurant, 50, rue de Verneuil (7<sup>e</sup>). - Tél. : 261-17-28.

Petit, simple et propre, voici un endroit où les « nautas » de Castel aimeraient retrouver le soir l'ancien barman de la rue Principale, mais où les déjeuners sont calmes et d'un excellent rapport qualité-prix. Les entrées sont à 15 F (salade d'épinards à la fourme, Jésus de montagne et saucisson sec du Puy-en-Velay), les plats à 40 F (lapin à la tomate, bavette à l'échalote, volaille au gingembre), les fromages et desserts à 15 F. Des vins de 40 F (gamay ardechois et saint-pourcin) à 80 F (château de la Bédosse). Pichets à 15 F. Fermement dimanche toute la journée et samedi et lundi aux déjeuners. On sert jusqu'à 23 h 30.

Guy, 6, rue Mabilon (6<sup>e</sup>). - Tél. : 364-87-61.

Le restaurant brésilien de la belle Cécile et de Guy Leroux avait, en ces temps d'été, quelque peu brûlé. Il est rénové, rénové et toujours merveilleusement attrayant, avec de nouveaux plats à la carte : civet de porc, cigoles de langoustes, ananas meringué s'ajoutant à la feijoada et autres churrascos. Bonnes bouteilles. Et au déjeuner du samedi les sambas du pays chantées par Cécile ! Le déjeuner par la gastronomie venue d'ailleurs.

## Maison

### Du soleil en boîte

L'ÉCLAIRAGE électrique fait tellement partie de notre vie qu'il est difficile de s'en passer. Même pendant des vacances sportives ou écologiques, sur un voilier ou dans un chalet perdu dans la nature, par exemple. Une PME française, la SORELEC, a mis au point un producteur autonome d'énergie qui peut, pour certains modèles, alimenter en électricité une résidence secondaire ou prendre la relève du réseau (en cas de défaillance de celui-ci) pour maintenir le fonctionnement d'un congélateur, d'un chauffe-eau ou d'un système d'alarme.

Ce « Phébus » est une unité compacte qui produit de l'électricité à partir de la lumière du jour. Il rassemble en un seul appareil un capteur solaire, un régulateur et le stockage. Le plus petit modèle, le Phébus 50, permet l'alimentation

en éclairage, radio et télévision d'une caravane ou d'un camping-car ; sur un voilier, il assure l'éclairage de la cabine, la recharge des batteries (sans utiliser le moteur) et l'alimentation des feux de signalisation et de la radio. L'appareil est livré avec deux réglettes à fluorescence (l'équivalent de 75 watts en incandescence) et deux prises de courant 12 volts (7 135 F environ). Le Phébus 100, conçu pour éclairer un petit chalet ou une caravane résidentielle, comprend trois tubes fluorescents et une prise murale. Ces deux producteurs d'énergie sont livrés en kit, avec 10 mètres de câble et les vis de fixation.

JANY AUJAME.

• SORELEC, La Motte-Saint-Cervais, BP 11, 45800 Saint-Jean-de-Braye. Tél. : (38) 86-68-49.

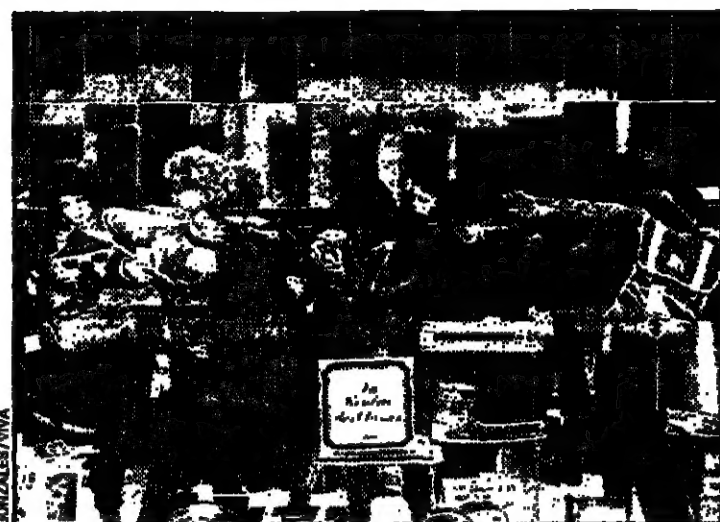
**N°1 DE LA FOURRURE D'OCCASION**  
achat-dépôt-vente  
**LES DEUX OURS**  
106 Bd de Grenelle 575.10.77  
Paris 15<sup>e</sup> M<sup>te</sup> La Motte Picquet

**COIFFURE MIXTE**  
10, rue des Pyramides 75001 Paris  
Tél. : 260.63.68.  
30, rue Feydeau 75002 Paris  
Tél. : 236.33.57.

## Mode

### Style « mention bien »

Rentrons, rentrons...



CONZALEZ/ANVA

DE la maternelle à la terminale, trois types de panoplies se trouvent accrochées aux patères, à partir du 6 septembre, quand plus de douze millions d'élèves rejoindront quelque soixante-dix mille établissements scolaires. En effet, du style ludique de la maternelle à celui du « cours privé » des terminales, les variantes de la mode enfantine reflètent celles de la société, tant par les formes et les couleurs que par les matières. Les habitudes évoluent, la rentrée scolaire avancée ne nécessitant plus d'investissement de pied en cap et permettant donc l'étalement des achats sur plusieurs mois.

#### Velours

Si les récentes manifestations scolaires ont agité les grands principes abstraits, sur le plan vestimentaire, les choix se traduisent par un compromis entre la volonté de la mère et celle de l'enfant, très tôt éveillé par les influences conjuguées de la BD et de l'univers télévisé, dont les images violentes colorées l'incitent à se fondre dans la masse des copains. D'où les recherches en dessins et couleurs ludiques pour la maternelle.

Les jeunes femmes imaginatives disent trouver difficilement les termes amusants et pratiques à partir de huit ans. A ce stade, la mère, encore incontestée... commande : kilt, pulls, culottes courtes ou pantalons en mélanges synthétiques lavables en machine. L'autre tendance qui se dégage évolue avec l'enfant et se mêle à la première, c'est le sportswear en survêtements, shorts, maillots de danse, anoraks et parkas. A onze ans, filles et garçons se cherchent et se réfugient en sweat-shirts et pantalons de velours unisexes.

#### Couleurs

Sophie, haut fonctionnaire, mère de trois enfants, équipe Etienne, cinq ans et demi, et Hélène, quatre ans, par étapes successives. On finit les sandales d'été à l'école avant les pluies avec une salopette américaine Oshkosh, au Nid de l'écureuil (25, rue Bonaparte), à larges bretelles, unie ou rayée, une chemise en maille et, plus tard, une chemise à carreaux. Les tricotés, sous-

vêtements, chaussettes et bottes s'empilent le plus souvent dans les caddies de Carrefour ou d'Eurocassé. Les manteaux ou parkas destinés à durer deux hivers font l'objet de sélections comparées entre les boutiques de la rive gauche, le Bon Marché, les Galeries Lafayette et le Printemps, selon le quartier où l'on travaille, et s'achètent après la rentrée. Sophie soigne aussi la qualité des chaussures de cuir, en alternance avec les tennies. Etienne aime le marinier en jeans ou en manteau, mêlé au rouge, qui borde son cartable caoutchouté, et apprécie les filles en robe et chemisier.

Ariel, mère de quatre enfants, conseil en relations publiques, a craqué pour Aude, quatre ans, devant les gommages et les crayons parfumés, malgré leur prix élevé aux Nouvelles Galeries de Limoges, à ranger dans une trousse Mickey-Minnie, répondant à une tendance actuelle de rendre les outils scolaires attrayants et ludiques. C'est aussi l'âge des cartables Tann's. Béatrice, onze ans, vit

en sweat-shirt volumineux sur jeans étroits de velours en quittant son uniforme marinier à chemise blanche. Coralie, seize ans et demi, en terminale, vient de perdre ses kilos superflus à force de régime « rondement » mené. Sa sacoche en toile écrue du démarqueur de la rue Saint-Placide ne recèle plus de fromage Babybel mais un bâtonnet de brillant à lèvres. Elle s'habille long et met sa silhouette en valeur par des accessoires.

#### Loden

New wave ou nouvelle vague, les garçons de terminale se démarquent nettement des écoliers. Si Arnaud, presque majeur, porte des jeans étroits du bas, des chemisettes, un tricot de marin ou un sweat-shirt sous son blouson toute l'année, il n'en cherche pas moins un 501 de Levi Strauss chez un démarqueur. Ses chaussettes de tennis se complètent de baskets à bandes de couleur. Un chandail Intersia écossais et des chaussettes Burlington assorties sont réservés aux sorties, avec un pantalon de coton beige, blazer, cravate et mocassins noirs. Pas de cartable, mais un petit porte-documents pour tenir sa trousse de stylos.

Antoine, dix-neuf ans, entrant en faculté, apprécie le cuir en maroquinerie, blouson ou chaussures. C'est le plus classique de l'enquête menée à cette occasion : chandail écossais ou veste de tweed à coudes renforcés, loden, chemise rayée et cravate, chaussettes Burlington, pantalon de flanelle grise « même s'il gratte », avec un chapeau de chasse les jours de crachin.

NATHALIE MONT-SERVAN.

(1) Editions Robert Laffont, 98 F. (Voir le Monde du 17 mai 1984.)

## Philatélie

Monaco avec sa deuxième...

...tranche d'émission, prévue pour le 8 novembre prochain, bat le record en somme - 106 F - pour vingt-sept timbres (dont un dans un bloc) : les trois valeurs d'usage courant (voir le Monde du 28 juillet) sont incluses. Dans cet ensemble, l'utilisation de l'hélio est de 12 contre 15, ce qui nous paraît considérable.

Monte-Carlo et Monaco à la Belle Epoque (1870-1925) : 4 F, rue Grimaldi (haute) ; 5 F, train en gare de Monaco. Gravures par C. Stenis, d'après les œuvres de Hubert Clésail.

Croix-Rouge monégasque, suite des Dons Travaux d'Hercule : 3 F + 0,50 F, Hercule et le taureau de Crète ; 4 F + 0,50 F, Hercule et les chevaux de Diomède. Maquettes de P. Lambert, grav. C. Haley.

Série Noël, les santonnes de Provence : 0,70 F, le berger ; 1 F, l'aveugle ; 1,70 F, le rami ; 2 F, la fieuse ; 2,10 F, l'ange Bouffarou ; 2,40 F, la portresse d'ail ; 3 F, la tambourinaire ; 3,70 F, le rémouleur ; 4 F, Grasset et Grassetta. Dessins par B. Minne, Hélio.

Vingt-cinquième Festival International de télévision (9 au 16 février 1985) : 2,10 F, sous les projecteurs ; 3 F, Nymphes d'or.

Concours International de bouquets 1985, à Monte-Carlo : 2,10 F, composition ; 3 F, Ikabana. Dessins de Pierrette Lambert, Hélio.

Activités industrielles, quartier de Fontvieille : 2,40 F, pharmacie et de cosmétique. Dessin et gravure par Claude Haley.

Série « Les Arts » avec : 2 F, les Moutons de Parure ; 2 F, Ger-

gentue ; 4 F, quatre cent cinquante anniversaire de la première édition, en 1534, de Garçanin, par François Rabalais ; 6 F, cent cinquante anniversaire de la naissance d'Edgar Degas, marqué par son œuvre la Femme à la potiche. Maquettes de P. Lambert pour les deux 2 F, les gravures sont de Pierre Gandon pour les trois premiers et le dernier de Georges Bétemps.

Dixième Festival international de cirque de Monte-Carlo : mini-bloc (71,5 x 90 mm) dentelé, 5 F, clown, amblyme et bougie. Dessin par Studio Bazilio, Hélio.

Poste aérienne, type effigies : 30 F, format 36 x 26 mm.

Calendrier des manifestations  
© 67160 Wittenbourg (pl. Soumon), 16/IX - 1284-1984, Abbaye Saint-Pierre-et-Paul.  
© 67200 St-Etienne (Palmes des églises), 21/IX au 1<sup>er</sup> X - Foire aux  
© 67230 Aubigny-aux-Laines (Foy. des jeun.), 13-14/IX - Flore et philat.

ADALBERT VITALYOS.

Le Monde des PHILATÉLISTES

Dans le numéro de septembre 84 pages

LE TGV POSTAL

Dossier : la philatélie au secours des rapaces

En vente dans les kiosques : 11 F Nouvelle couverture

## VACANCES DE SEPTEMBRE

### A MARINA VIVA, EN COURSE

#### UNE EXCLUSIVITÉ « TOURISME SNCF »

Avec la formule TGV + bateau, allez passer une semaine à Porticcio, à 17 km au sud d'Ajaccio, à l'hôtel-résidence Marina Viva (domaine de 7 hectares vallonnés et plantés de pins et de palmiers).

Départs de Paris les :  
- 1<sup>er</sup>, 8, 15 et 22 septembre 1984.  
Retours à Paris les :  
- 10, 16, 23 septembre et 1<sup>er</sup> octobre 1984.

Prix par personne : de 2 400 F à 2 710 F. Semaine supplémentaire de 1 170 F à 1 520 F.

Comprendant :  
- le TGV en 2<sup>e</sup> classe Paris-Marseille et retour ;  
- la traversée maritime en 2<sup>e</sup> classe, place assise (possibilité de couchette) ;  
- la pension complète (sept jours à Marina Viva, chambre à deux lits, vin aux repas) ;  
- l'assurance annulation-rapatriement.

Renseignements et inscriptions :  
- dans les agences de tourisme SNCF ;  
- dans les gares SNCF de Paris ;  
- dans les gares RER ;  
- par correspondance à Tourisme SNCF, Cidex 127, 75045 Paris Cedex ;  
- par téléphone : (1) 321-49-44.

## Rive gauche

### PRUNIER-MADELEINE

vous informe de sa RÉOUVERTURE après congé annuel

9, rue Duphot - 75001 Paris  
RÉSERVATION : 260-36-04

## Rive droite

### LE LOUIS XIV

DÉJEUNERS DINERS SUR PIED après MINUIT

Huitres - Fruits de mer  
Brisette - Grillades - Gibiers  
Salons pour réceptions  
Parking privé assuré par voiturier  
8, BOULEVARD ST-DENIS - PARIS 10<sup>e</sup>  
Réservation : 288.56.36 et 288.19.98  
FERME LE LUDIN

### RÉOUVERTURE LE 29 AOÛT

Spéc. MAROCAINES

5, rue Saint-Sever - 01 - 549-07-22  
OUVERT DE 20 h A 0 h 15

### AISSA Fils

Très fin COUSCOUS - PASTILA

F./DIM et LUNDI

## SOIR & NUIT

### AN PIED DE COCHON

AN BAILEES

CHAMPS LYSEES

### LA MAISON D'ALSACE

100 m de l'OPERA

### le grand café

24h/24

## chez georges

restaurant

« à la porte maillot »

tél. 574.31.00  
ouvert tous les jours  
à le plaisir de vous recevoir jusqu'à 23 h 30







صلى الله عليه وسلم

DISQUES

LE MONDE LOISIRS XI 9  
SAMEDI 1<sup>er</sup> SEPTEMBRE 1984

Jazz

Grappelli-Reinhardt

Le quintette Grappelli-Reinhardt est né dans les coulisses du «salon dansant» de l'hôtel Claridge, pendant l'été 1934. Les éditions Vogue, qui ne manquent jamais un anniversaire, ont eu la main heureuse en récupérant les toutes premières œuvres (dont certaines inédites en microsillons et, même, en 78 tours) du plus justement illustre des ensembles français.

En 1934, donc, au Claridge, au cours d'une pause de l'orchestre Louis Vola, Stéphane et Django accordent le violon et la guitare, puis, comme par enchantement, se mettent à jouer *Dinah*, et à improviser sans frein, pour leur propre satisfaction, leur propre joie. Les jours suivants, ils font de cette musique de loisir un rite, que viendront célébrer à leur tour Louis Vola lui-même, Joseph Reinhardt et Roger Chaput. Le quintette à cordes est constitué. Il va s'exercer, quand le service est accompli, à Montmartre, jusqu'à l'aube, à la brasserie L'Alsace.

Charles Delaunay et Pierre Nourry avaient invité Stéphane et

Django à un concert du Hot Club en février de la même année. A la rentrée, ils firent engager le quintette chez Florence, afin qu'il prépare un répertoire pour le concert du 2 décembre à l'Ecole normale de musique. *Confessin* et *Saw Stars*, enregistrés en septembre, venaient d'être «rejetés» par la firme Odéon. Après la soirée de décembre, la petite marque Ultraphone, non sans prudence, ouvre ses portes au Quintette. Avant Noël, huit morceaux sont gravés. Il seront, cette fois, diffusés.

On retrouve, groupées en ce recueil Vogue, les pages de 1934 faites pour Ultraphone, ainsi que les vingt autres qui suivront et paraîtront chez le même éditeur en 1935. Stéphane et Django s'associent alors assez souvent avec des chanteurs et avec d'autres grands jazzmen résidant à Paris : Pierre Allier, Arthur Briggs, Alix Combelle, Big Boy Goodie. Après la guerre, Pacific avait retenu pour la réimpression quatorze des vingt-huit pages d'Ultraphone. Aucune ici n'a

été négligée. Avec les deux maudites d'Odéon, cela fait trente et un tout pour un double album qui nous fait rejoindre ce moment d'histoire où le Delaunay's Jazz Quintet devint le Quintette du Hot Club de France.

Le livret qui accompagne ce disque comporte un texte documenté d'Alain Antonietto, et des photos, notamment celle, très réussie, de l'affiche Ultraphone, due à Juliette Lasserre, et celle, anonyme, prise place Pigalle, des cinq apôtres dont Django (chémise ouverte et casquette), Vola (chapeau de feutre et complet trois pièces), Stéphane (nouveau papillon et pochette de soie), images variées de la marginalité d'époque. Au temps d'Ultraphone, le violon ne vaut guère mieux qu'une boîte à cigares, la guitare n'est qu'une modeste babiole italienne, mais le génie leur donne la vie éblouissante à laquelle n'ont pas ajouté, par la suite, les instruments de luxe.

LUCIEN MALSON.

• Vogue 425019.



S. Grappelli, Roger Chaput, Louis Vola, Django et Joseph Reinhardt.

Rock

« A Pagan Place », des Waterboys

A la première écoute du disque des Waterboys, on reçoit un choc comparable à celui qu'avait provoqué, en 1975, la découverte du *Born to Run*, de Bruce Springsteen. Une émotion rare. Il y a, bien sûr, la voix descendante de Dylan et cousin de Bob Dylan, mais elle est accompagnée de la voix d'un jeune homme, celle d'un jeune homme qui, en sonnant différemment, ont cette couleur incandescente qui brûle les thèmes comme une machine à vapeur, cet écho qui jette sur toute chose des résonances magistrales.

Pourtant, ce n'est pas tant dans la forme que tient la comparaison mais dans ce qui est transporté : une puissance virgine, une profondeur de sentiments et, derrière, la

sensation d'un combat du cœur, une écriture gérée par un patrimoine humain exceptionnel.

On trouve chez les Waterboys tout ce qui fait l'essence d'un groupe essentiel qui porte les mythes. Un nom d'abord, liquide et éternel, un leader, Mike Scott, qui réunit à lui seul les vertus propres à l'identification. Une belle gueule de poète vadrouilleur, avec une lippe sensuelle à la Jagger et une espèce de mystère sauvage à la Morrison. Il joue la guitare, le piano, la basse, il compose et mène, le coffre chaleureux et la poignée ferme, son groupe avec dignité.

Car il y a cela aussi chez les Waterboys : la dignité, loin du maniérisme et des salmigondis de la mode, loin de tout, valeurs et solitaires. Quand ils reprennent un ti-

tre, c'est l'improbable traditionnel de la chanson des Steppes, *Red Army Blues* (Plaine, ô ma plaine) — et quel d'autre venant d'un groupe pareil ? — qu'ils interprètent avec toute l'ampleur requise, le vague à l'âme et le débit poignant.

Le reste est à l'avenant, balades offertes et rocks généraux que résume idéalement le titre de leur chanson fétiche, *The Big Music* (la grosse musique). Faut-il parler de l'omniprésence de la guitare acoustique qui contraste avec l'électricité flamboyante par sa sécheresse de ton et sa sévérité ? Faut-il évoquer ces mélodies frémissantes, ces fracas intérieurs, ces envolées agitées ? Les Waterboys sont déjà un groupe avec lequel il faut compter.

ALAIN WAIS.

• Phonogram, 822342-1.

« Lights out », de Peter Wolf

Peter Wolf, on le connaît comme le chanteur du J. Geils Band, l'un des gangs les plus brillants des Etats-Unis et, accessoirement, comme l'ancien mari de Faye Dunaway. Evidemment, quand on est, depuis quinze ans, le leader et la figure centrale d'un groupe qui a pour nom celui du guitariste, il arrive un temps où l'on caresse l'idée de voir le sien briller en propre sous les feux de la rampe. C'est fait. Avec un premier album solo, *Démarche* d'autant plus légitime qu'il a raison de trois cents concerts par an, à force de tapages nocturnes et de prestations terriblement chaudes, ces gens-là, en dépit du succès, n'ont jamais déserté la route.

On le voit bien. Peter Wolf, trônant aujourd'hui au sommet des hit-parades à la manière d'un Rod Ste-

wart sortant le bout de son nez de temps à autre histoire de ne pas perdre la main. Le repos du guerrier en quelque sorte. Cela, bien sûr, dans l'éventualité d'un succès à la première personne.

Dans cet album, en tout cas, tous les ingrédients sont réunis pour : une production en acier trempé, des compositions en acier trempé, de grosse machinerie, huiles et astrolabe, tous chromes dehors. Mais, attention, sans la pesanteur et le côté insipide qu'affectionnent généralement les Américains dans ce genre d'entreprise. Peter Wolf est un seigneur. Il a la sensibilité et le cœur noir, il a le bagou et la voix coordonnée, les rires dans la gorge. Le soul et les rilles dans la tête et le

feeling dévastateur qui s'échappe de chaque note, de chaque souffle, avec tout ce que ça implique de rythmes accésés, de cuivres qui sonnent à l'unisson et de claquements de doigts frénétiques.

Ce disque, Peter Wolf l'a fait en forme de carte de visite, façon à moi et mes gars, on va vous montrer ce dont je suis capable : néo-rock, neo-reggae, néo-funk, néo-rock, au rythme où vont les modes mieux vaut s'assurer une ouverture possible sur le tube. On aimerait le voir un peu plus pointu, le Loup, mais au final, l'essentiel c'est l'entraîne et la vitalité qui se dégagent du disque.

A. W.

• Pathé Marconi, 2401851.

Classique

Disques d'automne

Passée l'arrivée tumultueuse du disque compact, à laquelle on doit sans doute la chute des ventes du microsillon en 1983 (- 16 %), la situation du disque classique paraît s'être en partie stabilisée ; les éditeurs français, qui manifestent les plus grandes inquiétudes, annoncent une progression de leurs ventes, surtout à l'exportation, et ont continué à publier avec audace des titres nombreux et originaux. Si Erato a été sans doute sauvé par la *Carmen* de Rosi (400 000 disques vendus), il (ou elle) ne doit qu'à lui-même, et à Rameau, le succès des *Boréades* (14 000 coffrets, soit 42 000 disques). Et Harmonia Mundi a ajouté à une production très brillante la diffusion de nombreux catalogues de valeur (notamment *Orfeo*) qui ont fait bondir son chiffre d'affaires en France et à l'étranger.

L'automne était, jusqu'à 1982, le moment d'une vaste campagne de promotion pour toutes les maisons. Depuis chez Deutsche Grammophon (qui avait lancé le mouvement) et Philips ont abandonné ce procédé commercial, apparemment fort efficace, les « souscriptions » et « offres spéciales » sont un peu en perte de vitesse. Chacun mène sa politique à sa guise, pratiquant tout de même l'année des publications à prix réduits par le biais de collections économiques inlassablement renouvelées. Pourtant, cette année encore, les « offres spéciales » à un prix de lancement, valable en général jusqu'au 31 janvier, présenteront encore beaucoup d'attrait, notamment chez les éditeurs français.

Ainsi Harmonia Mundi annonce la grande première mondiale de *Médée* de Marc-Antoine Charpentier (cf. le Monde Loisirs du 17 août), la *Passion selon saint Matthieu*, de Johann Theile, un élève de Schütz, un passionnant coffret de onze disques de musique italienne des dix-septième et dix-huitième siècles, avec Clémencio, les Arts florissants, etc., des *Motets* de Mendelssohn, dirigés par Herreweghe, les *Sonates et Partitas* de Bach par S. Kuijken et le *Concert* de Chausson par les Musiciens.

Chez Erato, en tête de liste, la *Naissance de l'aurore*, d'Albinoni, et un disque *Satie* de Pascal Rogé.

par les Solisti Veneri, le *Roi Arthur*, de Puccini et les *Suites*, de Bach dirigés par Gardiner, le *Massie* et les *Concertos brandebourgeois* (Tor Koopman), l'*Oratorio de Noël*, de Bach et *Elie*, de Mendelssohn (Corboz), le *Roi malgré lui*, de Chabrier (une première) avec Barbara Hendrick, sous la direction de Dutoit, la *Faust-Symphonie*, de Liszt (Conlon), les *Vaises*, de Chopin qui marquent l'heureux retour de Maria Pires, et les *Quintettes avec piano*, de Franck, Piaré et Viéna, par Jean Hubeau et le Quatuor Viotti ; un répertoire français que l'on déchiffre enfin !

Les éditeurs diffusés par Harmonia Mundi s'intéressent eux aussi à des œuvres peu connues, tels le *Sermone*, de Mercadante, *Médée*, de Cherubini (avec Callas) chez Rodolphe (qui offre également une *Tosca*, du Met avec Crespin), la *Mort de Danton*, de von Einem, les *Concertos pour clarinette*, de Spohr, avec quatre disques de musique de chambre au Festival de Lockenhaus, le « Prades » de Gidon Kremer, chez Orfeo, ou le *Livre de la sagesse*, musique grégorienne hongroise, qu'accompagnent les *Lombards*, de Verdi et les *Quatuors*, de Bartok par le jeune Quatuor Takacs, chez Hungaroton. Au Chant du monde, l'œuvre pour clavier de Forqueray par Yannick Le Galliard, les *trois Symphonies*, de Borodin (Svetlanov) et le *Mariage*, de Moussorgski, dirigé par Rojdestvenski.

Pour CBS, première en France de *Tannhäuser*, de Heindel, qui voisine avec des œuvres plus courantes : *Turandot* (Maazel), l'*italienne*, d'Alger (Farras), six *Symphonies*, de Haydn (Solomon), les *Concertos 15 à 21* (Parahis) et les *Quatuors 14 à 19* (Juilliard) de Mozart, la *Symphonie Réurrection*, de Mahler (Maazel) et deux coffrets Gould et Horowitz.

A noter chez Decca, à côté des superbes *Wagner de Bayreuth* (le Monde Loisirs du 24 août), l'*Art de la fugue*, par Hermann Scherchen, dont l'interprétation était bouleversante, une *Tosca*, avec Frani, Pavrotti et Milnes, les *mélodies* de Sibelius, par Krause et Söderström, et un disque *Satie* de Pascal Rogé.

EMI-La Voix de son maître se cantonne presque exclusivement dans le lyrique et le chant. Côté nouveautés : *Fra Diavolo*, d'Auber, avec Gedda, Mesplé, Bastin, sous la direction de Soustrot, l'*Etoile*, de Chabrier, par les jeunes Français de l'Opéra de Lyon, dirigés par Gardiner, *Roméo et Juliette*, de Gounod, avec Kraus, Malifano, Van Dam et Michel Plasson, qui accompagne aussi le coffret des *mélodies* de Ravel chantées par Berganza, Mesplé, Norman, Lott, Bacquier et Van Dam ; trois enregistrements qui font donc confiance aux artistes français, avec encore *Lucia di Lammermoor* (Gruberova, Kraus, Bruson) et le *Vaisseau fantôme*, dirigé par Karajan (Vejovic, Van Dam, Moll). Côté réédition, « les introuvables du chant wagnérien » (six disques), « Georges Thill chante l'opéra français » (Maria Callas en cinq héroïnes (Norma, Lucia, Traviata, Tosca, Butterfly) et enfin les *Thés*, de Haydn, Schubert, Mendelssohn, Schumann et Beethoven par Cortot, Thibaud et Casals.

Calliope fera la part belle aux dames avec deux disques consacrés à Clara Schumann et deux à Fanny Mendelssohn. Le Quatuor Talich jouent les quatuors de Smetana, Debussy et Ravel. Rééditions des *Sonates pour piano et violon* de Mozart (Massier-Bogunil), des *Sonates pour piano et violoncelle* (Södergren) et *Piano et violoncelle* (Rattai-Bogunil) de Beethoven, ainsi que d'un bouquet de *Concertos*, de Vivaldi dirigés par J.-P. Rampal.

Chez Ades, un *Orfeo*, de Gluck avec Peter Hofmann et Julia Conwell, et les rééditions de l'œuvre symphonique de Debussy et de celle de Ravel sous la direction de Manuel Rosenthal.

Et, bien que Deutsche Grammophon « s'ennuie » les « offres spéciales », n'hésitons pas à annoncer le joli coffret de septembre qu'elle consacrera à un « Portrait de Rita Streich », lieder et extraits d'opéras, en six disques, auquel on souhaite la même succès qu'au merveilleux « Portrait d'Irmgard Seefried ».

J. L.

Trios avec piano de Mozart

Les six Trios pour piano, violon et violoncelle entièrement achevés de Mozart n'occupent pas, dans sa production de chambre, une position centrale et ne sauraient se comparer en importance à ceux de Haydn ou Beethoven. Mais ce sont, sans le premier, des œuvres de la haute maturité viennoise, qui donnent amplement à faire aux trois instruments concernés.

D'Angleterre nous vient un enregistrement remarquable qui semble être le premier vol d'une intégrale. On y trouve le premier (si bémol majeur K. 254, 1774) et le cinquième (ut majeur K. 548, 1788), interprétés par le London Piano Trio. La violoniste (Monica Hugget) et le violoncelliste (Timothy Masson) jouent sur des copies de Stradivarius, la pianiste (Linda Nicholson) sur un piano forte viennois de la marque Schantz, construit en 1797. J'avoue apprécier de plus en plus ce répertoire joué sur des instruments à clavier d'époque, du moins quand ces derniers ne font pas musée et que c'est bien de la musique vivante qu'on entend.

MARC VIGNAL.

• Hyperion, distr. Adda, A 66093.

« Sonates bibliques » de Johann Kuhnau

De Kuhnau, l'histoire a surtout retenu le rôle de prédécesseur immédiat de Bach à Saint-Thomas de Leipzig, quitte à passer sur les qualités du musicien, qui ne furent pourtant pas minces, comme on s'en rend compte au fur et à mesure qu'avance la redécouverte de son œuvre, surtout religieuse.

Les *Sonates bibliques* ouvrent ainsi le répertoire du clavier aux effets nouveaux du style descriptif. L'anecdote y est retenue pour sa dimension picturale, mais sans oublier l'objectif principal de la musique qui est d'édifier l'auditeur en lui racontant le Saint Livre.

Au plan de la forme comme de la charge émotionnelle, Kuhnau se situe de toute évidence en amont du Bach du *Clavier bien tempéré* avec une écriture virtuose, traversée d'un bouillonnant lyrisme.

Pour actualiser pareil parcours dans l'Antique Testament, la claviciste hongroise Aniko Horvath n'a pas choisi la voie de la musicologie érudite, mais laisse parler son cœur sur un instrument moderne — sorti

d'un atelier parisien, à ce qu'il paraît — qui sonne superbement. Devant sa réussite, qui implique une réunion parfaite des goûts, avec le style, la sensibilité, et un sens rythmique quasiment infailible, les querelles d'école deviennent vaines. C'est qu'Aniko Horvath fait mieux que de tirer de l'oubli un auteur intéressant parmi d'autres. Elle revit la musique avec l'intensité d'accent qui ont dû y mettre les meilleurs contemporains et elle la dynamise jusqu'à la rendre aussi nécessaire à notre univers sonore que les *Suites pour clavier* de Jean-Sébastien pour les extraits de la *Neue Klavier-Ubung* du même Kuhnau, qui complètent ce bel album, préfigurant si bien, Marient le solennité à la grâce et à la ferveur aussi, la jeune artiste hongroise nous trouvera désormais très attentifs à son grand talent.

ROGER TELLART.

• 2 disques Hungaroton SLPX 12 459 460.

Strauss, Beethoven et Weber par Inge Borkh et Joseph Krips

Inge Borkh fut une des plus grandes sopranos dramatiques des années 50 et triompha en particulier dans Wagner et Strauss (rôles de Salomé et d'Elektra), mais aussi dans Puccini (Turandot). En 1956, elle enregistra avec la Philharmonie de Vienne dirigée par Josef Krips un disque comprenant trois pages capitales, et qui, comme d'autres réalisées par ce chef, viennent opportunément d'être rééditées.

Voici d'abord la longue scène finale de *Salomé* de Richard Strauss. Inge Borkh y apparaît moins survoltée mais plus émue, qu'en son enregistrement *Live* avec Mitropoulos, grâce sans doute à la direction de Krips, passionnée, mais en même temps d'un très beau classicisme.

L'air de concert opus 85 *Ah, Perfido* est, en dehors de *Fidelio*, la plus grande scène dramatique de

Beethoven. Il s'agit pourtant d'une page de jeunesse, chantée en 1796 à Prague par Joseph Dussek, l'ancienne interprète et amie de Mozart. Beethoven la soumit sans doute à révision avant sa publication en 1805, à l'époque du premier *Fidelio* justement. Musique ambitieuse, bénéficiant de la part d'Inge Borkh et de Joseph Krips d'une interprétation idéale, probablement inégalée au disque.

L'air « Ozean, du Ungeheuer » d'Obéron est une des plus belles inspirations de Weber. On y entend nettement un célèbre motif de la future *Tétralogie* wagnérienne. Il se termine sur la même mélodie bondissante que l'ouverture. De ce grand récit si varié, est-il façon plus vivifiante de prendre congé ?

M. V.

• Decca, 411.669.



# Images au futur

L'électronique n'est pas prête à remplacer la chimie.

L'IDÉE d'une nouvelle forme de photo - électronique et non plus chimique - enregistrée sur disque vidéo fait son chemin, un chemin qui apparaît de plus en plus long. Il y a trois ans que Sony avait annoncé à grand tapage le lancement du Mavica, le premier appareil utilisant un tel disque avec une capacité de cinquante images en couleurs. Sa commercialisation avait été envisagée pour 1983. Moins de deux mois après Sony, deux autres groupes japonais, Sharp et Sanyo, avaient déclaré qu'ils mettraient sur le marché à la même époque des appareils similaires. La photo classique semblait complètement dépassée.

Aujourd'hui, les esprits se sont bien calmés. Les industriels sont moins affirmatifs sur les chances de succès de la photo vidéo et cherchent manifestement à gagner du temps. Ainsi, trente-trois firmes du secteur électronique viennent-elles de signer un accord de standardisation du futur système vidéo. Ce qui revient à reconnaître qu'elles en sont toujours à la phase des études préliminaires et non de la commercialisation. Au surplus, ces firmes ne font pas l'unanimité. Si l'on y trouve Sony, Hitachi, Canon, Philips, RCA, certains concurrents importants du secteur photochimique, comme Kodak, Polaroid ou Agfa, n'y apparaissent pas.

Par ailleurs, le communiqué final montre que l'accord ne

porte que sur un commencement de standardisation (notamment : dimensions de l'appareil de prise de vues devant recevoir le disque vidéo, capacité de cinquante images effaçables, enregistrement en modulation de fréquence). Aucune date de sortie n'a cette fois été donnée, et une dépêche de Tokyo fait seulement état d'estimations de sources proches des industries photographiques selon lesquelles les premiers modèles apparaîtraient sur le marché au plus tôt au printemps prochain.

Curieusement, au moment de l'annonce de cet accord, l'un des participants, Sanyo, présentait à Osaka deux appareils, les Sanyo VSC 700 et VSC 800 ayant la forme d'un petit 24 x 36 reflex. Les deux modèles sont identiques, avec un objectif zoom, le VSC 800 étant un peu plus perfectionné (il comporte un système de mise au point automatique). Ces deux reflex, qui vont être vendus respectivement environ 8000 et 10000 F, n'ont que l'aspect d'appareils photographiques : ce sont en réalité des caméras vidéo aux standards VHS et Beta, destinées, dit le constructeur, à « séduire les photographes pour qu'ils passent à la vidéo ». En fait, Sanyo pose ainsi indirectement une question fondamentale : la vidéo, qui permet sur magnétoscope un enregistrement permanent et qui est donc adaptée à l'image animée, comme le cinéma, offre-t-elle vraiment un intérêt pour l'image fixe ?

Pour l'instant, la réponse est négative, la photo vidéo est très chère, aussi chère que l'image animée du magnétoscope. Cela explique déjà que le Mavica (ou tout appareil concurrent) n'ait pas encore été mis sur le marché, alors que, techniquement, cet appareil fonctionne bien. La démonstration en a été faite par Sony à Tokyo, à Las Vegas, à Londres, à Paris. Mais, nous déclarait un dirigeant de cette maison il y a quelques semaines, il n'y a pas encore de marché pour le Mavica. Ce qui apparaît très vite lorsqu'on connaît les limites de qualité et de prix de la photo vidéo.

La qualité, tout d'abord : elle correspond à une image de trois cents lignes horizontales occupant 1 mégahertz, comparable à celle que procure une cassette VHS ou Beta, valeurs qui ne représentent pas même la moitié de l'image de télévision (625 lignes et 5 à 6 mégahertz). Si trois cents lignes sont acceptables avec des cassettes VHS ou Beta, parce que le mouvement du sujet renouvelle l'image vingt-cinq fois par seconde, cette définition devient très faible pour une image fixe, car elle est alors perceptible.

Le prix de la photo vidéo, d'autre part, la met hors de portée du grand public. Le Mavica de Sony coûterait aujourd'hui environ 4000 F, somme à laquelle il faut ajouter 1200 F pour l'appareil de lecture indispensable pour visionner l'image sur un télé-

seur. Mais pour ce prix les amateurs ont déjà la possibilité d'acheter une caméra qui leur donne une image animée. Quelle raison auraient-ils dès lors de passer à l'image fixe, si ce n'est pour disposer des tirages sur papier ? Certes, les procédés de photo vidéo autorisent la réalisation d'épreuves en couleurs grâce à de petites imprimantes grosses comme un magnétoscope portable. Mais leurs prix sont annoncés entre 5000 F et 10000 F selon le format de l'image. A l'évidence, leur intérêt est plus que limité pour le grand public, car la photo conventionnelle offre beaucoup mieux avec des appareils légers et compacts de quelques dizaines de francs.

Mais demain ? Il est très difficile de prédire l'avenir, l'évolution technologique réserve toujours des surprises. Aussi, les industries sont-elles dans l'expectative, la photo vidéo étant perfectible et le prix des appareils pouvant diminuer. En outre, d'autres voies sont explorées. Des firmes comme Hitachi, Sony, Kodak, Polaroid ont démontré, par exemple, qu'il était tout aussi simple de diffuser des photos classiques sur un téléviseur, que ces photos soient des négatifs ou des diapositives.

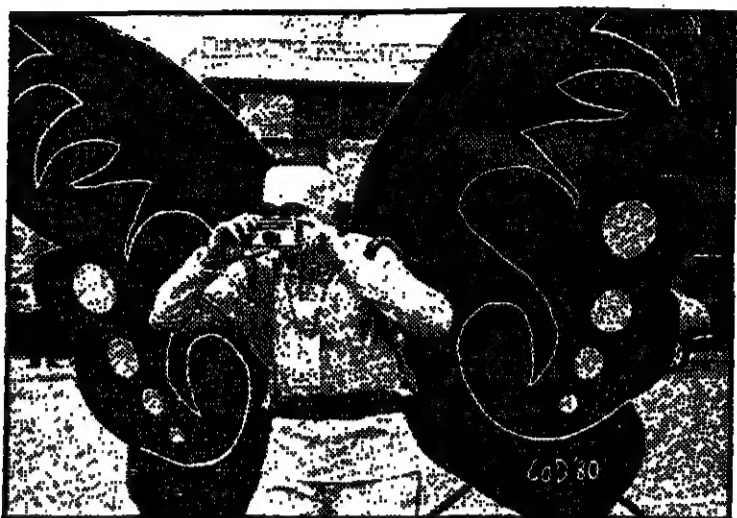
Ce matériel de lecture existe et a été présenté tant chez Kodak (appareil adapté au disque Kodacolor négatif) que chez Sony (qui vend d'ailleurs un tel lecteur pour être couplé à une caméra vidéo). Son utilisation est simple : il suffit de glisser le négatif photo ou la diapositive dans un logement pour obtenir aussitôt l'image positive sur l'écran du téléviseur. Mais dans ce cas encore, la vulgarisation du procédé se heurte aux prix qui dépassent presque toujours 10000 F.

La solution pourrait aussi venir d'un matériel mixte, ce qu'envisagent de nombreux constructeurs. Sharp tout d'abord, qui proposait dès 1982 (mais n'a pas commercialisé) une caméra vidéo VHS utilisable aussi comme un appareil de photo vidéo. Les grandes firmes de l'électronique comme celles de la photochimie, d'autre part, qui envisagent le tirage d'épreuves sur papier à partir d'une image animée (en vidéo il y en a vingt-cinq par seconde). Dans ce cas, tout possesseur d'une caméra vidéo ou d'un magnétoscope pourrait obtenir des photos simplement par couplage d'une tireuse spéciale.

Hélas ! ce matériel est tout aussi coûteux que les autres et ne convient pas davantage à une production de masse. Il a certes un atout, celui de pouvoir utiliser le parc existant des magnétoscopes et des caméras vidéo. Mais cet avantage n'est pas déterminant tant que le prix du matériel est dissuasif. Aussi les fabricants se contentent-ils de produire de telles tireuses pour des applications professionnelles (principalement pour le tirage de graphiques).

En définitive, si tout est possible aujourd'hui, c'est toujours à des coûts trop élevés pour permettre l'ouverture d'un marché de grande consommation. Aussi pour l'instant seule la photo conventionnelle est-elle en mesure de proposer des produits compatibles avec un tel marché : l'appareil à moins de 500 F et tirages de photos en couleurs pour 2 à 5 F en général. La photo vidéo, si elle était lancée dès l'an prochain, ne pourrait occuper qu'une place marginale en attendant des jours meilleurs.

ROGER BELLONE.



## COLOMBO ACCUEILLE LE RAFFINEMENT MERIDIEN.



AOÛT 1984. OUVERTURE DE L'HÔTEL GALADARI MERIDIEN COLOMBO.

DEPUIS LE MOIS D'AOÛT 1984 UN PARADIS DE RAFFINEMENT EST INSTAURÉ À COLOMBO. L'HÔTEL GALADARI MERIDIEN. SITUÉ À CÔTÉ DU QUARTIER DES AFFAIRES, CET HÔTEL DE GRAND LUXE OFFRE LES RAFFINEMENTS INDISPENSABLES À VOTRE CONFORT. CLIMATISÉ, SAUVAPEUR POUR

VOUS ASSURER LA PLUS AGREABLE D'ÉTÉ. MAIS IL DISPOSE AUSSI DE TOUTES LES INSTALLATIONS NÉCESSAIRES À L'ACCUEIL DES SEMINAIRES ET CONGRÈS. RÉSERVATIONS ET INFORMATION : VOTRE AGENCE DE VOYAGES, VOTRE AGENCE AIR FRANCE OU "MERIDIEN RESERVATIONS INTERNATIONAL" (A/R) 15 RUE DE LA PAIX 75002 PARIS.

LES HÔTELS FRANÇAIS DANS LE MONDE.